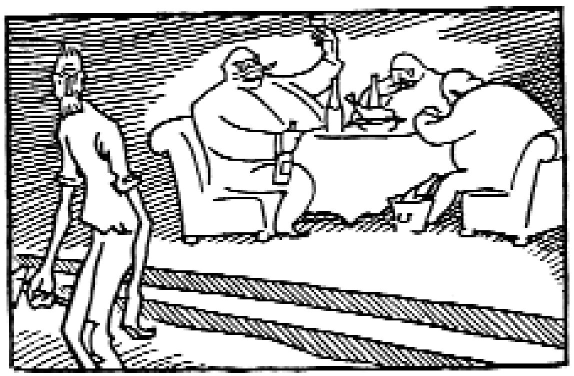
« Anti-mondialisation », activisme & ...capitalisme

(Partie II)



Mutines Séditions

Cette brochure est disponible à :

« Mutines Séditions » — *Cette Semaine* —
BP 275 — 54005 Nancy cedex
france

février 2001

Première partie : le spectacle est dans les rues

Deuxième partie : l' activisme « anti-mondialisation », stade suprême de l'intégration ?

Troisième partie : c'est arrivé près d'chez nous

DEUXIÈME PARTIE

L’ activisme « anti-mondialisation », stade suprême de l’intégration ?

Cette seconde partie rassemble des textes qui font principalement la critique de l’activisme. Nous avons souhaité apporter ici des traductions du débat anglo-saxon qui s’est développé après l’émeute du 18 juin à la City puis celle de Seattle le 30 novembre de cette même année 1999. Nous ne sommes pas des spécialistes dans l’anglais, ce qui explique des erreurs inévitables de traduction, même si nous y avons apporté le (maigre) bagage de connaissances que nous possédions en la matière.

Ce qui nous importe le plus, au-delà de l’idéologie défendue par les différents auteurs (même s’il va de soi que ces textes ont été *choisis*), c’est de lancer des pistes de réflexion, des sujets de débats sur le terrain de l’anti-capitalisme. Si on sait que la personne qui a rassemblé ces différents textes est anarchiste, on comprendra que nombre de points de vue traduits font l’objet de désaccords. Et si à Stirner ou Bakounine, ils préfèrent Marx ou Dauvé, cela n’est cependant pas pour nous déplaîre. Cette brochure s’adresse en effet à des *individus* qui, espérons-le, sauront porter la critique un peu plus loin encore. Ce n’est pas notre objet ici et on retrouvera par exemple dans *Cette Semaine* des positions sur ces questions comme sur *bien d’autres,* et dans la pratique, des critiques *en actes*.

A ces traductions, nous avons joint une présentation des Black Blocs qui va au-delà des récits d’action présents dans la première partie de la brochure, et deux textes différents. L’un était sorti en 1972 sous forme de brochure portant une critique du militantisme post soixante-huitard qui, malgré des références formelles dépassées, a conservé une pertinence dans une analyse qui s’applique aujourd’hui encore à bon nombre de formes d’action (dans lesquelles nous nous sommes aussi parfois fourfoyés, ce qui explique peut-être aussi notre intérêt personnel à critiquer aujourd’hui l’activisme). Le second texte s’oppose au mythe des militants « anti-mondialisation » qui présentent l’Etat comme en voie de déperissement au profit du « marché », tout en souhaitant renforcer le *côté social* du premier et parfois aussi son côté *national*. A l’inverse, cet article montre combien le Capital et l’Etat sont imbriqués, s’alimentent mutuellement et combien l’Etat est indispensable au fonctionnement du Capital. La lutte pour la destruction de l’un s’accompagne donc nécessairement de celle pour la destruction de l’autre, l’ordre étant somme toute sans grande importance tant la matraque et la machine auxquelles on voudrait nous asservir pèsent quodiennement comme une menace et comme une contrainte sans cesse renouvellées.

Pour notre part, les luttes se mènent à partir de soi, en tant qu’individu porteur de désirs et qu’être social porteur d’antagonisme de classe, sans rupture ni hiérarchie entre celles qui sont liées à la survie et celles qui offrent l’occasion d’affrontements plus ponctuels mais collectifs, sans privilégier ni exclure d’arme spécifique, en choisissant l’action directe — qui refuse toute médiation — et la quête de toujours plus de liberté comme moteur de l’action.

Black Bloc, au singulier ou au pluriel...
mais de quoi s'agit-il donc ?

Cela fait désormais quelques mois qu'on entend parler de " Black Bloc(s) ", principalement dans les milieux d'extrême gauche. Cependant, que ce soit du côté des militant-e-s anticapitalistes comme dans le reste du monde, le " Black Bloc" effraie et fascine, déchaîne bien souvent des haines assez farouches ou au contraire des tonnerres d'applaudissements, sans que grand monde sache forcément de quoi il en retourne réellement. L'aura de mystère qui entoure le phénomène contribue à en faire une légende et à alimenter bien des fantasmes quant à son existence, sa raison d'être, les motifs comme la nature de ses actions.
Parce que le sujet vaut mieux que les approximations douteuses auquel il est souvent résumé, et que l'actualité nous donne de plus en plus d'occasions d'en entendre parler et donc de nous en préoccuper, ce texte a pour but d'expliquer de manière synthétique (mais cependant non exhaustive) les " qui ? ", " quoi ? ", " pourquoi ? ", " comment ? " concernant le Black Bloc, et de proposer une analyse positive (ne le cachons pas !) de l'intérêt politique qu'il représente, de manière, peut-être, à susciter des réactions et débats à ce sujet !

I) Le(s) Black Bloc(s), c'est quoi ?

Un Black Bloc, c'est un ensemble d'individus ou de groupes affinitaires, qui se regroupent de manière spontanée ou organisée à un moment donné, à l'occasion de manifestations ou actions politiques. Ce n'est ni une organisation ni un réseau centralisé d'une quelconque manière. On ne peut donc pas vraiment parler " du " Black Bloc, mais " d'un " Black Bloc parmi d'autres, la composition de ces groupes changeant et fluctuant au gré de leurs apparitions (1). Ce qui caractérise un Black Bloc, c'est d'abord le fait que les individus et groupes le composant se définissent majoritairement (2) comme anarchistes et proposent une perspective libertaire sur le(s) thème(s) de la manifestation ou action en question. Ce qui rend cependant le Black Bloc " visible " et singulier, c'est le fait que ses participant-e-s sont généralement vêtu-e-s de noir et portent un masque, un foulard ou une cagoule. Rassemblé-e-s, ces différentes personnes forment ainsi un "bloc noir".
Désignés comme tels, les Black Blocs sont apparus aux Etats-Unis dans le cadre des manifs contre la guerre du Golfe en 1991. C'est plus précisément le 30 Novembre 1999 à Seattle, lors des actions de résistance au congrès de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), que des Black Blocs se sont particulièrement illustrés, et ont largement attiré l'attention des médias comme d'une partie des manifestant-e-s.
Cependant, le Black Bloc n'est pas un phénomène nouveau. Il est directement inspiré des mouvements d'ultra-gauche européens, comme le mouvement autonome allemand des années 1980, dont les acteurs et actrices s'habillaient en noir, étaient masqué-e-s, combattaient la police dans la rue et proposaient une critique et une pratique radicales, en rupture avec les modes de protestation traditionnels.
Par ailleurs, le Black Bloc n'est pas " le " mouvement anarchiste, qui existe sous de multiples autres formes très diversifiées. Le Black Bloc n'en est qu'une des formes ; c'est un mode d'organisation et d'action parmi d'autres.

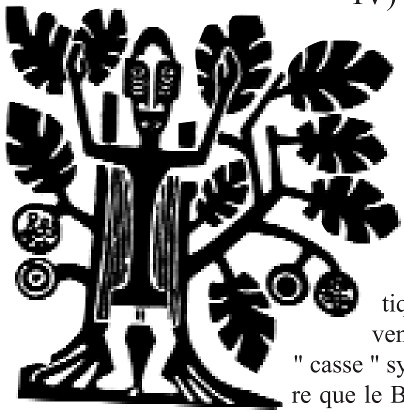
II) Un Black Bloc, pourquoi ?

Il existe tout un tas de raisons pour lesquelles des anarchistes constituent des Black Blocs lors des manifs. En voici quelques-unes :
- la solidarité : un grand nombre d'anarchistes peut simultanément faire face à la répression policière et met ainsi en œuvre le principe de solidarité ouvrière. Par ailleurs, l'organisation horizontale en groupes affinitaires du Black Bloc prouve par les faits qu'il est possible de s'organiser de manière efficace, sans chefs ni hiérarchie, et que l'entraide et la coordination de différents groupes autour de buts communs est également fructueuse.
- la visibilité : se regrouper de la sorte permet de montrer en quoi l'anarchisme représente une force politique importante, souvent ignorée et méconnue. C'est l'occasion de promouvoir des perspectives anarchistes sur les problèmes politiques soulevés lors des; manifs/actions.
- les possibilités : évoluer en groupes permet de réaliser des actions parfois illégales et qu'il serait dangereux de faire de manière isolée. De plus, l'anonymat du Black Bloc rend plus difficiles les arrestations. Certains types d'actions pratiqués (destruction de la propriété privée, etc.) peuvent également ouvrir des perspectives de radicalisation politique (voir plus bas).

III) Black Bloc : où, quand, comment ?

Les premières manifestations significatives de Black Blocs organisés autour de buts précis eurent lieu à Seattle, fin-novembre / début-décembre 1999, à l'occasion du Congrès de l'Organisation Mondiale du Commerce. D'énormes manifestations et actions eurent lieu, rassemblant une large palette de groupes, collectifs et revendications politiques, allant du contrôle citoyen de l'OMC (par les partisan-ne-s d'un " capitalisme à visage humain ") à la destruction des structures oppressives de l'OMC comme du pouvoir en général (par les partisan-ne-s d'une révolution totale de la société). Cette dernière tendance était animée par les anarchistes, qui, très nombreux et nombreuses, se sont impliqué-e-s dans un vaste éventail d'activités (médias alternatifs, action directe non-violente, manif festive, ouverture d'un squat, etc.).
Les manifestations et actions furent cependant vite caractérisées par une répression policière incroyable. Environ 200 personnes constituant des Black Blocs ont entreprit de s'attaquer à la propriété privée des multinationales jonchant le parcours de la manif. Des vitrines de banques, de magasins Nike, de cafés et commerces bourgeois furent brisées,

et certains magasins pillés, causant environ 7 millions de dollars de dommages aux multinationales en question. Des slogans furent également peints sur les murs de la ville, et le mobilier urbain (poubelles, panneaux) fut transformé tantôt en outil de destruction de vitrine, tantôt en barricade ou encore en feu de joie selon le cas.
Pendant plusieurs heures, certaines parties de la ville furent ainsi libérées des présences agressives de la police comme des multinationales et constituèrent des "zones autonomes temporaires" (3). Les critiques ne manquèrent pas, et le "débat" sur le Black Bloc commença...



Les 16 & 17 Avril 2000, à Washington D.C., se tenait une réunion du FMI (Fonds Monétaire International) et de la Banque Mondiale. Une mobilisation également très forte eut lieu, rassemblant toutes les composantes de l'opposition à la mondialisation et/ou au capitalisme. Un Black Bloc (Revolutionary Anti-Capitalist Bloc – RACB) d'environ 1000 personnes y fut très présent, optant cependant pour une tactique résolument différente de celle mise en pratique à Seattle. Le Black Bloc concentra tous ses efforts sur la police, parvenant à faire reculer les lignes de police à plusieurs reprises, à forcer les barrages policiers, à libérer des personnes arrêtées, à entraîner la police " *au delà de son propre périmètre pour l'affaiblir* ", à défendre les militant-e-s pratiquant la désobéissance civile contre les agressions policières et à leur permettre d'aller plus loin. A cette occasion, le Black Bloc fut manifestement une force incroyable qui permit à l'ensemble de la manifestation d'aller de l'avant.

Des Black Blocs étaient également présents lors des conventions républicaine et démocrate, bien que leur action y ait été moins importante qu'à Seattle ou Washington :

A l'occasion de la Convention du Parti Républicain à Philadelphie (RNC - Republican National Convention) les 1 & 2 Août 2000, le Black Bloc (Anti-Statist Black Bloc – ASBB) pris activement part aux manifestations et publia ensuite un communiqué explicitant leurs attaques contre la propriété privée et le matériel de la police commises pendant les manifestations. A noter qu'un Clown Bloc fut également de la partie, parodiant le monde politique institutionnel à travers une pratique subversive du théâtre de rue, réprimée par la police.

Du 14 au 17 Août 2000, la Convention du Parti Démocrate à Los Angeles (DNC - Democratic National Convention) fut également le siège de manifs et actions diverses. La police dispersa violemment un concert en plein air de Rage Against The Machine à côté du centre ou avait lieu la convention. Des membres du Black Bloc furent tout particulièrement victimes de la brutalité policière (l'un d'eux fut bombardé de balles en caoutchouc et de gaz au poivre alors qu'il agitait un drapeau noir au dessus d'un grillage), et répondirent en repoussant les flics à coups de projectiles divers.

IV) Ce qu'apportent les Black Blocs

"*Comme à Seattle, les Black Blocs ont apporté aux actions de l'énergie tactique, de la créativité et du courage, mais ont de plus manifesté une grande volonté de respecter les désirs des autres participants et n'ont cessé de défendre activement les personnes les moins préparées*."
Michael Albert, dans *Znet Commentary*,
"Assessing A16", Avril 2000.

Il est facile de résumer le " phénomène " Black Bloc à quelques pratiques qui semblent d'autant plus ridicules et insuffisantes qu'elles sont souvent caricaturées. Les actions des Black Blocs ne se limitent pas à une " casse " systématique et sans objet. A y regarder de plus près, il semble au contraire que le Black Bloc, comme mode d'organisation et d'action politique, trouve ses fondements dans une analyse critique du militantisme d'extrême gauche, et peut beaucoup lui apporter.

L'action des Black Blocs s'inscrit en effet dans un dépassement des modes de protestation politique traditionnels caractérisés par le lobbying et le réformisme. Les Black Blocs pratiquent une désobéissance civile active et l'action directe, sortant ainsi la politique du jeu virtuel parfaitement huilé dans lequel elle reste trop souvent enfermée (quand la contestation du système devient un élément parmi d'autres sur l'échiquier politique, prévisible et intégré dans les calculs politiciens). Les Black Blocs ré-insèrent l'action au sein de la protestation et permettent ainsi une prise directe sur des éléments du système qu'ils rejettent. Concrètement, les Black Blocs ne se contentent pas des simples défilés contestataires, certes importants par leur charge symbolique mais inaptes à véritablement ébranler l'ordre des choses. L'action des Black Blocs contribue à réaliser la politique au lieu de seulement la dire. En ce sens, l'action politique, de passive et/ou symbolique devient active voire offensive. C'est notamment ce qu'affirme le communiqué d'un Black Bloc de Seattle, qui refuse " *d'être désigné comme une simple force de réaction* " qui dépendrait ainsi uniquement des manifestations et caprices du pouvoir.
Les Black Blocs se déclarent donc bel et bien en faveur de l'action offensive contre les structures du pouvoir, prenant au mot le fameux slogan " *le capitalisme ne s'écroulera pas du tout seul. Aidons-le !* ". Cela se caractérise par nombre d'actions controversées, tout particulièrement les dommages causés à la propriété privée des multinationales et autres entreprises.

La " violence contre la propriété "

" *Dans un système fondé sur la recherche du profit, notre action est la plus efficace quand nous nous attaquons au porte-monaie des oppresseurs. La dégradation de la propriété, comme moyen stratégique d'action directe, est une méthode efficace pour remplir cet*

objectif. Ce n'est pas juste une théorie... c'est un fait. "
Communiqué de l'*Anti-Statist Black Bloc*, Philadelphie, 9 août 2000.

S'attaquer à la propriété des entreprises, c'est tout d'abord rompre avec les classiques manifs-défilés dont " le pouvoir " s'accomode parfaitement. C'est franchir un pas, et s'attaquer frontalement aux multinationales et autres usines à fric sur un terrain qui les affecte directement, celui des intérêts économiques. Causer des dommages matériels qui se chiffrent en dollars, c'est signifier clairement à des gens qui ne parlent que le langage de l'argent qu'ils ne sont pas intouchables, c'est saboter un centième de leurs profits et leur rendre un millième de la violence que leurs activités génèrent.

S'attaquer à la propriété, c'est certes s'attaquer (symboliquement) au porte-monnaie des propriétaires, mais c'est aussi et surtout s'attaquer à leur image. Par des actions ciblées accompagnées de communiqués explicatifs, les Black Blocs à l'œuvre à Seattle ont dans une certaine mesure réussi à imposer une interprétation politique de leurs actes de destruction, amenant ainsi sur la scène publique des questions relatives aux activités et pratiques des entreprises visées.
Même des médias institutionnels n'ont pu si aisément balayer le sujet en attribuant les actes de vandalisme à des " casseurs ", et ont du reconnaître un caractère politique à certaines actions (aucun miracle cependant, les médias institutionnels restent ce qu'ils sont -- au service du pouvoir, bien entendu). En somme, il est possible d'attirer l'attention sur les exactions des entreprises et même sur la "nature" du commerce en pratiquant de telles actions directes de sabotage.

Si ces actions permettent d'affecter l'image des compagnies ciblées, elle permettent aussi d'en détourner le sens, en changeant la valeur accordée aux divers bibelots et symboles du capitalisme. Par leurs communiqués, les Black Blocs légitiment et positivent leurs actions.
Une vitrine brisée devient un autre endroit libéré de tous ces symboles agressifs témoignant de l'omniprésence arrogante du capitalisme et des diverses oppressions qu'il entretient ou génère. Un magasin pillé, c'est un ensemble de gens qui prennent ce dont ils on besoin là cela se trouve, en court-circuitant le processus marchand, en niant la valeur marchande des objets pour leur reconnaître une valeur utilitaire. C'est l'affirmation de la gratuité contre le commerce, du vol comme mode de protestation politique et moyen de vivre décemment dans un monde ou rien n'est accessible sans argent, pas même la satisfaction de ses besoins vitaux.
Un mur tagué est vu comme un petit espace urbain ré-approprié, comme brèche dans la ville uniforme, blanche et immaculée. C'est une attaque contre les surfaces grises, mornes et asceptisées. Une façade devient alors un lieu d'expression vivant et coloré, donnant la parole à ceux et celles qui en sont d'ordinaire dépourvu-e-s. L'impact visuel d'un slogan écrit sur un mur à la bombe rivalise avec celui du panneau publicitaire, de l'affiche officielle ou du spot télé qui s'imposent comme uniques modes d'information et d'expression. Il court-circuite également le processus " normal " d'expression, réservé à ceux et celles qui peuvent se l'offrir -- par leur place sociale comme par leur absence de remise en cause des fondements d'un système aliénant.

Ces différents procédés, simples de réalisation, sont la manifestation d'un pouvoir émanant de la base, d'un pouvoir qui ne passe pas par les structures officielles pour s'exprimer, mais qui choisit une voix dissidente et par là même plus directe. Ces moyens simples, directs et à la portée de tou-te-s sont donc logiquement plus à même de toucher les milieux les plus défavorisés, les milieux les plus frappés par l'exclusion, ceux et celles que la politique a toujours délaissé et qui ont fini par délaisser la politique. En agissant concrètement sur les objets de leurs révoltes, les Black Blocs sont plus que quiconque à même de sensibiliser ces exclu-e-s qui en soupent quotidiennement, qui en ont marre et sont cependant souvent condamné-e-s à la résignation. L'exemple de Seattle est flagrant à ce sujet : alors que l'ensemble du mouvement de lutte contre l'OMC déplorait la faible participation de gens de couleurs et/ou des classes sociales les plus " basses " aux événements, les initiatives des Black Blocs ont attiré (et sont presque les seules à l'avoir fait) nombre de jeunes des quartiers noirs et pauvres. Si les Black Blocs peuvent effrayer et déclencher l'hostilité de certain-e-s, ils peuvent également rendre la politique et sa réalisation plus accessibles, et agir en facteur politisant et dynamisant dans la lutte contre le capitalisme.



Ces moments d'action contribuent à la création momentanée de situations où tout semble possible, où l'ordre bascule, où la ville semble réappropriée, " libérée " en certains points. Ces " zones autonomes temporaires " sont très importantes : il s'agit de tout un travail sur l'atmosphère, sur les possibilités que cela laisse entrevoir aux gens — le fait qu'autre chose est possible, que la merde quotidienne n'est pas une fatalité. Ces instants grisants — où tout un monde semble s'écrouler — sont certes en décalage avec la réalité, qui rappelle en général vite à l'ordre, mais sont bénéfiques et indispensables. Ce sont des coups de pouce qui dynamisent, donnent cette impression que " rien ne sera plus comme avant ", et peuvent être catalyseurs d'énergies, points de départ d'initiatives, de créations et d'action. Sur les murs de Seattle, on pouvait lire " *we are winning !* " (" *nous sommes en train de gagner !* "). Pour beaucoup, il semble que cela n'ait pas été complètement faux. L'expérience de Seattle et du Black Bloc en particulier a considérablement poussé vers l'avant le mouvement anarchiste nord-américain. Il n'y a qu'à voir la multiplication des actions et du nombre de participant-e-s pour s'en rendre compte...

Cependant, l'intérêt des Black Blocs ne se résume pas à ces quelques exemples. Leurs modes d'organisations et structures ainsi que leur évolution au fil des manifestations expliquent pour beaucoup ces succès et réussites.

Organisation horizontale, fluidité et évolutivité

" *la police n'aime pas la guérilla urbaine qui s'accorde mal à ses tactiques militaires : elle veut des situations lentes, monolithiques, immobiles et prévisibles, pour pouvoir déployer sa force de contrôle pachydermique et son ordre hiérarchique planifié.* "

dans *Je sais tout*, Genève, 3 juin 2000.

Ce qui caractérise l'organisation des Black Blocs, c'est sa forme horizontale, non-hiérarchique, propre à éviter les lourdeurs d'une gestion centralisée. Il n'y a pas de chef ni de véritable plan d'ensemble, mais des individus qui constituent de petits groupes affinitaires indépendants les uns des autres. Ce mode de fonctionnement permet une relative autonomie, au lieu d'une organisation globale souvent étouffante (et plus propice à l'expression de rapports de pouvoir).

L'organisation en groupes affinitaires permet des prises de décisions bien plus rapides et égalitaires (les groupes sont constitués d'un faible nombre de personnes qui se connaissent), et facilitent ainsi les changements et évolutions instantanées, si déroutant-e-s pour la police.

Car si les groupes affinitaires permettent une gestion plus fluide de l'action, ils sont aussi très intéressants tactiquement pour faire face à la répression policière. Une masse de gens interdépendants est plus facilement contrôlable par la police qu'un ensemble de gens organisés en petits groupes autonomes mobiles, susceptibles de prendre des décisions rapides et de surprendre. Malgré ses stratégies de contrôle des manifestations, la police peut se trouver complètement désarmée face à une multitude de groupes qui agissent simultanément. Au lieu de faire face à une organisation rigide que les gens suivent (exemple type : la " tête d'une manif " mène le reste du cortège), elle doit affronter plusieurs groupes qui agissent de manière indépendante et simultanée. Pour le ou la manifestant-e, il s'agit alors de devenir actrice ou acteur de ses mouvements en s'organisant plutôt que de suivre maladroitement ou aveuglément et être pris-e au piège.

Une autre caractéristique des Black Blocs est l'évolution de leurs stratégies. A Washington, leur présence était impressionnante. Alors que tout le monde attendait des Black Blocs qu'ils s'attaquent à la propriété, ils ont au contraire porté tous leurs efforts sur les moyens de résister à la police et de l'affaiblir pour permettre à l'ensemble de manifestation de gagner du terrain. Cette évolution est significative. Elle prouve que sans organisation centralisée et hiérarchisée, les Black Blocs sont capables de prises de décisions collectives à grande échelle, sans compromettre l'autonomie et l'indépendance des groupes affinitaires les constituant. De plus, une telle décision suppose un recul et un regard critiques vis à vis des actions précédentes, des facultés d'autocritique et de prise de décision tactiques importantes, qui ont jusqu'ici fait défaut à beaucoup d'autres composantes du mouvement anticapitaliste. Le DAN (Direct Action Network – réseau de désobéissance civile non-violente très actif lors des manifestations contre la mondialisation) a par exemple appliqué les mêmes techniques à Washington qu'à Seattle, ce à quoi la police était largement rodée et préparée. En prévoyant cette situation, le Black Bloc montre qu'il est non seulement capable d'anticiper et d'agir en conséquence, mais qu'il ne s'arrête pas à un moyen d'action en particulier, que la destruction de la propriété n'est pas une fin en soi, mais un moyen parmi d'autres, propice à certains moments mais pouvant laisser place à d'autres techniques parfois plus appropriées à la situation donnée. Cette " maturité politique " fait du Black Bloc une réelle force qui a su dépasser une impasse dans laquelle nombre de groupes militants plus anciens restent bloqués.

Vers un égalitarisme ?

" *Nous nous devons de critiquer nos privilèges de blancs et d'hommes ainsi que l'autorité illégitime à l'extérieur comme à l'intérieur de notre "mouvement", et ne pas le considérer tel qu'il est comme un outil libérateur (ce qu'il n'est pas !)* "

un anarchiste anonyme du Black Bloc.

Bien qu'il soit difficile de parler de ligne politique en ce qui concerne les Black Blocs (leur particularité étant de ne pas se reconnaître comme groupe défini), les différents communiqués rendus publics se recoupent sur plusieurs points et les nombreux débats ayant animé la scène militante américaine (notamment sur Internet, cf www.indymedia.org) ont donné lieu à des précisions et explications politiques de la part de divers-es participant-e-s aux Black Blocs. A défaut de pouvoir rendre compte des Black Blocs dans leur totalité, ces différents débats permettent cependant d'esquisser des pensées communes à leur participant-e-s. Il en ressort diverses préoccupations liées aux rapports de domination, qu'il s'agisse de discrimination selon l'appartenance à un sexe, une classe sociale, une couleur de peau ou une catégorie d'âge (et aussi, pour certain-e-s, selon l'appartenance à une espèce). Certain-e-s membres des Black Blocs manifestent explicitement cette volonté d'égalitarisme, qui semble intégrer les critiques féministes, anti-classistes, anti-racistes, anti-âgistes voire antispécistes. Au vu des difficultés que rencontrent ces idées, y compris dans les milieux d'extrême gauche (qui bien souvent considèrent certains de ces questionnements comme secondaires ou les rejettent tout simplement car trop dérangeants), il apparaît particulièrement important de les mettre en avant et de travailler activement à leur mise en pratique. Qu'en est-il réellement des Black Blocs ? Le collectif ACME, par exemple, manifeste dans son communiqué une conscience de ces discriminations, et dans les rues, une volonté d'agir concrètement en conséquence (par exemple, la mixité femmes/hommes du collectif).

A défaut de certitudes cependant, il semble plus prudent de considérer les Black Blocs ou certains de leurs éléments comme potentiels vecteurs d'une conscience politique réellement approfondie et intéressante plutôt que de considérer comme acquis leur travail contre toutes les dominations (ce qui est assurément loin d'être le cas et reviendrait encore une fois à mythifier le phénomène). Quoi qu'il en soit, on peut d'ores et déjà affirmer que la démarche de certains groupes d'amener ces divers questionnements égalitaristes sur le terrain de l'action directe et de les intégrer aux formes de lutte confrontationnelles des Black Blocs est pour le moins intéressant et encourageant !

V) Contre les Black Blocs

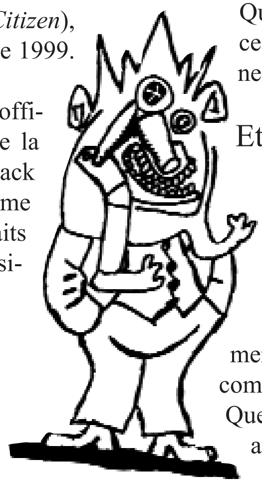
" *Nous sommes ici en train de protéger Nike, McDonald's, Gap et tout le reste, où est la police ? Ces anarchistes devraient être arrêtés* "

Medea Benjamin (leader de *Global Exchange*),
dans *New York Times*, 2 décembre 1999.

" *Ces actions non-violentes ont été interrompues et détournées dès le début par des petites bandes de vandales qui ont renversé des distributeurs de journaux et ont manifestement brisé quelques vitrines du centre-ville. La police a été incapable d'identifier et d'arrêter ces quelques individus asociaux. Pourquoi la police n'a-t-elle identifié et arrêté ces vandales plus tôt ? Si elle l'avait fait, cela m'aurait évité ce vilain après-midi et ce sentiment d'être mal à l'aise. Nous ne sommes pas venus pour détruire Seattle, nous sommes là pour mettre au jour l'effet destructeur de l'OMC* "

Mike Dolan (du groupe *Public Citizen*),
dans *World Trade Observer*, 1er décembre 1999.

La similitude entre les déclarations de certain-e-s manifestant-e-s et le discours officiel est plutôt frappante, et rend compte d'une part de l'hostilité d'une partie de la " contestation de gauche " vis-à-vis des activistes plus radicaux et radicales des Black Blocs, et d'autre part de la participation active de ces mêmes personnes au système répressif. Car au delà des simples divergences d'opinion, c'est jusque dans les faits que s'est manifestée cette hostilité. Ci-dessous, quelques grands traits de ces oppositions virulentes :



Etre violent-e

" *Nous considérons que la destruction de la propriété n'est pas un geste violent, à moins que cela ne détruise des vies ou cause des blessures. Selon cette définition, la propriété privée -- en particulier la propriété privée des entreprises -- est elle-même infiniment plus violente que toute action entreprise contre elle* "

Communiqué d'un Black Bloc de Seattle, collectif ACME, 5 décembre 1999.

Les premières accusations envers les Black Blocs furent celles de violence. Cette " violence " (on peut cependant choisir de ne pas la désigner comme telle) est un acte de révolte concrète qui a des cibles particulières. C'est une réponse légitime à une violence sans commune mesure avec un quelconque bris de vitre, magasin pillé ou mur tagué.
Rappelons que la propriété privée reste un ensemble d'objets inanimés, alors que les différents êtres victimes du capitalisme, qu'il s'agisse de paysan-ne-s brésilien-ne-s, de rebel-le-s zapatistes, de travailleurs et travailleuses de partout comme d'animaux des mers et terres du monde entier, sont par contre bien vivant-e-s, leurs souffrances bien réelles.

Dénoncer la " violence " des Black Blocs, c'est suivre un raisonnement aberrant et malhonnête : le problème, ce serait la pseudo-violence des gens qui luttent contre le capitalisme, et non la violence du capitalisme lui-même !
En focalisant leur attention sur des actes de violence mineure (l'intensité de violence générée par le commerce mondial n'est pas comparable une seule seconde à la " violence " des actions des Black Blocs !), qui ne sont pourtant que des réponses à une violence permanente, déguisée, intégrée et acceptée, certain-e-s pacifistes à tout rompre nient ainsi la violence intrinsèque à la propriété privée et aux activités perpétrées par leurs propriétaires.
Ce faisant, ces pacifistes reproduisent un processus à l'œuvre dans la société toute entière : s'attaquer aux conséquences en prenant soin de ne pas en voir les causes. Cette position est une position profondément réactionnaire, car au lieu de condamner le système, elle condamne les gens qui réagissent contre ce système, et de ce fait, défend le système et ses inégalités.
Quel meilleur exemple que celui du 30 novembre à Seattle ? Aussi incroyable que cela puisse paraître, certain-e-s militant-e-s pacifistes y ont formé une chaîne humaine pour protéger le magasin *Nike Town* des attaques d'un Black Bloc !

Etre masqué-e

" *Prévoir un foulard n'est pas une question de romantisme révolutionnaire mais bien l'envers d'une triste réalité : Big Brother nous regarde !* "

dans *Pourquoi il faut toujours manifester masqué*, 1999.

Pendant les manifestations de Seattle, il fut très violemment reproché aux membres des Black Blocs d'agir masqué-e-s (certaines personnes allèrent jusqu'à les comparer à des membres du Ku Klux Klan !), pour tout un tas de raisons diverses. Quelles qu'ils soient, les différents arguments contre le port de masques, foulards ou autres cagoules s'avèrent souvent bien faibles face à la réalité de la répression. Il est pourtant bien connu que la police souffre d'un syndrome vidéomaniaque (pour s'en convaincre, il suffit d'aller faire un tour sur le site Internet de la police de Seattle : on y trouve des dizaines de photos de manifestant-e-s accompagnées d'une incitation à la " citoyenneté ", c'est à dire à reconnaître et dénoncer les personnes photographiées) (4), et on ne peut reprocher à quelqu'un-e de préférer ne pas être fiché-e. Les masques garantissent un anonymat indispensable dans le cadre d'actions illégales, toujours durement réprimées. L'état policier est bel et bien une réalité, et ne pas se faire arrêter puis inculper une nécessité. Si certain-e-s militant-e-s sont prêt-e-s à se faire embarquer et choisissent de ne pas en empêcher la police d'une quelconque manière, les membres des Black Blocs ne sont en aucun cas animé-e-s de la même volonté de sacrifice chrétien, comme le précise l'un de leurs communiqués.
En somme, ce n'est pas pour effrayer les gens ou pour se complaire dans une imagerie para-militaire que les membres des Black Blocs portent des masques, mais par simple pragmatisme dans une société toujours plus fliquée.

Nuire à la manifestation

" *A Washington, le Black Bloc a travaillé avec le reste des manifestants de manière très solidaire, intelligente et stimulante. Ils ont été remarquables, et n'ont pas oublié le reste de la mobilisation. Ils ont " bloqué " des croisements de rue avec une implacable efficacité, et résisté intelligemment à la brutalité policière. Ils étaient une des présences les plus précieuses à cet événement* "

Anonyme, recueilli par Jim Bray
dans *(Working)Start of Critique of Black Bloc Technique* (5), 2000.

Beaucoup d'accusations tendent à rendre les Black Blocs responsables de la violence de la police. Est-il besoin de préciser qu'il en va de la fonction même de la police ? La police a toujours été et sera toujours violente envers ceux et celles qui combattent le système qui leur donne raison d'être. A Seattle, les violences policières ont commencé avant que les premières attaques contre la propriété n'aient lieu. Et si cela avait été le contraire ? Quel est le véritable problème : des actions de destruction légitimes ou l'existence illégitime de la police ? Encore une fois, certain-e-s manifestant-e-s semblent se tromper de cible.
Par ailleurs, les Black Blocs se sont également distingués par le soutien apporté aux actions non-violentes. A Seattle, ils se sont joints aux barrages humains des activistes non-violent-e-s, les consolidant ou construisant des barricades plus résistantes un peu plus loin. De nombreux-ses membres des Black Blocs ont également participé aux actions non-violentes organisées par le *Direct Action Network* ou d'autres collectifs (comme empêcher les délégués d'atteindre le lieu du congrès par exemple).
A Washington, le succès de certaines actions de désobéissance civile non-violentes est du aux Black Blocs qui repoussèrent la police, protégèrent les personnes en difficulté et élargirent le périmètre de la manifestation.
Loin de s'opposer, les actions des Black Blocs et de certain-e-s militant-e-s pacifistes se sont donc au contraire souvent complétées. N'agissant ni dans le mépris de ces actions ni contre elles, les Black Blocs y ont plus souvent activement participé, s'affirmant comme force politique essentielle au mouvement de lutte anticapitaliste et non juste comme phénomène marginal.

Ces critiques dans la pratique

" *La coordination des organisations participantes doit à l'avenir préparer encore plus les manifestants à immobiliser et livrer à la police tout "hooligan" indésirable. Même si un " hooligan " venait à être tué, ce ne serait qu'une très petite perte à côté des 20.000 enfants disparaissant quotidiennement sous le règne des multinationales* "

Ole Fjord Larsen (membre de *United Peoples*),
dans *Future planning after Seattle*, 12 décembre 1999.

S'il est facile de répondre à ces critiques souvent grossières, elles se sont manifestées de manière autrement plus problématique par des gestes de violence mettant parfois en danger des membres des Black Blocs. En effet, lors de la " bataille de Seattle ", certaines personnes ont été frappées par des manifestant-e-s disant s'opposer à la violence et les accusant de saboter la manifestation (on notera le paradoxe !). A plusieurs reprises, certaines personnes essayèrent d'arracher les masques du Black Bloc, ou même d'en livrer les membres à la police ! Bien souvent, le Black Bloc eu plus à faire à ces pacifistes surexcité-e-s constituant une véritable " police de la paix " qu'à la police en uniformes. Cette attitude réactive contre toute critique qui s'exprime autrement que par des défilés bien sages participe pleinement du système répressif mis en place par les autorités. Quelle est la révolte de ces soit-disant " pacifistes " qui se font flics quand flics il n'y a pas, qui usent de la violence physique (dans le mépris de leur propre cohérence) contre ceux et celles qui brisent la tranquillité servile de " leurs " défilés contemplateurs ? Leur objectif semble être le même que celui des flics : préserver la paix sociale, et ce à n'importe quel prix. Eteindre la révolte dès que celle-ci prend sens et s'incarne de manière un peu plus concrète que par des mots vidés de leur signification. Ces " pacifistes " se trompent de colère, et auraient sérieusement besoin de prendre conscience de leur propre participation aux structures répressives qu'ils sont censés dénoncer. En attendant, ils constituent un certain danger pour qui veut prendre ses désirs pour des réalités, et anticiper de quelques pavés ce fameux " changement global " qui tarde tant à arriver...

Enfin, le fait que ces quelques critiques soient tantôt grossières et ridicules, tantôt violentes et dangereuses ne signifie pas pour autant qu'il faille épargner les Black Blocs de toute critique. Il serait peut-être bon, cependant, de le faire intelligemment, en commençant par reconnaître l'utilité dont ils ont jusque là fait preuve.

VI) Conclusion

" *Le Black Bloc est une source d'inspiration pour tout le monde. La quasi-intégralité des Etats-Unis voue un culte à une vie matérialiste qui ne va nulle part, animée par des automates en chair et en os. Le Black Bloc est la seule étincelle de bon sens en Amérique du Nord, dont la situation sans cela serait sans issue* "

Craig Stehr, 2000.

Au cours des manifestations de ces derniers mois, on a pu observer de plus en plus de Black Blocs se former. Ce mouvement semble manifeste d'une certaine radicalisation des milieux d'extrême-gauche et anarchistes américains en même temps qu'il pourrait signifier un regain d'intérêt pour les idées et pratiques libertaires.
Mais le Black Bloc est plus qu'un indicateur de tendances. Parti prenante de ce processus, il sort la protestation de l'ornière du réformisme et de la contemplation, en ré-inventant et popularisant une désobéissance civile offensive. Le Black Bloc, c'est non seulement un dépassement des moyens de contestation traditionnels, mais aussi un dépassement de l'action illégale isolée, qui prend sens dans le cadre d'une lutte globale et politique.

Le Black Bloc, c'est aussi la désorganisation organisée, la possibilité de lier efficacité stratégique et pratique égalitaire, radicalité et lucidité politique.

Pour toutes ces raisons, le Black Bloc m'apparaît comme une réelle force politique, porteuse de nombreuses dynamiques et potentialités quant à l'avenir des luttes anti-capitalistes et anti-étatistes.

Il demeure à mon sens que si l'initiative du Black Bloc doit être encouragée, elle doit nécessairement s'accompagner de discussions et d'analyses critiques à ce sujet. Le Black Bloc doit éviter de se figer dans un mode d'action particulier ou se perdre dans l'autosatisfaction et ainsi éviter de se questionner plus avant. Tout au contraire, ces pratiques " radicales " peuvent être autant d'occasions de soulever des questions essentielles : questions relatives aux discriminations (sexisme et racisme, notamment), au caractère identitaire et potentiellement excluant des Blocs, etc. Car il ne s'agit pas simplement de s'unir contre un système, mais de combattre ici et maintenant les discriminations qui existent en son sein, et que nous perpétrons au quotidien par l'absence de remise en question de nos comportements. Les actions du Black Bloc peuvent, au prix d'une réelle volonté égalitariste, aller dans le sens d'une pratique à la fois égalitaire et offensive vis à vis des structures du pouvoir, comme elles peuvent facilement par négligence et facilité affermir des rapports de domination masqués par la lutte contre un ennemi commun. J'espère pour ma part que l'expansion des Black Blocs se fera dans ce sens, et que les récentes propositions visant une plus grande coordination des groupes permettront l'expression de positions politiques et de débats constructifs à ce sujet.

darkveggy@free.fr
Darkveggy
c/o Maloka - BP 536 - 21014 Dijon cedex

Notes :

1 – Dans la suite du texte, il est parfois question du Black Bloc (le Black Bloc), comme phénomène ou mode de protestation.
2 – Il arrive que des individus se disant communistes, socialistes, etc. participent aux Black Blocs.
3 – La " Zone Autonome Temporaire " (en anglais TAZ, pour Temporary Autonomous Zone) est un concept inventé par le philosophe américain Hakim Bey. Lire *TAZ - Zone Autonome Temporaire* (Editions de l'éclat, 1997).
4 – Voir <http://www.pan.ci.seattle.wa.us/seattle/spd/wto/spdwtosuspecthome.htm>
5 – Voir <http://as220.org/jb.politibs/black_bloc.html>

Principales sources :

Agence de presse A-Infos (http://www.ainfos.ca)
Indypendent Media Center (http://www.indymedia.org)
the Mid-Atlantic Infoshop (http://www.infoshop.org)

[Ce texte est paru dans *Cette Semaine* n°81, septembre/octobre 2000 pp ; dans *No Pasaran* n°81 & 82 d'octobre et novembre 2000, avec quelques coupures ; dans *Alternative Libertaire* Belgique n°232, octobre 2000]

Prague, septembre 2000

UNE RÉPONSE AU TEXTE SUR LES BLACKS BLOCS

Ce qui frappe tout d'abord dans le texte précédent de Darkveggy, l'auteur, c'est l'emploi du mot « politique ». Que signifie par exemple une phrase comme « *réaliser la politique au lieu de seulement la dire* » ? Non seulement la politique est présente en permanence vu qu'il s'agit à notre sens d'un rapport entre soi et le monde (qui affecte aussi bien le rapport à l'Etat, au pouvoir ou « à la cité », c'est son sens classique, mais aussi les rapports entre individus, même dans un cadre restreint comme l'amour), mais c'est aussi un rapport qui est forcément dialectique. A ce titre, opposer « réaliser » et « dire » n'a de sens que dans celui d'une praxis ou l'un entraîne l'autre. Ceci nous amène à une divergence quant à l'analyse à propos des effets des actions des Black Bloc (BB).

Sur les attaques contre la propriété privée à Seattle, l'auteur met en avant les communiqués qui ont « *réussi à imposer une interprétation politique* » de ces actes. Mais au sens où nous l'entendons, toute action, a fortiori celles concernant des émeutes, pillages ou destructions de propriété, ont en soi un sens politique. A l'inverse, Darkveggy semble se leurrer sur le sens des communiqués du BB qui ne donne pas « *un caractère politique* » à ces actes mais plutôt un sens spectaculaire. A notre avis, ils ne sont pas destinés à poser des questions « *sur la scène publique* » à propos des entreprises visées, à « *s'attaquer à leur image* », mais plutôt à justifier leurs actes parce qu'ils furent dénigrés par d'autres manifestants, et ensuite à mettre en avant leur reproductibilité. Ils s'adressent non pas aux médias pour donner un sens à la casse mais aux manifestants et sympathisants pour préciser la perspective de ces actes.

Plus loin, l'auteur parle également de « facteur politisant et dynamisant [des Black Blocs] dans la lutte contre le capitalisme ». A l'inverse, tout acte a d'emblée un sens politique (on peut ensuite débattre sur l'interprétation, notamment entre la part de reproduction et de subversion de certains actes) et les BB ne politisent rien du tout, ils affirment une praxis face à une autre. La séparation réside ainsi non pas entre ce qui politique ou pas (ou contenant plus ou moins de politique) mais entre les classes [1]. Il y a le mouvement de la lutte des classes, sachant que pour s'émanciper, la classe des prolétaires (au sens large) doit se penser et agir en tant que telle face à la bourgeoisie, mais sachant aussi qu'elle entretient la bourgeoisie en subissant l'exploitation. Il s'agit là encore d'un rapport, traduit dans la dialectique du maître et de l'esclave, où le maître existe parce que l'esclave ne le supprime pas ! Il doit donc s'affirmer, pour se nier ensuite en tant qu'esclave afin de se réaliser en
tant qu'individu débarrassé de ce rapport de domination (mais il peut aussi s'affirmer dès à présent en tant qu'individu membre du prolétariat pour supprimer la bourgeoisie sans attendre que tous les autres se bougent. La limite bien comprise étant alors que le bouleversement de ce monde ne peut être que total et nécessite pour cela de dépasser le nombre réduit initial).

On a aussi l'impression que les BB conçoivent leurs actions, et l'auteur semble les suivre sur ce terrain, complètement en dehors de la sphère de la production et du travail salarié pour se limiter à la rue, à l'espace urbain qui est un espace de lutte mais loin d'être le seul. Pourtant c'est dans la sphère de la production et du travail salarié que sont produites les marchandises qu'ils veulent détruire ; pourtant, c'est là que les capitalistes exploitent et tirent leur fric ; pourtant, c'est là que se joue la question de la propriété privée (en général et des moyens de production en particulier) ; pourtant, c'est là que sont menées quotidiennement des luttes diverses (grèves, séquestrations, sabotages, vols,... [2]) et c'est là aussi que ça peut réellement faire mal (à l'échelle d'une boîte, pour le propriétaire de la boîte) si l'action va jusqu'au bout et si elle réussit à contourner les bureaucrates syndicaux (ce qui est beaucoup plus difficile que de ridiculiser une défilé syndical même si c'est drôle et important de le faire quand même). Darkveggy n'aborde pas la question, pas plus que les BB, et cette critique manque à notre avis dans son texte.

Même dans un système où l'emprise des syndicats est énorme comme aux Etats-Unis ou en Angleterre, les travailleurs — au moyen de grèves sauvages comme les recense chaque mois le bulletin Dans le monde une classe en lutte [3] par exemple — n'en continuent pas moins la lutte au niveau des entreprises. Si ce terrain n'est pas exclusif comme le serinent les marxistes, il ne peut non plus être absent lorsqu'il s'agit de parler de la perspective d'abattre le capitalisme. Même si le mouvement part plutôt de la rue, cette question sera immanquablement à l'ordre du jour. Ainsi, on peut par exemple se demander quel lien peut exister entre les actions du Black Bloc qui se concentrent apparemment sur le calendrier fixé par l'ennemi (OMC, FMI, partis politiques) et le quotidien vécu par les prolétaires. Darkveggy parle de « *sensibiliser [les] exclu-e-s* » par ce type d'action, mais d'une part leur vie toute entière est déjà une « sensibilisation » aux méfaits du capitalisme (même si ils l'expriment en d'autres termes) et l'on en revient à la dialectique du maître et de l'esclave : nul facteur n'est déterminant pour savoir quand l'esclave se révoltera contre le maître. Ce qui est sûr par contre, c'est que les « *exclu-e-s* » n'ont pas attendu le BB pour piller et brûler des magasins, ce qui n'enlève rien à la pertinence de l'action de ce dernier ! Le caractère démonstratif de Seattle et le fait de certain-e-s blacks des ghettos les ont rejoints, reste donc limité à la volonté des personnes en question de choisir notamment une débrouille collective offensive plutôt qu'individuelle et de survie (comme nous la pratiquons tous et toutes au quotidien).

Christophe Charon

1 Que signifie ainsi, voir la fin du texte, une «volonté de non-discrimination» selon l'appartenance à « une classe sociale », définie aussi plus loin comme « anti-classiste » ?
2 Pour les Etats-Unis, voir *Mordicus* n°12, juin 1994, hors-série *spécial USA*, pp. 69-70
3 *Dans le monde une classe en lutte*, disponible à *Echanges et Mouvement*.

[Cette réponse est parue dans *Cette Semaine* n°81, octobre-novembre 2000, p. 23]

A Seattle contre l'OMC il y a un an, à Washington contre le FMI et lors des conventions démocrate et républicaine pour les présidentielles cet été, la contestation anticapitaliste fait parler d'elle outre-atlantique. Le texte suivant publié aux USA, puis repris par la revue "*Organise*" de l'Anarchist Federation, situe le renouveau politique US dans l'histoire des mouvements sociaux américains. Il pointe surtout l'indispensable internationalisme que les futurs mouvements se devront de pratiquer pour avoir une chance de vaincre.

SEATTLE : LA REVOLTE US CONTRE LA " GLOBALISATION " ?

Les mobilisations politiques de masse dans les rues ont disparu aux USA entre 1970 et 1973. Rétrospectivement il est clair que les années 64 à 70 ne constituaient pas une " situation pré-révolutionnaire ", mais quiconque a vécu ces années en militant radical peut être excusé de l'avoir cru. Bon nombre de gens dans les cercles dirigeants faisaient la même erreur d'appréciation. Les insurrections urbaines de la population noire de 64 à 68, les mobilisations autonomes de la classe ouvrière (souvent emmenées par des travailleurs noirs) de 66 à 73, l'effondrement de l'armée américaine en Indochine, les révoltes des étudiants et des jeunes, et l'apparition de mouvements militants féministe, gay, écologiste étaient autant d'indicateurs d'un séisme social majeur. Trente ans après, les années soixante, les " sixties ", pour la gauche comme pour la droite, planent encore au-dessus de la société américaine comme la fumée d'une conflagration.

La " crise du pétrole " et la récession mondiale de 73-75 closent cette période et depuis, le mouvement révolutionnaire aux USA comme ailleurs s'est retranché et regroupé. Si le reflux a semblé plus profond aux USA qu'en Europe, c'est seulement parce que le capital US constitue le bord d'attaque du démantèlement du vieux " contrat social " keynésien, un démantèlement dans lequel l'Europe n'en est qu'à la moitié. Le reflux des luttes ouvertes aux USA a été ponctué rapidement. Mais ces luttes ont repris durement avec des actions contre la guerre du Golfe en 90-91 ou par les émeutes de Los Angeles en 92. Ce mouvement exprime une vaste " recomposition " de classes dans une restructuration mondiale du capital. Plusieurs anciennes formes de luttes, bien que couronnées de succès, et notamment la grève sauvage, n'ont fait que disparaître. Les mouvements des sixties étaient internationalistes par l'esprit, mais en pratique ils dépassaient rarement la dimension nationale. Quoique plus d'un veuille ergoter à propos de la réalité de la " globalisation ", il est clair depuis longtemps, même pour ceux s'avouant réformistes, que toute stratégie significative, même au jour le jour, doit être internationale, ou mieux, " transnationale ", dés le départ pour qu'on puisse parler de victoire. " Penser globalement, agir localement " peut sembler une solution, mais son résultat concret équivaut à peu près à réagencer les chaises longues à bord du Titanic.

Certains travailleurs chinois et américains peuvent avoir eu une conscience plus radicale, et étaient peut-être même plus internationalistes, au niveau de la rhétorique, dans les années 20 qu'aujourd'hui, mais les conditions existent aujourd'hui pour qu'ils soient contraints, dans la pratique, à un internationalisme concret impensable dans les années 20. La nécessité d'une stratégie globale est une idée présente et répandue depuis longtemps, mais il a été extrêmement difficile de la rendre opératoire. Les réformistes dans les structures comme l'Institut d'Etudes Politiques (*Institute for Policy Studies*) soutenues par quelques capitalistes, travaillent d'arrache pied pour développer quelque chose comme un " Keynesianisme global " et un " Etat providence global ", une fois qu'ils auront résolu le petit problème du " *separate body of armed men* ", l'Etat Nation souverain, qui n'a pas vraiment disparu. Pendant ce temps, l'administration " centriste " Clinton a depuis 1993 poussé à travers l'ALENA (accord de libre échange nord-américain), l'OMC (organisation mondiale du commerce), l'accord de l'ASEAN (traités économiques avec le sud-est asiatique), et le désengagement dans l'aide sociale, un ensemble d'attaques contre les travailleurs américains qui auraient rencontré une opposition de la rue, si de telles mesures avaient été prises par la " droite ". Tout ce que les tenants de la globalisation demandaient a été instauré.

Les travailleurs américains ont réagi à cette situation de façons contradictoires. Il y a, depuis longtemps, un fort sentiment protectionniste parmi les travailleurs américains : " *Achetez américain* ", " *Sauvez les emplois américains* ", " *Garez votre Toyota à Tokyo* ", un soutien à la législation anti-immigrés, des violences épisodiques contre les asiatiques, une exécrable propagande anti-mexicaine des Teamsters (syndicat de camionneurs), la campagne " anti-dépotoir " de l'USW's (United Steel Workers - les travailleurs américains du secteur de l'acier), ou la base électorale prolétaire pour la " forteresse America " de Buchanan (candidat US aux présidentielles) en sont autant d'illustrations répugnantes. Au bout du compte ces attitudes se résument à l'idée suivante : licenciez les autres, ou n'embauchez pas les autres, et sauvez mon job, sans parler d'une bonne dose de racisme anti-asiatique et anti-latino. De nombreux travailleurs ont été amenés à soutenir leurs employeurs, littéralement cernés par les importations, et ont concédé d'importants reculs sur cette base.

D'un autre côté, des syndicats traditionnels comme l'UAW (travailleurs unifiés de l'automobile) tout comme des groupes oppositionnels réformistes " respectables " comme *Labor Notes* ont fait de sérieuses tentatives pour s'adjoindre le soutien de travailleurs au Mexique, en Asie ou en Europe, mais strictement dans un cadre syndical et souvent dans une perspective corporatiste. Il y a eu certaines mobilisations coordonnées sur l'emploi dans l'automobile entre les USA et le Mexique, ou bien la campagne Bridgestone-Firestone des travailleurs américains et japonais. Mais toutes ces actions ont été strictement contrôlées par des factions de bureaucrates syndicaux, détenant ou non le pouvoir, et représentent l'extension à l'échelle mondiale d'un réformisme syndical sectoriel.

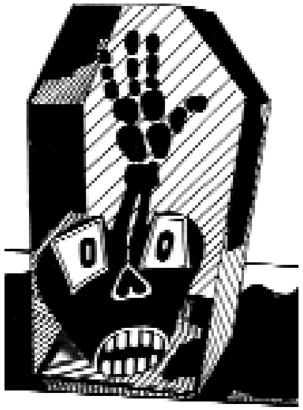
Il y a une demande aux USA, y compris parmi certains travailleurs américains, (apparue au cours de la campagne contre l'ALENA ou pendant la procédure législative rapide de 1995) pour un DIFFERENT TYPE D'INTERNATIONALISME que celui proposé par la classe dominante mondiale ou par les timides actions des syndicats officiels qui acceptent sans questionnement la structure du capitalisme. Si, comme cela semble le cas, l'économie mondiale a commencé une " mise à niveau négative " par le bas pour les travailleurs, alors un type différent d'internationalisme signifierait la création d'une situation pour une " mise à niveau positive " , dans laquelle les travailleurs pourraient concrètement lutter pour leurs propres intérêts sur la base d'une CLASSE POUR ELLE-MÊME, d'une façon qui implicitement, ou encore mieux, explicitement, reconnaisse l'unité pratique des intérêts des travailleurs aux USA et en Chine, au Japon et au Bangladesh, en Italie et en Albanie. Puisque la société, comme la nature, a horreur du vide, sans une telle perspective, les protectionnistes et/ou les anti-protectionnistes, les réformistes internationalistes se précipiteront et contribueront à un nouveau remaniement du système contre le prolétariat, dans une version capitaliste de " *la somme qui ne peut jamais être la totalité* ", comme le disait souvent Bordiga.

D'un point de vue révolutionnaire, il est facile d'être sceptique à propos des événements de Seattle. Les participants américains, à la fois parmi les contingents syndicaux et les groupes d'action directe, étaient massivement blancs, dans un pays dont 30% de la population est aujourd'hui constituée par des gens de couleur. Le slogan " *Oui à l'échange équitable, non au libre échange* " pourrait certainement être vu comme une variante gentiment édulcorée de protectionnisme par ceux (et il y en avait beaucoup) qui l'appellent de leurs vœux. La hargne essentielle des manifestants était suscitée par la possibilité très réelle que de petits groupes appointées par des corporations transnationales décident d'accords et de lois sur l'environnement et le travail. Mais derrière cette motivation se cachait pour certains l'idée que les bureaucrates chinois auraient une telle influence. Des travailleurs de la sidérurgie jetèrent dans le port de Seattle de l'acier étranger et d'autres organisèrent un thé, une " *Seattle Tea Party* " contre les importations étrangères, avec la Chine comme cible principale évidente. Peu questionnaient en vociférant l'impact négatif de l'entrée dans l'OMC des travailleurs CHINOIS, qui évidemment ne pouvaient pas être présents.

Tout le temps, la bureaucratie syndicale a contrôlé fermement les contingents de travailleurs, (déterminés, et ils y sont parvenus, à ne mener rien d'autre qu'un défilé pacifique, discipliné et rassurant, indépendant à défaut d'être indifférent, des " cinglés " des groupes d'action directe), et peu sinon aucun des travailleurs, n'a remis en cause sérieusement ce contrôle. L'animosité de la direction Sweeney de l'AFL-CIO est due au sentiment de " trahison " causé par le récent accord sino-américain sur l'entrée de la Chine dans l'OMC. L'échec du sommet de Seattle a permis aux Démocrates, en pleine année électorale, de ne pas devoir peser lourdement pour l'entrée de la Chine dans l'OMC, alors que les syndicats de l'acier et des camionneurs avaient en chœur clairement soutenu l'option protectionniste. Les gentilles déclarations de Clinton à propos des droits des manifestants doivent être replacées dans ce contexte, notamment après que l'on ait su que des pressions puissantes dans les sphères dirigeantes soient intervenues dans le sens d'une répression dure, quand la police a perdu le

contrôle le premier jour, et que des unités de renseignement de l'armée américaine déguisées en manifestants se sont mises en place sur toute la zone avec des caméras dissimulées sur le revers des vêtements et tout le nouvel attirail de la technotronique, " nouveau paradigme " de la surveillance. Dans la région de Boston où je vis, la plupart des mouvements de l'après-Seattle ont un contenu encore plus ouvertement protectionniste, avec des slogans répugnants comme " *Plus un seul job US au Mexique* ", et je doute que cela soit exceptionnel.

Toutefois, malgré tous ces éléments de conscience " inégale ", d'esprit de clocher ou simplement réactionnaires qu'il a pu révéler, on doit caractériser l'événement de Seattle comme une percée. Le manque patent de préparation officielle de ce qui s'est passé avait une singularité unique (plus aucun sommet commercial international n'aura lieu, où que ce soit, avec si peu de préparation pour une répression dure), ouvrant justement sur cet élément d'inconnu et d'imprévisibilité qui caractérise une situation momentanément au-delà de tout contrôle manipulateur, que ce soit par l'Etat ou les syndicats ou la " gauche ", quand pour un moment le pouvoir est " dans la rue ". En 24 heures, Seattle a déchiré l'unanimité sans fausse note du " débat public " acceptable concernant les évènements économiques internationaux depuis les vingt dernières années, sinon plus. Des millions de gens qui n'avaient jamais entendu parler de l'OMC ont appris son existence, son action, et plus à fond que ne pourraient le faire des décennies d'opposition pacifique et de discussions de cercles de réflexion. Même des travailleurs américains pour un protectionnisme dur, se retrouvaient mêlés dans les rues avec des activistes mais aussi des militants ouvriers d'une centaine de pays, et devaient se confronter à l'aspect humain des producteurs d' " importations étrangères ", d'une façon inédite et à une telle échelle dans un cadre aussi ouvert (en comparaison des assommantes conférences internationales syndicales des délégations bureaucratiques). Camionneurs, amazones aux seins nus, guerrières lesbiennes et défenseurs des arbres étaient jetés ensemble et parlaient, à une échelle sans précédent (pour les USA). Les évènements de Seattle ont donné un but concret aux adversaires de forces apparemment abstraites, avec une action importante à un niveau approprié si difficile depuis si longtemps. Dans les différents récits des personnes qui y étaient, et dans les matériaux que j'ai pu collecter, il y avait une authentique bouffée d'éveil spontané , dans la chaleur de la confrontation, au pouvoir de l'Etat et du Capital qui n'a pas été vu aux USA depuis les sixties, une manifestation véritable par les masses en mouvement de la vérité de la onzième thèse sur Feuerbach, à savoir que le matérialisme classique " *ne considère pas l'activité voluptueuse comme objective* ". La grande majorité des manifestants à Seattle, particulièrement dans les contingents de l'action directe, n'étaient pas nés ou étaient des enfants à la fin des sixties, et n'avaient jamais expérimenté leur propre pouvoir dans la rue de cette façon,



nulle part. Aussi banal que cela puisse sonner pour le petit nombre de militants des sixties qui se considèrent encore eux-mêmes comme des révolutionnaires, et qui sont fatigués d'être passés par tout cela déjà, le premier matraquage, la première lacrymo, voir les policiers devenir fous furieux contre des gens détenus dans un fourgon cellulaire, une première expérience concrète de ce que les " droits " bourgeois signifient réellement quand l'état les met en miettes dans le cadre d'une confrontation, tout cela est un franchissement irréversible d'un seuil, une expérience irremplaçable du pouvoir collectif et du rôle de ceux qui ont pour travail de le réprimer. Les personnes qui ont vécu cela ne pourront jamais être les mêmes, quelques soient la conscience ou les intentions qui les amenaient à Seattle.

La brève et éphémère ouverture du sentiment que " *rien ne pourra plus être pareil* " expérimentée par certains à Seattle - et ce qui a suivi Seattle - se refermera rapidement (comme cela fut le cas pour les émeutes de Los Angeles, ou pour la vague de grèves en décembre 95 en France, rapidement clos) sans une réelle stratégie internationaliste. Cet internationalisme intègrerait les critiques du travail d'esclave en Chine ou celui des enfants en Inde, ainsi qu'une critique en actes de la prolifération accélérée des ateliers de sueur et du travail des prisonniers aux USA. Cette perspective incluant les couches les plus opprimées de la classe ouvrière et ses alliés est toujours un garde-fou contre le sectarisme, y compris ses variantes militantes, qui installe les conditions pour un remaniement " réformiste " des cartes capitalistes, comme cela s'est passé dans les années 30 et 40. Depuis que l'année 73 a fermé pour toujours l'ère de l'action directe autonome significative dans un atelier d'usine, le mouvement des travailleurs US et de nombreux autres pays a tâtonné vers un nouveau terrain concret sur lequel mener autre chose que des batailles locales perdues d'avance contre des plans de fermeture et de licenciement, ou des mobilisations réactionnaires demandant en fait que les licenciements aient lieu " quelque part ailleurs ". Par leur mobilité globale très poussée, les capitalistes ont gagné une manche sur le monde de la classe ouvrière qui n'est pas encore sortie de plus de 25 ans de luttes défensives ou perdues. Si Seattle est dans les faits un tournant positif après lequel l'histoire pourrait effectivement changer, cela peut seulement être sur la voie d'une consolidation et d'un élargissement notable de ce terrain.

Loren Goldner
(lgoldner@alum.mit.edu)
13 janvier 2000

The bad days will end
n°1, septembre 2000

Merrymount Publications / PO Box 441.597 /
West Sommerville / MA OZ 144 / Etats-Unis
bronterre@earthlink.com

[Ce texte a été traduit par l'OCL Nantes le 20/09/00, puis est paru dans *Courant Alternatif* n°102, octobre 2000, pp. 7-9]

Prague, sept. 2000 — « Barre à droite, toute ! »

Chaleur praguoise contre pompier incendiaire

QUELQUES REFLEXIONS SUR LES RECENTS ÉVÉNEMENTS DE PRAGUE

1. **Les bénéficiaires les plus probables** des actions de Prague sont le Mouvement Ecologiste au sens large, c'est-à-dire les carrières des individus et des groupes ou partis qui représentent toutes sortes de politiques écologiques. (J'ai utilisé le terme " Mouvement Ecologiste " de façon à souligner quelle est l'origine de ce mouvement, ce qui est également une indication quant à sa direction finale.)

2. Récemment le Mouvement Ecologiste est passé à la vitesse supérieure. Il a repris la vieille idéologie de l' " anti-impérialisme " (qui est une position politique qui soutient la libération nationale) et l'a subtilement modifiée si bien qu'on peut maintenant l'appeler " anti-grosse corporation ", ou " anti-finance ", ou " anti-multinationale " et même " anti-capitaliste ". Le Mouvement Ecologiste est allé au-delà de notions assez vagues de " sauver la planète " pour entrer maintenant sérieusement dans la politique mondiale. Sans doute influencés par le travail de personnes comme Noam Chomsky, ces écologistes identifient maintenant la plupart des pires aspects de la vie sur cette planète comme étant attribuables aux actions de la classe dirigeante américaine. Comme les Etats-Unis sont le pays le plus puissant militairement et économiquement au monde, cette analyse a un élément de vérité ! Pourtant (et cela concerne aussi Chomsky) les Ecologistes perçoivent l'antidote à l'hégémonie américaine comme des formes d'autodétermination nationales à travers le monde (malgré leur discours sur les " communautés " et le " localisme ") et la destitution des tyrans à la solde des USA dans des pays où il n'y a pas de démocratie et où l'économie est très fragile et instable.

3.Le Mouvement Ecologiste a développé une stratégie économique globale basée sur l'autodétermination nationale. Chacun peut avoir une opinion sur les conséquences de cette politique. Mon idée, c'est que le Mouvement Ecologiste pourrait commencer à créer des partis politiques globaux. C'est plutôt ironique pour des supporters " anti-globalisation " pour la libération nationale / anti-impérialisme. Mais, si le système économique mondial est maintenant de plus en plus perçu comme étant " global " (dans un sens impérialiste plutôt que dans l'idée que nous vivons tous dans la même économie et dans la même société de classe), alors les sauveurs radicaux du capitalisme arriveront avec des idéologies globales et des pratiques globales, tout comme l'a déjà fait le Mouvement Ecologiste (Greenpeace et les Partis Verts sont l'embryon de l'Eco-Parti International). Maintenant qu'ils se sont écartés d'une perspective strictement écologiste, il y aura bien plus de possibilités pour une coopération entre les leaders théoriciens et militants du Mouvement Ecologiste et leurs amis de par le monde.

Le Mouvement Ecologiste peut maintenant s'identifier avec un mouvement de Démocratie mondiale. A son bord, on compte déjà plusieurs des intellectuels radicaux libéraux qui entourent les personnes telles que Noam Chomsky. Dans les années à venir, nous pourrions avoir le même parti politique au pouvoir dans différents pays. Des partis avec les mêmes membres, les mêmes constitutions, le même Président (ou une Présidence Collective), etc.
Tout cela n'est pas juste une idée qui sort de nulle part. Le Mouvement Ecologiste essaye de retourner et de " combattre " (ou de bénéficier de) ce qu'il perçoit comme la " globalisation " de l'économie et l'hégémonie américaine. Alors que la " globalisation " n'est pas nouvelle, il est peut-être temps de modifier la façon qu'a le Capital de gérer (ou de manipuler) le prolétariat mondial (spécialement dans le " tiers-monde ") durant la guerre froide, les classes dirigeantes ont su bénéficier pour leurs affaires intérieures étrangères des " affrontements " des deux blocs. **Le Mouvement Ecologiste va aider le capitalisme à apparaître comme bien plus gentil, en offrant la perspective et l'espoir d'un monde démocratique où chaque nation travaillera ensemble sur un plan d'égalité (tout en s'assurant, bien évidemment, que les prolos restent bien en dessous et qu'ils ne polluent pas la campagne)**. Cette démocratie et autodétermination nationale servira bien sûr les intérêts des classes dominantes des Etats-Unis et de l'Europe Occidentale, mais les Ecologistes et consorts mettront longtemps à s'en apercevoir, et quand ils le réaliseront ils le tairont.

4. Le Mouvement Ecologiste (et le projet de démocratie/autodétermination nationale) est un lézard qui a fait sa mue et qui sort tout droit du cœur du capitalisme américain et d'Europe Occidentale. Ce lézard a le visage (ou est-ce le " logo " ?) de Naomi Klein (de "*No Logo*"). **Le capitalisme a tellement de bons amis prêts à lui rendre service et à l'aider quand les temps sont difficiles qu'il n'a jamais à s'inquiéter de sa survie.**

5. L' " anti-impérialisme " est devenu " anti-capitalisme " à cause de la confusion des concepts de " capitalisme " et de " capital financier ". Si le capital financier est le mode dominant de capitalisme, alors s'y opposer pourrait être de l' " anti-capitalisme ". Demander l'annulation de la dette du " tiers-monde " devient une exigence " anti-capitaliste ". Mais en réalité, le capitalisme s'appuie toujours sur le travail des producteurs (la classe ouvrière) à travers le monde. Si rien n'est fait dans les conditions économiques actuelles, alors il n'y a pas que le capital financier qui circule à travers le monde. Dans le monde des " anti-globalistes ", tout ce qui est mauvais a à voir avec la façon dont l'argent est utilisé au niveau mondial, et la solution est de changer la façon dont l'argent est utilisé, c'est-à-dire de le repartir plus équitablement. **A aucun moment ils ne remettent en question le moteur même du capitalisme, c'est-à-dire la production pour le profit et la position de la classe ouvrière**. En fait le capitalisme est promu et agité en tant que sauveur des pays " pauvres ", parce qu'une fois qu' " ils " seront libérés de leur dette, ces pays pourront construire leur économie. Pour le moment, disent les " anti-globalistes ", les pays " pauvres " ne peuvent pas le faire, et bien sûr, ils ont raison. Mais argumenter en faveur de tels changements économiques et politiques dans les affaires mondiales n'est vraiment pas anti-capitaliste.

6. Le pas en avant qu'a fait le Mouvement Ecologiste dans la théorie politique (c'est-à-dire, réclamer l' “ anti-impérialisme ”) est probablement dû en partie à l'implication de beaucoup de militants de la gauche qui ont été attirés par les luttes “ écologistes ” dans le monde. **Depuis maintenant des décennies, les “ anarchistes ” ont gonflé les troupes de choc du Mouvement Ecologiste**. Cela est particulièrement apparent en ce moment, où des anarchistes de partout se battent contre la police et trashent des MacDonalds comme un rituel, tandis que les porte-parole du Mouvement Ecologiste (dont l'INPEG) disent qu'ils “ *n'approuvent pas la violence, mais cela révèle l'humeur actuelle et si vous ne nous laissez pas en position de pouvoir, cela ne risque que de devenir encore plus incontrôlable* ”.

7. Ainsi les participants anarchistes à Prague agissent peut-être comme des petits soldats du Mouvement Ecologiste et aident activement à la création d'élites politiques dont le seul but (à part le pouvoir et la gloire) est d'aider le capitalisme à mieux fonctionner. Si vous vous penchez sur le contenu du Contre Sommet de l'INPEG, vous verrez qu'il est dominé par des discussions dirigées par des expert libéraux académiques (bourgeois radicaux) qui parlent non pas en faveur de la destruction de l'économie, bien sûr, mais pour sa ressurection. **Ils sont sans doute de bonne volonté. Mais la classe ouvrière mondiale en a assez de la bonne volonté !**

8. Une contribution intéressante à ce Contre Sommet vient de la part de représentants du *Movimento Sem Terra* (MST), le Mouvement des Paysans sans Terre du Brésil. Ce que représente le MST (et sa vision de la “ théorie de la dépendance ”) est probablement à l'origine de ce qu'on est en train d'essayer d'atteindre avec des actions comme le S26. Le MST est une organisation dont l'objectif est de réunir différents groupes (pas seulement des travailleurs ruraux) ensemble pour pouvoir changer la politique du gouvernement brésilien. Une organisation comme le MST a pu avoir un impact grâce à la misère croissante dont souffrent des secteurs de la classe ouvrière brésilienne. Ces dernières années, les petits producteurs ont étés très durement touchés par des revenus de plus en plus bas, des taux d'intérêts croissants et par l'expansion des plus grandes productions. Cela a eu pour résultat de forcer des foules entières de travailleurs sans terre hors de la campagne. Le MST a réussi à plusieurs reprises à organiser et à maintenir des reprises de la terre et à affronter le gouvernement sur les décisions rurales et économiques. Maintenant, il essaye de monter un front uni avec les organisations urbaines et les syndicats. (**Il est important de garder à l'esprit dans ce genre de situation, que les organisateurs, ici le MST, ont du “ succès ” grâce aux actions et au radicalisme des personnes qu'ils veulent organiser. Et ces personnes, ou masses, ont été mises en mouvement, ou radicalisées, par les conditions quotidiennes qu'elles doivent affronter, et pas par la “ propagande ” du groupe organisateur**. Nous pouvons observer ce phénomène dans la formation de n'importe quel syndicat ou n'importe quel “ mouvement ” basé sur des véritables actions du prolétariat, comme pour *Lotta Continua* en Italie dans les années soixante-dix). Le MST utilise une rhétorique anti-capitaliste mais ne cherche pas à abolir le capitalisme, il cherche plutôt à contrôler les financiers et à changer la politique du gouvernement. Il cherche à mettre “ les gens avant le profit ”.



Une grande part de leur critique est dirigée vers l'impérialisme et spécifiquement l'impérialisme américain. Ce n'est un secret pour personne, bien sûr, que la classe dirigeante américaine est l'un des plus grands (si ce n'est pas le plus grand) protagonistes dans l'économie brésilienne, ainsi que dans la plupart de l'Amérique Centrale et du Sud. La politique du MST est donc spécifiquement anti-impérialiste, c'est-à-dire, anti-Etats-Unis, et, alors qu'ils n'ont pas l'air de prendre modèle sur le Léninisme affiché de Fidel Castro, ils l'admirent en tant que premier anti-impérialiste de la région. Le MST exige du gouvernement brésilien qu'il soit moins obéissant dans ses relations avec les Etats-Unis et ses corporations. Nous voyons donc que l'anti-impérialisme ici est la même chose que la libération nationale de la tyrannie américaine.

Des secteurs du prolétariat brésilien ont probablement déjà été en conflit avec la direction du MST, et si l'influence du MST continue à grandir, on peut s'attendre à encore plus de conflits d'intérêts. Alors que le but du MST est de “ contrôler ” le capitalisme, le destin des prolétaires est inévitablement d'attaquer par à-coups la base d'un tel projet. Les mouvements de libération nationaux (ainsi que les léninistes ou les maoïstes) à travers le monde ont toujours eu à faire face à des prolétaires qui ne se comportent pas de manière “ raisonnable ” et qui menacent l' “ effort national ” quand ils se battent contre leurs patrons (nationaux ou locaux) ou qu'ils essayent collectivement d'en finir avec leur position d'esclave.

9. À l'heure actuelle, le capitalisme est menacé par les classes ouvrières de plusieurs pays “ en développement ”. La réaction des prolétaires pourrait bien devenir incontrôlable en effet, dans ces régions où l'appauvrissement est continuel et l'économie instable, avec un gouvernement inapte ou manquant d'autorité. Le MST est un “ symptôme ” de cette menace. **Les têtes pensantes du mouvement “ anti-globalisation ” comprennent aussi clairement cette menace, c'est pourquoi ils mettent en avant des propositions sur “ comment prévenir la crise ” et qu'ils insistent pour que leurs voix soient prises en compte par ceux qui dirigent actuellement l'économie mondiale**. “ Placer les gens avant le profit ” est un slogan qui est toujours trompeur et qui est utilisé par ceux qui (dans les faits) veulent sauver le capitalisme des conséquences de ses propres excès.

10.Comment est-ce que les véritables anti-capitalistes impliqués dans des actions comme celles du S26 devraient montrer leur présence ? Beaucoup de participants (les anarchistes inclus) auront avalé les mythes dominants de la Globalisation, du tiers-mondisme et de l’anti-impérialisme (sous son nouveau nom d’ “ anti-capitalisme ”). **Si nous devons participer à ce type d’action, nous devons les critiquer, en distribuant des tracts, en parlant et en “ attaquant ” de toutes les manières possibles l’idéologie dominante et ses promoteurs**. Si nous nous taisons, nous risquons de devenir les pions des têtes pensantes du mouvement et nous abandonnons la possibilité de convaincre des militants qui nous écouteraient, de considérer des perspectives et des positions plus communistes et réellement anti-capitalistes.

Il paraît clair que de véritables anti-capitalistes auraient dû arriver armés jusqu’aux dents de critiques contre l’INPEG. Maintenant, il est certain qu’après le S26, il devient impératif que les vrais anti-capitalistes attaquent sans remords l’idéologie et les pratiques de groupes comme l’INPEG. Toute critique raisonnable, ou radicalisante, réaffirmera une analyse de classe, c’est là que repose le véritable pouvoir de la classe ouvrière, et elle expliquera en quoi le prolétariat se positionne autant contre le nouvel ordre mondial proposé par les “ anti-globalistes ” qu’il l’est contre l’état actuel des choses.

PROLETARIAN GOB Sept/Oct 2000

[Membre de l’AF. Anarchist Federation,
c/o 84b Whitechapel High Street, London E7]

[Ce texte a été traduit de l’anglais par le *TLC posse* et est sorti en brochure. Contacter : http://tranquillou.free.fr ou écrire à Tranquillou - c/o TCP - 21ter rue Voltaire - 75011 Paris]

QuickTime™ et un décompresseur
GIF sont requis pour visualiser
cette image.

Quand gronde la tempête, mieux vaut immédiatement montrer blanche patte...

• (...) Les jeunes écolos, alternatifs, solidaires de Chiche!, présents à Prague parmi tant d'autres pour faire avancer le contrôle citoyen sur les institutions mondiales, se désolidarisent de cette logique de la violence, qu'elle soit à l'initiative des manifestants ou des forces de l'ordre.
Chiche! a fait le choix de la non-violence.
- La stratégie " provocation-répression-mobilisation " de certains secteurs militants nous paraît inappropriée, voire dangeureuse. Elle porte le discrédit sur ces rassemblements et les condamne à rester minoritaires. Alors qu'il faudrait réunir l'ensemble des populations victimes des politiques néolibérales... Bravo.
- D'autre part, Etats et polices perdent leur légitimité démocratique en réprimant par la force et en étant incapable d'adapter leur répression aux modes de résistances rencontrées.
La violence n'a pas d'autre conséquence que de radicaliser les moyens d'action, d'affadir le propos, et de rendre impossible toute tentative de dialogue. Or, le propos des opposants à la mondialisation pourrait bien être nécessaire à la raison d'être des institutions internationales. (...)

David Berrué, porte-parole de Chiche!,
30/9/00

• (...) Nous ne sommes pas moralement opposés aux attaques ciblées contre des biens matériels. Malheureusement, s’attaquer quasi-exclusivement à McDonalds, devient extrêmement prévisible et caricatural alors qu’il existe de nombreuses autres cibles intéressantes.
Mais nous nous interrogeons surtout sur l’utilité stratégique de cette action dans le cadre d’une manifestation dont l’objectif principal restait la fermeture du centre de conférence. Les médias ont évidemment sauté sur l’opportunité que leur donnaient les quelques vitrines brisées, afin d’éviter de parler des raisons de la contestation contre le F.M.I. et la Banque Mondiale.
Par ailleurs, en dehors d’un contexte de légitime défense, les membres de la caravane présents à Prague ne cautionnent pas la volonté de s’attaquer physiquement (par exemple par des lancers de cocktails et de pavés) aux individus, en l’occurrence les policiers, même si ceux-ci ne sont que les sbires de la barbarie capitaliste. (...)

Abel, Cédric, Pascal, Pierre
pour la caravane anticapitaliste, Prague 2000

• (...) « L'INPEG ne soutient aucune forme de violence contre les gens, animaux ou biens privés. La violence ne fait pas partie des activités politiques de l'INPEG. Pour ces raisons, il est impossible d'accepter la violence gratuite et la brutalité de certains groupes qui ont agit indépendamment de l'INPEG pendant S26. Les violences de la nuit dernière sont des expressions de faiblesses et d'immaturité politique. La désobeissance civile et la non violence demandent une vraie responsabilité ». (...)

« Nous sommes très peinés que des personnes aient été hospitalisées durant les événements de hier à Prague et nous condamnons l’escalade de la violence que nous avons vus dans les rues mardi. Cette escalade blesse des gens innocents et éloigne l’attention de la violence de la mondialisation économique que nous essayons de stopper ensemble ».

Chelsea Mozen & Alice Dvorska, pour
l’INPEG, Prague les 26 et 27/9/00

Pratique et idéologie dans le mouvement de l'action directe

« L'appel à abandonner leurs illusions sur leurs conditions
est un appel à abandonner une condition qui requiert des illusions »

Les récentes explosions de colère (comme à Seattle en novembre ou dans la City à Londres le 18 juin [J18]) se sont exprimées d'une manière indigne de leur pratique radicale. Le contenu radical de leur pratique (comme la violence contre la police, la destruction de propriété, le sens d'une force collective contre l'Etat) s'est accompagnée d'une image déformée du capitalisme, qui insiste en voyant le capital comme rien de plus que les centres financiers, les entreprises « crapuleuses » (comme s'il y avait des entreprises « non crapuleuses ») et de vagues organisations internationales (comme l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale, etc). Ils identifient le capital avec ses apparences les plus superficielles, en manquant de le voir dans sa totalité. D'un autre côté, ces actions inspirent entièrement les personnes qui s'y investissent, ils causent un trouble considérable pour les chiens de garde de la loi et de l'ordre, et ils perturbent la routine du business quotidien des marionnettes qui en sont la cible. Le problème apparaît là immédiatement : comment est-ce que le langage réformiste des manifestants peut-il coexister avec leur pratique subversive ?

En un sens, ces deux choses ne sont pas contradictoires. Les mouvements ne sont jamais homogènes (dans la pratique ou la théorie) mais sont plutôt constitués de contradictions et de limites immédiates, qui peuvent être potentiellement dépassées avec le développement du mouvement. De plus, quelque soit la façon dont le langage officiel d'un moment représente son contenu, il n'existe pas d'homogénéité : les personnes qui pratiquent des réappropriations et des actes violents de désordre ne sont pas nécessairement les mêmes qui établissent l'idéologie qui sous-tend les actions. En même temps, contrairement aux apparences, il n'y a rien de fondamentalement contradictoire entre avoir le désir de détruire le monde existant et ses vitrines, et avoir des idées erronées sur ce même monde. L'histoire du mouvement révolutionnaire contre le capitalisme est rempli d'exemples de telles tendances.

Mais l'explication ci-dessus se fond facilement en une forme d'excuse problématique, spécialement lorsqu'elle est utilisée pour éluder toute critique radicale de ces luttes. Dans nos deux numéros précédents, nous avons porté ce qui a ensuite été qualifié d'attaques sévères et injustes sur la théorie exprimée lors des événements qui se sont déroulés le 18 juin. Nous avons été principalement attaqués pour avoir été trop expéditifs, arrogants et « idéalistes » à propos du J18. Certaines de ces critiques étaient justes. Notre analyse était en fait concentrée sur l'idéologie exprimée par le mouvement et pas sur son contenu réel. Il serait certainement plus exact et plus complet de regarder vers l'histoire du mouvement qui a inspiré les actions comme le J18 et d'avoir une approche plus radicales de ses limites.

Cependant, et sans entrer dans l'argumentation sur les limites de notre critique par rapport à la pratique et au mouvement lui-même (après tout, nous l'avions écrite avant le J18, et nous ne pouvions pas savoir exactement comment cela se déroulerait), cette critique a depuis été largement confirmée. Au regard des expressions radicales, comme les actions du J18 et de « la bataille de Seattle » [1], la plupart de ces critiques finissent par écarter toute critique sur l'idéologie du mouvement, c'est-à-dire une partie de son contenu. Dans leur tentative de réagir contre notre critique, le résultat final est plutôt une approche a-critique de ses expressions réformistes et réactionnaires de ce mouvement. Il ne s'agit pas de lui trouver des excuses. La critique radicale n'a pas pour objet d'échanger des compliments mais plutôt de regarder les limites de mouvements qui proclament leur anti-capitalisme, et de contribuer à leur développement. L'objectif de suraccentuer les côtés « séduisants et inspirés » est bien mieux rempli par les différentes conférences et réunions de l'action directe, dont l'unique objet semble être ceci : de grandes doses d'auto-assurance et l'absence d'esprit critique.

Le mouvement de l'action directe a d'abord émergé avec les luttes contre les routes au début des années 90. En développement une réponse aux tentatives d'adaptation des besoins émergeants du capital sous forme de schémas ambitieux de constructions routières, le mouvement anti-routes était une lutte à la fois ancienne (une réminiscence des tentatives paysannes de résister à l'accumulation primitive du capital à travers des occupations de terrains) et contemporaines (en résistant aux besoins du développement capitaliste dans les pays avancés — Europe de l'Ouest).

Malgré ses incohérences et des dissensions internes, le mouvement anti-routes a exprimé un côté de la lutte des classes. Il l'a fait en attaquant (la théorie) l'idéologie du progrès capitaliste, et en résistant (la pratique) aux tentatives d'accentuer la séparation entre les gens et leur environnement immédiat, ceci par sa transformation en espace mort dont l'unique objet est de faciliter la dictature de l'économie. Pour ceux qui prennent part à ces luttes, le potentiel pour dépasser ses limites immédiates fut visible — et pour beaucoup, ceci fut réalisé. Le progrès scientifique [2], le filtre idéologique de la justification de la modernisation capitaliste, a été dénoncé comme plongeant ses racines dans les intérêts du capital. La démocratie, la puissante idéologie du capital y fut (en pratique du moins) rejetée et remplacée par l'action collective. Beaucoup de plans apparemment sans fin pour créer des autoroutes ont été grandement retardés et, dans certains cas, abandonnées.

Dans son processus de développement, le mouvement anti-routes a créé une communauté de lutte contre le capital et l'état, mais — comme on peut l'observer aujourd'hui — il s'agissait uniquement d'une petite île dans le désert capitaliste. Aussi inspirées et créatives qu'aient pu être le communautés de lutte du mouvement anti-routes, elles furent basées de façon problématique sur les limites du mouvement écologiste (sans parler de la « sous-culture » et du mode de vie[3]). Même si des liens positifs furent tissés dans certains cas avec la population locale, ils n'ont jamais essayé de dépasser la nécessité immédiate

et de se diriger vers la création d’une base à long terme pour les luttes anti-capitalistes.

Malgré sa relation antagonique avec la modernisation capitaliste, le mouvement anti-routes fut incapable de briser son isolement et de se transformer en un mouvement généralisé qui aurait pu relier le mouvement écologique (en dépassant son réformisme inhérent) au mouvement général contre le capital dans son ensemble. Comme c’est habituellement le cas avec les mouvements qui échouent à formuler leur critique historique, le mouvement de l’action directe est aujourd’hui incapable de comprendre que ses fondations reposent sur le résultat aliéné des luttes qui ne tentent jamais de contester la réalité capitaliste dans son ensemble. Basé sur le cadavre de la « sous-culture » et d’un style de vie, le mouvement de l’action directe est en train de rajeunir des idéologies qui étaient déjà fausses lorsqu’elles sont apparues pour la première fois. Il échoue à comprendre ses contradictions intrinsèques, en remplaçant la critique par un enthousiasme — presque — incompréhensible.

Les gens ont essayé de surmonter les problèmes arrivant dans le milieu de l’action directe en déclarant qu’il s’agissait principalement d’un problème de rapport entre théorie et pratique. Les deux ne sont bien sûr pas séparées. Quiconque déclare que les interventions « théoriques » sont inférieures à celles qui relèvent de la « pratique » est soit stupide, soit paternaliste. Les deux se complètent ou sont toutes deux utiles. Donner une priorité à l’une sur l’autre revient tout simplement à diviser notre lutte contre le capital et à justifier la division du travail existante, qui donne une raison d’être aux nombreux « révolutionnaires professionnels ». Les problèmes rencontrés par le milieu de l’action directe ne sont pas, à cet égard, le résultat d’une contradiction entre théorie et pratique. La pratique et la théorie du mouvement de l’action directe sont toutes deux les reflets de la situation présente, qui est d’abord caractérisée par l’absence d’un vaste mouvement de contestation de la normalité capitaliste. Avec un tel environnement, il n’est pas surprenant que le mouvement de l’action directe semble bloqué dans ses contradictions.

La tendance, spécifiquement dans les périodes non-révolutionnaires, est d’applaudir à toute confrontation violente entre les prolétaires et l’Etat. Et si cela est justifié d’une certaine façon, c’est aussi pour beaucoup d’entre nous un échappatoire à une vie organisée dans la routine qui n’offre rien de bien intéressant. Cependant, cette tendance porte en elle le danger de fétichiser des expressions incomplètes de notre lutte et ainsi de perpétuer leur existence de façon incomplète. Organiser des « journées contre le capitalisme », même si c’est en soi une avancée dans le supermarché des problèmes partiels contre lesquels une grande partie du mouvement de l’action directe est impliqué, n’est rien d’autre que l’expression de notre incapacité à attaquer le capital à ses racines de façon systématique. Le capital est une relation sociale, et porter notre lutte contre lui, c’est la centrer sur notre vie quotidienne ou ça n’est rien. Le seul usage des « journées contre le capitalisme » est qu’elles offrent une chance à beaucoup d’entre nous de se rencontrer en dehors des structures politiques et d’exprimer collectivement notre dégoût du monde existant [4]. Mais c’est bien tout. Même si cela peut être positif, cela ne signale en tout cas pas en soi l’émergence d’un « mouvement anti-capitaliste ».

Le mouvement qui a existé autour d’événements comme le J18 et Seattle est largement déconnecté des luttes existantes contre l’offensive que mène le capital contre nous [5]. Bien que le milieu de l’action directe ait repris le terme d’« anti-capitalisme », et bien que cela puisse être d’une certaine façon une avancée, c’est un lieu de commun de dire que le capitalisme est essentiellement un système de production. Aucune des actions « séduisantes et inspirées » qui se sont placées sous la bannière de l’anti-capitalisme n’ont été le moins du monde centrées sur le procès de production. A la place, le centre d’intérêt fut le capital financier, les institutions monétaires internationales et l’opposition illusoire entre « commerce libre » et « commerce équitable ». Les « cibles » que le milieu de l’action directe avait choisies ainsi, représentaient les mécanismes du capital pour réguler des décisions déjà prises au niveau du procès de production.

Nous ne sommes pas, comme nous l’avions déjà précisé, en train de fétichiser l’usine. La production ne se situe pas que dans les usines. Cependant, l’« anti-capitalisme » n’est pas une idée que les gens peuvent prendre en passant, mais une tendance, un mouvement surgissant de nos conditions sociales (la première d’entre elles est notre rapport au travail) qui vise à détruire le capital dans son ensemble. Quelle que soit l’importance du capital financier ou du FMI, une attaque partielle contre le capital ne peut avoir que des résultats partiels. Et les « révolutions » à moitié faites ne font que creuser leur propre tombe.



En échouant à identifier des situations « séduisantes et inspirées » à l’extérieur des siennes propres, le mouvement de l’action directe se tient aux marges des antagonismes sociaux. La plupart de ses préoccupations n’émergent pas de conditions sociales immédiates mais sont dans de nombreux cas le résultat de considérations essentiellement morales qui accompagnent un mode de vie spécifique. Nous assistons ainsi au spectacle bizarre d’activistes de l’action directe en train de choisir à quelles luttes prendre part, un reste du background de l’action directe conçue comme un supermarché des problèmes partiels. Le refus qu’ont certains à prendre part à des luttes dont le dénominateur commun minimal n’est pas d’être « séduisantes et inspirées », montre simplement qu’ils vivent en fait dans une « zone de confort politique » (au moins dans leurs têtes) au sein de laquelle nous aurions le luxe de décider quelle partie de la totalité nous allons attaquer, si possible une différente chaque jour.

Ce qui n’était d’habitude qu’un danger potentiel avec la création d’une classe séparée « de révolutionnaires », avec une position de spécialistes dans les luttes subversives, est

maintenant devenu une réalité dans le mouvement de l'action directe. Le rôle de militant est devenu le spectacle dominant dans le mouvement de l'action directe, ce dont ce dernier est conscient. Le rôle de militant a été correctement discrédité ailleurs [7], ce n'est donc pas la peine d'y revenir. Il est toutefois intéressant de remarquer le développement d'un fétichisme bizarre de la violence dans la partie radicale du milieu de l'action directe. Même s'il est important d'attaquer les éléments pacifistes et d'exposer leur réformisme [8], il s'est produit une glorification d'une violence qui semble détachée de la réalité sociale qui l'a produite. « La conception matérialiste de la violence exclut toute position de principe, aussi bien en faveur de ces méthodes que contre elles. Cette conception ne signifie pas qu'il faille en revenir aux principes de la société bourgeoise plutôt que de transformer la violence en un bien absolu, car elle ne la condamne pas non plus comme un mal absolu » (Barrot).

Plus le capital essaie d'étendre sa domination sur nos vies, plus notre besoin de communauté s'intensifie. Cela se reflète dans chaque lutte contre le capital, qui est — c'est le plus important — notre tentative de se connecter avec d'autres personnes et de transcender l'isolement qui nous est imposé. A présent, le danger de créer une pseudo-communauté est évident. En accord avec l'adoption non-critique du rôle de militant, le mouvement de l'action directe a tenté de lutter contre l'isolement en créant une pseudo-communauté d'activistes, séparée du reste des « gens normaux », celle qui possède une conscience révolutionnaire claire que les gens attendent simplement de recevoir. Comme une famille bourgeoise mesquine, le mouvement de l'action directe se voit comme le centre du monde et se pense en tant que communauté, recherchant à se créer comme telle à chaque occasion. Cette communauté illusoire est fortement soutenue par des « sessions » permanentes d'auto-assurance, au cours desquelles la suprématie du milieu de l'action directe est adroitement démontrée. C'est généralement fait en comparaison avec les « gauchistes ennuyeux », auxquels le mouvement de l'action directe s'oppose en tant que militants éclairés.

Il est évident que les gauchistes sont ennuyeux et que leurs idées sur l'action ne sont ni imaginatives ni inspirées, mais ce n'est pas vraiment le problème. Cette opposition échoue à les montrer pour ce qu'ils sont réellement, c'est-à-dire des organisations capitalistes. A la place, la critique bien-intentionnée s'égare et se termine en suggérant que le principal problème des gauchistes est leur manque d'imagination ! Il devient évident que cette « critique » des organisations gauchistes a pour objectif plus direct de rassurer les activistes de l'action directe comme les seuls révolutionnaires plutôt que de présenter la fonction contre-révolutionnaire des gauchistes. Il est surprenant de voir combien les anarchistes considèrent comme une part intégrale de leur identité d'attaquer en permanence les trotskystes, ce qui pourrait être fait simplement en pointant la structure hiérarchique de leur parti, ceci accompagné par la nécessaire dénonciation de toute autorité. Pourtant, même cette critique serait utile, si seulement ils l'adressaient contre le mouvement de l'action directe lui-même, dont la structure, bien que plus fluide, contient aussi des tendances à la hiérarchie.

De façon similaire à la conception léniniste du parti d'avant-garde qu'il méprise tant, le milieu de l'action directe partage nombre de ses caractéristiques. L'idée que les « gens normaux » ont seulement besoin d'être en contact avec leurs idées pour devenir révolutionnaires, le ton pédagogue de leurs apparitions publiques (du « festival d'idées anarchistes » au « un journal détourné qui explique l'anarchie »), l'idée générale que la révolution viendra lorsque les « gens normaux » seront réunis et influencés par la « conscience révolutionnaire » dont le milieu de l'action directe est rempli. En même temps, les partis gauchistes se font cracher dessus à chaque occasion à cause de leur « avant-gardisme ».

En termes d'organisation, malgré la proclamation que le milieu de l'action directe est structuré de façon « autonome » et non-hiérarchique, la convention implicite est que des événements comme le 18 juin à Londres ou Seattle n'auraient jamais pu arriver s'ils n'avaient pas été proprement organisés. Sans même prendre en compte la rhétorique anti-hiérarchique, ce fait prouve encore une fois la séparation entre « les activistes professionnels » et les « gens normaux ». De cette manière, le Réseau d'action directe « non-hiérarchique » à l'origine des événements de Seattle fut capable d'imposer une série de règlements et des manuels à ceux qui souhaitaient prendre part aux actions « anti-capitalistes » préparées contre la conférence de l'OMC — contre laquelle la plupart des objections concernaient le contenu de ses principes sans remettre en cause la notion de principes en soi — ; pendant ce temps, les anarchistes « anti-autoritaires » à l'origine des préparations du 1er mai ont adopté des « principes » similaires et des règlements afin d'exclure les trotskystes hiérarchiques [10]. L'illusion que la hiérarchie peut être abolie avec l'adoption de principes « anti-hiérarchiques » montre qu'ils ont (tout comme le mouvement de l'action directe) une conception idéologique de la hiérarchie, en refusant de la voir comme un problème à dépasser par le développement de notre lutte.

Une partie de l'idéologie « anti-mondialisation » du mouvement de l'action directe est la focalisation sur ses conséquences sur pays « sous-développés », focalisation dont l'un des effets est un soutien dénué de critique aux mouvements de libération dans le tiers-monde, une pratique réminiscente du babillage léniniste. La lutte des Zapatistes au Mexique, des paysans sans-terre au Brésil, des guérillas maoïstes au Tibet, etc ont toutes reçues un soutien enthousiaste et sans critique, justifié par l'argument qu'à « nous », en tant qu'occidentaux qui vivons dans une « zone de confort politique », il nous était impossible de critiquer la lutte de gens dont les expériences et la lutte sont ce qu'elles sont, si loin de notre « zone » d'où on ne peut « comprendre ». Mais en fait, ces luttes ne nous touchent que dans la mesure où nous pouvons apprendre d'elles et les relier à nos propres luttes. En cherchant un dénominateur commun minimum entre les différentes luttes dans diverses parties du monde, le milieu de l'action directe ignore le contenu de ces mouvements, et tente de créer le spectacle de l'unité. Le fait, par exemple, que les Zapatistes parlent d'unité nationale ou de société civile, ou que les guérillas maoïstes sont (simplement) maoïstes est évidement irrecevable pour les militants de l'action directe. A la place, ils se focalisent sur les éléments spectaculaires de ces luttes (des gens en passe-montagnes et des pistolets assortis à la



dernière mode guérillero). Toute critique radicale de leur contenu leur est superflu.

La séparation entre pays développés et sous-développés, entre des « zones de confort politique » et des luttes de libération nationale du tiers-monde immunisées de toute critique radicale grâce à leur spectacle « révolutionnaire », est de loin le plus gros paquet de conneries qui sort du milieu de l’action directe. Bizarrement, il y a vingt ans, les révolutionnaires n’auraient pas eu la moindre hésitation à discréditer n’importe quelles conneries comme étant léninistes. Aujourd’hui, tout se justifie si c’est adapté au récipient : sexy, inspiré ou exotique.

Au milieu de l’enthousiasme ou de la grandeur, le mouvement de l’action directe voit un mouvement anti-capitaliste croissant partout. Cette illusion les empêche de reconnaître que, dans sa forme actuelle, le mouvement de l’action directe ne va nulle part.

Undercurrent
Brighton and Hove Unemployed Worker’s Centre
4 Crestway parade — Hollingdean — Brighton — BN1 7BL — Royaume-Uni

(1) Il semble que la « bataille » de Seattle ait été majoritairement caractérisée par une extrême brutalité policière et par des pacifistes protégeant violemment (!) la propriété, plutôt que par la destruction de la propriété et des attaques contre les flics. C’est difficilement ce qu’on pourrait appeler une « bataille ».
(2) Comme en jardinant dans un cimetière : il y a quelques fleurs, mais elles sont plantées dans la mort et la pourriture.
(3) On peut trouver une analyse/critique plus générale sur le mouvement anti-routes dans *Aufheben* n°3, 1994, « *Can We Slay the Roads Monster ?* ».
(4) Les évolutions récentes dans le milieu de l’action directe montrent un oubli de ses aspects les plus importants : plutôt que d’aller vers une tentative intelligente de comprendre et de poursuivre à partir du J18 et de Euston (N30), la tendance est au retour à l’agenda écologiste (la guérilla jardinière) et aux conférences anarchistes.
(5) On en trouvera un exemple parfait dans *Do or Die* n°8, « *War is the health of the State : An Open Letter to the Direct Action Movement* ».
(6) Beaucoup d’activistes, par exemple, refusent de prendre part aux luttes contre les diminutions des allocations pour les chômeurs, bien qu’ils soient pour beaucoup au chômage eux-mêmes. Ces luttes ne sont d’évidence pas aussi « séduisantes et inspirées » que d’occuper les bureaux de Shell pour un après-midi ou de se déguiser en tortue à travers les rues de Seattle.
(7) L’internationale situationniste a produit une critique très précise de cette tendance contre-révolutionnaire. Pour des attaques plus récentes contre le rôle du militant, voir la critique utile, bien qu’un peu hésitante, dans *Reflections on June 18th*, « *Give up activism* » [« *Abandonnez l’activisme* »].

(8) Bien que parler du « pacifisme comme pathologie » manque vraiment l’objectif (voir *Do or Die* n°8, article « *Pacifism as Pathology* »). En fait, les remèdes proposés contre cela sont tout aussi « pathologiques » que la « maladie » à « guérir ».
(9) Le problème n’est pas la nature « anti-démocratique » du Réseau d’action directe. Si la majorité des personnes suivent des règlements, cela signifie qu’il y avait tout de même un accord avec leur contenu. Dire que ce sont ces « règlements et guides » qui ont empêché les gens d’utiliser la violence est évidement faux.
(10) Il a été à la fois extrêmement triste et drôle de voir de quelle manière 50-60 anarchistes ont passé une heure de leur mini-conférence pour exclure un membre du Parti (trotskyste) des travailleurs, une mesure qui fut justifiée ensuite par l’argument que «on ne veut pas se faire tirer dessus comme des perdrix ». Evidement, pour les anarchistes, c’était une éventualité certaine lors du 1er Mai...

[Ce texte, traduit de l’anglais par C.C. pour cette brochure, est paru dans *Undercurrent* n°8, avril/mai 2000, http://www.snpc.co.uk/undercurrent/]

De Londres à Prague, c’est Mc Do qui mange !

ABANDONNEZ L'ACTIVISME !

Un des problèmes apparent lors de la journée d'action du 18 juin 99 a été l'adoption d'une mentalité d'activiste. Ce problème est devenu particulièrement évident avec ce 18 juin précisément parce que les personnes qui se sont investies dans son organisation et celles qui ont participé à cette journée ont essayé de repousser ces limites. Ce texte n'est pas une critique sur des personnes investies — mais plutôt une occasion qui inspire des réflexions sur les enjeux auxquels nous sommes confrontés si nous voulons sérieusement en finir avec le mode de production capitaliste.

Experts

Par « une mentalité d'activiste », je veux désigner les gens qui se considèrent eux-mêmes d'abord comme activistes et comme appartenant à une large communauté d'activistes. L'activiste s'identifie à ses actions et les conçoit comme le rôle qu'il doit jouer dans la vie, comme un travail ou une carrière. De même, certains s'identifient à leur travail comme médecin ou enseignant, cela devient une part essentielle de leur image de soi au lieu d'être seulement quelque chose qu'il leur arrive de faire.

L'activiste est un spécialiste ou un expert du changement social. Se considérer comme activiste signifie se considérer comme privilégié ou plus avancé que les autres dans l'appréciation du besoin de changement social et de la manière d'y parvenir ; se considérer comme l'avant-garde de la lutte concrète pour créer ce changement.

L'activisme, comme tout rôle d'expert, est basé sur la division du travail — c'est une tâche séparée et spécialisée. La division du travail est le fondement de la société de classes, la division fondamentale étant celle entre le travail manuel et le travail intellectuel. La division du travail est par exemple présente dans la médecine et l'éducation : guérir et élever des enfants, au lieu d'être des savoirs communs et des tâches auxquelles chacun participe, deviennent la propriété spécialisée de médecins et d'enseignants — des experts sur lesquels nous devons nous reposer et qui effectuent ces choses pour nous. Les experts gardent jalousement les capacités qu'ils ont et les mystifient Cela maintient les gens séparés et dépossédés de leur pouvoir, tout en renforçant la société de classes hiérarchisée.

La division du travail implique qu'une personne endosse un rôle et que beaucoup d'autres lui délèguent leur responsabilité. Une séparation des tâches signifie que d'autres vont cultiver votre nourriture, fabriquer vos habits et vous procurer de l'électricité pendant que vous vous occupez de réaliser le changement social. L'activiste, en tant qu'expert du changement social, présume que les autres gens ne font rien pour changer leurs vies et ainsi se sent un devoir ou une responsabilité de le faire à leur place. Les activistes pensent qu'ils compensent le manque d'activité des autres.

Nous définir comme activistes signifie définir « nos » actions comme celles qui vont amener le changement social, en faisant l'impasse sur l'activité de milliers et de milliers d'autres non-activistes. L'activisme est basé sur la fausse conception qu'il n'y a que les activistes qui produisent le changement social — alors que bien sûr la lutte des classes se produit tout le temps.

Forme et contenu

La tension entre la forme d' « activisme » dans laquelle notre activité politique apparaît et son contenu toujours plus radical s'est développée seulement durant ces quelques dernières années. Le background de beaucoup de gens impliqués dans le 18 juin est d'être des « activistes » qui font des « campagnes » sur des « thèmes ». La scène activiste s'est transformée ces dernières années ; beaucoup de gens sont passés de campagnes sectorielles contre les entreprises ou des développements spécifiques à une perspective anticapitaliste plus floue. Ainsi, le contenu de l'activisme a changé, mais pas sa forme. Au lieu d'attaquer Monsanto et d'occuper leurs quartiers généraux, nous regardons maintenant au-delà de la facette isolée du capital représentée par Monsanto et développons une « campagne » contre le capitalisme. Et que peut-on occuper de mieux que ce qui est perçu comme le quartier général du capitalisme — la City ?

Nos méthodes sont toujours les mêmes, comme si nous attaquions une entreprise ou un développement spécifique, alors que le capitalisme n'est plus du tout du même type et que les moyens par lesquels on pourrait faire tomber une compagnie spécifique ne sont pas du tout les mêmes que ceux par lesquels on pourrait faire tomber le capitalisme. Par exemple, en menant de vigoureuses campagnes pour les droits des animeaux, les activistes ont réussi à ruiner à la fois les éleveurs de chiens *Consort* et les éleveurs de chats *Hillgrave Farm*. Leurs business ont été ruinés et ils ont été mis en liquidation judiciaire. De même, la campagne soutenue contre *Huntingdon Life Sciences*, des partisans convaincus de la vivisection, a réussi à réduire le prix de leur action de 33 %, mais l'entreprise vient de réussir à survivre en lançant une campagne de relations publiques désepérée à la Bourse pour remonter les cours [1]. L'activisme peut ruiner une entreprise avec beaucoup de succès, mais détruire le capitalisme requiert beaucoup plus que de simplement étendre ce genre de méthode à chaque entreprise dans chaque secteur. De même, lorsque les activistes des droits des animaux prennent pour cible les boucheries, le seul résultat direct est probablement d'aider les supermarchés à faire fermer toutes les petites boucheries, ce qui renforce le processus de compétition et de « sélection naturelle » du marché. Ainsi, les activistes parviennent souvent à détruire un petit commerce, mais renforcent en même temps globalement le capital.

La même chose s'applique à l'activisme contre les routes. Les luttes à grande échelle contre les routes ont créé des débouchés pour tout un nouveau secteur du capitalisme — la sécurité, la surveillance, des experts, des tunneliers et des grimpeurs, des consultants.

Nous sommes maintenant un « risque du marché » parmi d'autres à prendre en compte pour conclure un contrat de route. Nous avons peut-être renforcé la loi du marché, en forçant les entreprises les plus faibles à abandonner le marché. La consultante Amanda Webster affirme : « *Les mouvements de protestation vont fournir des avantages de marché aux entreprises qui peuvent efficacement les maîtriser* » [2]. A nouveau, l'activisme peut mettre en faillite un commerce ou stopper une route, mais le capitalisme continue, plus fort qu'auparavant

Ces choses sont certainement une indication, si besoin est, de ce qu'attaquer le capitalisme ne requiert pas seulement un changement quantitatif (plus d'actions, plus d'activistes), mais surtout un changement qualitatif (nous devons découvrir des manières plus efficaces d'agir). Il semble que nous n'avons qu'une très petite idée de ce que requiert en fait la destruction du capitalisme. Comme s'il suffisait de parvenir à une sorte de masse critique d'activistes occupant des bureaux pour avoir une révolution...
La forme de l'activisme a été conservée alors que le contenu de son activité s'est transformé au-delà de la forme qui le contenait. Nous continuons à penser en termes d' « activistes » faisant une « campagne » sur un « thème », et parce que nous sommes des activistes pratiquant l' « action directe », nous allons « faire une action » contre notre cible. La méthode de campagne contre des développements spécifiques ou des entreprises isolées a été transplantée telle quelle sur ce nouvel objet qu'est l'attaque du capitalisme. Nous tentons d'attaquer le capitalisme et de conceptualiser ce que nous faisons dans des termes complètement inappropriés, en utilisant des méthodes qui sont celles du réformisme libéral. On a ainsi le spectacle bizarre de « faire une action » contre le capitalisme — une pratique profondément inadéquate.

Rôles

Le rôle de l' « activiste » est un rôle que nous adoptons tout comme celui du policier, du parent ou du prêtre — une forme psychologique étrange que nous utilisons pour nous définir et pour définir notre relation à l'autre. L' « activiste » est un spécialiste ou un expert en changement social — plus nous nous accrochons à ce rôle et à la notion de ce que nous sommes, plus nous empêchons en fait le changement que nous désirons. Une vraie révolution impliquera de s'extraire de tous les rôles préconçus et de détruire tous les spécialismes — la réappropriation de nos vies. L'acte de la révolution est la prise de contrôle de nos propres destinées ; il impliquera la création de nouveaux individus et de nouvelles formes d'interaction et de communautés. Les « experts » en tous genres ne peuvent que l'empêcher.

L'Internationale Situationniste a développé une critique stricte des rôles et en particulier du rôle du militant. La critique des situationnistes était surtout dirigée contre les idéologies de gauche et social-démocrates parce que c'était ce à quoi ils étaient principalement confrontés. Bien que ces formes d'aliénation existent toujours, nous sommes, dans notre milieu particulier, plus souvent confrontés à l'activiste libéral qu'au militant gauchiste. Ils partagent toutefois beaucoup de traits en commun (ce qui bien sûr n'est pas étonnant).

Le situationniste Raoul Vaneigem définit ainsi les rôles : « *Les stéréotypes sont les images dominantes d'une période... le stéréotype est le modèle du rôle ; le rôle est un comportement modèle. La répétition d'une attitude crée un rôle* ». Jouer un rôle signifie cultiver une apparence en négligeant toute authenticité : « *Nous succombons à la séduction d'attitudes empruntées* ». En tant que joueurs de rôles, nous résidons dans l'inauthenticité — en réduisant nos vies à une suite de clichés — « *transformant notre journée en une suite de poses choisies plus ou moins inconsciemment parmi la gamme des stéréotypes dominants* » [3]. Ce processus a été à l'œuvre depuis le tout début du mouvement contre les routes. A Twyford Down après Yellow Wednesday en décembre 1992, la presse et la couverture médiatique se sont focalisées sur la tribu Dongas et l'aspect contre-culture dreadlocks des protestations. C'était certainement à l'origine l'élément prédominant — il y avait par exemple un important groupe de nomades lors de l'évacuation [4]. Mais les gens attirés à Twyford par la couverture médiatique pensaient que tous ceux qui étaient là-bas avaient des dreadlocks. La couverture médiatique a eu pour effet d'éloigner les gens « ordinaires », et plus de gens du style contre-culture dreadlocks sont venus, réduisant ainsi la diversité des protestataires. Plus récemment, une chose similaire s'est produite quand les gens attirés sur les lieux de protestations par la médiatisation de Swampy qu'ils avaient vu à la télévision commencèrent à reproduire dans leurs propres vies les attitudes présentées par les médias comme étant caractéristiques du rôle de « guerrier écologiste » [5].

« *Tout comme la passivité du consommateur est une passivité active, de même la passivité du spectateur repose dans sa capacité à assimiler des rôles et à les jouer en accord avec les normes officielles. La répétition des images et des stéréotypes offre une panoplie de modèles dans laquelle chacun est supposé choisir un rôle* » [6]. Le rôle du militant ou de l'activiste n'est que l'un de ces rôles, et c'est en cela qu'il est conservateur malgré toute la rhétorique révolutionnaire qui l'accompagne.

L'activité prétendument révolutionnaire de l'activiste est une routine terne et stérile — une constante répétition de quelques actions sans potentialité de changement. Les activistes résisteraient probablement au changement s'il se produisait parce qu'il briserait les certitudes faciles de leurs rôles et la jolie petite niche qu'ils se sont creusée pour eux-mêmes. Comme les chefs syndicaux, les activistes sont d'éternels représentants et médiateurs. Tout comme les dirigeants syndicaux qui seraient contre les travailleurs victorieux dans leur lutte parce que cela les priverait de leurs fonctions, le rôle de l'activiste est menacé par le changement. En effet, la révolution, ou même n'importe quel mouvement réel dans cette direction, troublerait profondément les activistes en les privant de leur rôle. Si « tout un chacun » devient révolutionnaire, alors vous n'êtes plus si spéciaux, n'est-ce pas ?

Pourquoi nous comportons-nous comme des activistes ? Seulement parce que c'est l'option facile des lâches ? Il est facile de tomber dans le rôle de l'activiste parce qu'il convient à cette société et ne la défie pas — l'activisme est une forme acceptée de diver-

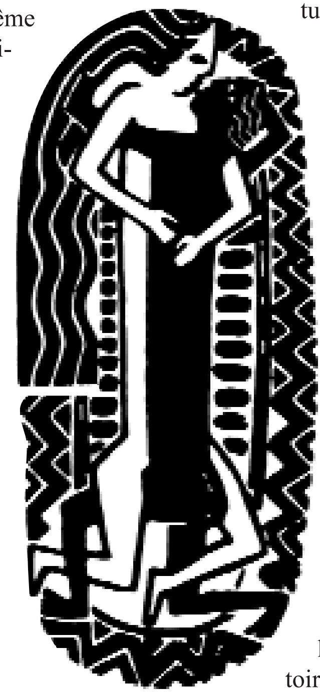
gence. Même si comme activistes nous faisons des choses qui ne sont pas acceptées ou illégales, la forme même de l'activisme, par sa similitude avec un emploi, s'ajuste à notre psychologie et à notre éducation. Elle est attirante précisément parce qu'elle n'est pas révolutionnaire.

Nous n'avons plus besoin de martyrs

La clé de compréhension du rôle du militant et de celui de l'activiste est le sacrifice de soi — le sacrifice de soi à « la cause» qui est perçue comme étant séparée du soi. Cela n'a bien entendu rien à voir avec la vraie activité du révolutionnaire qui est la saisie du soi. Le martyre révolutionnaire va de pair avec l'identification d'une cause séparée de sa propre vie — une action contre le capitalisme qui identifie le capitalisme comme étant « là-bas » dans la City est une erreur fondamentale — le pouvoir réel du capitalisme est ici même dans nos vies quotidiennes — nous recréons son pouvoir chaque jour car le capital n'est pas une chose mais une relation sociale entre des gens (et donc entre des classes) médiatisée par les choses.

Bien sûr, je ne suis pas en train de suggérer que chaque personne impliquée dans l'action du 18 juin adopte ce rôle et le sacrifice de soi qui l'accompagne avec la même intensité. Comme je l'ai dit tout à l'heure, le problème de l'activisme est apparu de manière particulièrement criante dans l'action du 18 juin précisément parce que c'était une tentative de sortir de ces rôles et de nos pratiques habituelles. La plupart de ce qui est souligné ici est un « scénario du pire », de ce à quoi peut conduire le rôle de l'activiste. Dans quelles proportions nous pouvons reconnaître ceci dans notre propre mouvement nous donnera une indication sur la quantité de travail qu'il reste à faire.

L'activiste rend la politique terne et stérile et en éloigne les gens, mais jouer ce rôle détruit aussi l'activiste lui-même. Le rôle de l'activiste crée une séparation entre les fins et les moyens : le sacrifice de soi signifie créer une division entre la révolution comme amour et joie dans le futur mais devoir et routine maintenant. L'activisme dans sa globalité est dominé par la culpabilité et le devoir parce que l'activiste ne se bat pas pour lui-même mais pour une cause séparée : « *Toutes les 'causes' sont également inhumaines* » [7].



En tant qu'activiste, vous devez nier vos propres désirs parce que votre activité politique est définie de telle sorte que ces choses ne sont pas considérées comme « politiques ». Vous mettez la « politique » dans une boîte séparée du reste de votre vie — c'est comme un travail... vous faites de la politique de 9 heures à 17 heures puis vous rentrez à la maison pour faire autre chose. Parce qu'elle est dans cette boîte séparée, la « politique » existe sans être gênée par aucune considération pratique d'efficacité. L'activiste se sent obligé de constamment s'attacher à la vieille routine sans penser, incapable de s'arrêter ou d'examiner, le principal étant que l'activiste soit toujours occupé et assouvisse sa culpabilité en se frappant la tête contre un mur de briques si nécessaire.

Savoir quand s'arrêter et attendre peut faire partie de l'activité révolutionnaire. Il peut être important de savoir comment et quand faire grève pour le maximum d'efficacité, mais aussi comment et quand NE PAS faire grève. Les activistes ont cette attitude du « nous devons faire quelque chose MAINTENANT ! » qui semble nourrie par la culpabilité. Ceci n'est pas du tout tactique.

Le sacrifice de soi du militant ou de l'activiste est reflété dans son pouvoir sur les autres en tant qu'expert — comme en religion, il y a une sorte de hiérarchie de la souffrance et de la droiture. L'activiste prend du pouvoir sur les autres en vertu de son haut degré de souffrance (les groupes activistes « non hiérarchisés » forment de fait une « dictature des plus impliqués »). L'activiste utilise la cœrcition morale et la culpabilité pour régir ceux qui sont moins expérimentés dans la théologie de la souffrance. Leur propre subordination va de pair avec la subordination des autres — tous esclaves de « la cause ». Les politiciens qui se sacrifient forcent leur propre vie et leur volonté de vivre — cela génère une amertume et une antipathie à la vie qui est ensuite tournée vers l'extérieur pour flétrir le reste. Ils sont « *les grands contempteurs de la vie... les partisans du sacrifice de soi absolu... leurs vies tordues par leur monstrueux ascétisme...* » [8]. Nous pouvons voir cela dans notre propre mouvement, par exemple sur les lieux occupés, dans l'antagonisme entre le désir de s'asseoir et de prendre du bon temps *versus* l'éthique coupable du type travail de construction/fortification/barricadage, et dans la passion quelque fois excessive avec laquelle les « déjeuners en ville » sont dénoncés. Le martyr qui se sacrifie lui-même est offensé et outragé quand il en voit d'autres qui ne se sacrifient pas. De même, quand l'« honnête travailleur » attaque le petit voleur ou le vagabond avec une telle haine, nous savons que c'est en fait parce qu'il hait son travail et le martyre qu'il a fait de sa vie, et pour cela déteste voir quiconque échapper à ce destin, quiconque s'amuser alors qu'il souffre — il doit entraîner tout le monde dans la boue avec lui — une égalité du sacrifice de soi.

Dans la vieille cosmologie religieuse, le martyr victorieux allait au ciel. Dans la vision moderne, les martyrs victorieux peuvent aspirer à entrer dans l'histoire. Le plus grand sacrifice de soi, la plus grande création de rôle (ou, mieux, l'invention d'un tout nouveau rôle pour stimuler les gens — par exemple celui de guerrier écologiste) gagne une récompense dans l'histoire — le paradis des bourgeois.

La vieille gauche était assez franche dans son appel au sacrifice héroïque : « *Sacrifiez-vous dans la joie, frères et sœurs ! Pour la cause, pour l'ordre établi, pour le parti, pour l'unité, pour la viande et les patates !* » [9]. Mais tout ceci est beaucoup plus voilé ces temps-ci : Vaneigem accuse les jeunes gauchistes radicaux d' « *entrer au service d'une*

Cause — la ‘meilleure’ des Causes. Leur temps de créativité, ils le passent à distribuer des tracts, à coller des affiches, à manifester, à prendre à partie le président de l’assemblée régionale. Ils militent. Il faut bien agir, puisque les autres pensent pour eux » [10].

Cela résonne en nous — particulièrement l’idée du fétichisme de l’action — les militants gauchistes peuvent s’engager dans un travail sans fin parce que le chef ou gourou a le petit nécessaire de théories, qui est pris pour du pain béni — la « ligne du parti ». Il n’en est pas tout à fait de même pour les activistes pratiquant l’action directe — l’action est fétichisée, mais plus par aversion pour la théorie quelle qu’elle soit.

Cet élément du rôle de l’activiste qui s’appuie sur le sacrifice de soi et le devoir était présent, mais pas si significatif, dans l’action du 18 juin. Ce qui pose le plus de problèmes pour nous, c’est ce sentiment de séparation du reste des gens “ ordinaires ” que l’activisme implique. Les gens s’identifient à d’étranges subcultures ou à des clans, ils se voient en tant que “ nous ” opposé au “eux ” sous lequel est regroupé le reste du monde .

Isolement

Le rôle d’activiste est un isolement volontaire par rapport à tous les gens avec lesquels nous devrions communiquer. Endosser le rôle de l’activiste vous sépare du reste du genre humain, comme quelqu’un de spécial ou de différent. Les gens ont tendance à penser leur propre personne au pluriel (à qui te réfères-tu quand tu dis « nous » ?), en se référant à une communauté d’activistes plutôt qu’à une classe. Par exemple, il est à la mode depuis quelque temps dans le milieu activiste d’argumenter en faveur de « moins de thèmes sectoriels » et de l’importance de « créer des liens ». Cependant, pour la plupart, il s’agit de « faire des liens » avec d’autres activistes et d’autres groupes de lutte. Le 18 juin l’a assez bien démontré, l’idée étant de rassembler tous les représentants de toutes les différentes causes ou questions dans le même lieu au même moment, en nous reléguant volontairement dans le ghetto des bonnes causes.

De la même manière, les divers forums qui ont récemment proliféré à travers tout le pays — *Rebel Alliance* à Brighton, *NASA* à Nottingham, *Riotous Assembly* à Manchester, *London Underground*, etc. — ont un but similaire : amener tous les groupes activistes de la région à parler ensemble. Je ne dénigre pas cela, c’est un préliminaire essentiel à toute action, mais cela devrait être reconnu comme une forme extrêmement limitée pour « créer des liens ». Il est aussi intéressant de noter que ce que les groupes qui participent à ces rencontres ont en commun, c’est d’être des groupes activistes — ce dont ils s’occupent en fait semble être secondaire.

Il ne suffit pas de chercher à lier tous les activistes du monde entier, pas plus qu’il ne suffit de chercher à transformer plus de gens en activistes. Contrairement à ce que certains peuvent penser, nous ne serons pas plus proches d’une révolution si énormément de gens

deviennent des activistes. Certains semblent avoir l’étrange idée qu’il faut que chacun soit d’une façon ou d’une autre convaincu de devenir un activiste, et alors nous aurons une révolution. Vaneigem dit : « *La révolution est faite chaque jour en opposition à, et malgré, les spécialistes de la révolution* » [11].

Le militant ou l’activiste est un spécialiste du changement social ou de la révolution. Le spécialiste recrute dans sa minuscule zone spécialisée pour augmenter son propre pouvoir et ainsi combattre sa propre impuissance. « *Le spécialiste... s’enrôle pour enrôler les autres* » [12]. Selon le principe de la pyramide, la hiérarchie se réplique — vous êtes recruté et pour ne pas être en bas de la pyramide, vous devez recruter plus de gens qui soient en dessous de vous, qui à leur tour font exactement la même chose. La reproduction de la société aliénée des rôles s’accomplit à travers les spécialistes.

Jacques Camatte, dans son essai *Sur l’organisation* (1969) [13], souligne judicieusement que les groupements politiques finissent souvent comme des « gangs » qui se définissent par l’exclusion — la loyauté des membres du groupe va à ce dernier plutôt qu’à la lutte. Sa critique s’adresse particulièrement à la myriade de sectes gauchistes et de groupuscules, mais s’applique aussi, bien que moins profondément, à la mentalité activiste.

Le groupe politique ou parti se substitue au prolétariat ; sa propre survie et sa reproduction deviennent la valeur suprême — l’activité révolutionnaire devient synonyme de « construire le parti » et recruter des membres. Le groupe se considère lui-même comme l’unique détenteur de la vérité et ceux qui sont hors du groupe sont traités comme des idiots devant être éduqués par cette avant-garde. Au lieu d’un débat équitable entre camarades, on obtient une séparation entre la théorie et la propagande, où le groupe a sa propre théorie qui est presque gardée secrète dans l’idée que les autres, les arriérés mentaux, doivent être attirés dans l’organisation par une stratégie populiste avant que la politique surgisse devant eux par surprise. La façon malhonnête de traiter avec ceux qui sont hors du groupe est semblable à un culte religieux — dans lequel on ne dit jamais en face de quoi il s’agit.

Nous pouvons trouver des similitudes avec l’activisme, en cela que le milieu activiste agit comme une secte gauchiste. L’activisme dans son entier a certaines caractéristiques propres à un « gang ». Les gangs d’activistes peuvent souvent se révéler être des alliances ignorant les classes sociales, et incluent toutes sortes de réformistes libéraux parce qu’eux aussi sont des « activistes ». Les gens se pensent d’abord comme activistes et leur loyauté première va à la communauté d’activistes et non à la lutte elle-même. Le « gang » est une communauté illusoire qui nous détourne de la création d’une plus large communauté de résistance. L’essence de la critique de Camatte est une attaque contre la création d’une division interne/externe entre le groupe et la classe sociale. Nous en arrivons à nous considérer comme des activistes, en cela séparés et ayant des intérêts divergents par rapport à la masse des prolétaires.

Notre activité devrait être l'expression immédiate d'une lutte réelle et non pas l'affirmation du caractère séparé et distinct d'un groupe particulier. Dans les groupes marxistes, la possession de la « théorie » est ce qui détermine le pouvoir — c'est différent dans le milieu activiste, mais pas si différent : le savoir, l'expérience, les contacts, l'équipement, etc. sont ce qui détermine le pouvoir.

L'activisme reproduit la structure de cette société dans ses opérations : « *Quand le rebelle commence à croire qu'il combat pour un bien supérieur, le principe autoritaire revient* » [14]. Ceci n'est pas un sujet trivial, mais est à la base des relations sociales capitalistes. Le capital est une relation sociale entre des gens médiatisés par des choses — le principe de base de l'aliénation est de vivre sa vie au service d'une chose qu'on a soi-même créée. Si nous reproduisons cette structure au nom d'une politique qui se déclare anticapitaliste, nous avons perdu avant d'avoir commencé. On ne peut combattre l'aliénation avec des moyens aliénés.

Une modeste proposition

La modeste proposition est que nous devrions développer des moyens d'agir qui sont en rapport avec nos idées radicales. Cette tâche ne sera pas facile et l'auteur de ce texte n'a pas d'apperçu plus clair que quiconque sur la façon dont nous devrions nous y prendre. Je ne dis pas que l'initiative du J18 aurait dû être abandonnée ou attaquée, en fait ce fut une tentative courageuse de repousser nos limites et de créer quelque chose de mieux que ce que nous avons déjà. Cependant, dans ses tentatives de rompre avec les manières antiques d'agir, elle a éclairci les liens qui nous rattachent encore au passé. Mes critiques de l'activisme, ci-dessus, ne s'appliquent pas toutes au 18 juin. Mais il y a un certain paradigme de l'activisme qui au pire inclut tout ce que j'ai souligné là, et le 18 juin partage ce paradigme dans une certaine mesure. C'est à chacun de déterminer dans quelle mesure.

L'activisme est une forme en partie obligée par notre faiblesse. Comme l'action commune menée par *Reclaim the streets* et les dockers de Liverpool — nous vivons une époque dans laquelle les politiques radicales sont souvent le produit de faiblesses mutuelles et d'isolation. Si tel est le cas , il ne nous est peut être même pas possible de nous débarrasser de ce rôle d'activiste. Il se peut que dans des temps d'affaiblissement de la lutte, ceux qui continuent à travailler à la révolution sociale soient marginalisés et en viennent à être perçus (et à se percevoir eux-mêmes) comme un groupe séparé des gens. Il est possible aussi que ce phénomène ne puisse être inversé que par un déferlement général de la lutte, lorsque nous ne serons plus considérés comme des *freaks* et des *weirdos* (ndt des semi-clochards et des marginaux), nous serons l'expression des idées de tout un chacun. Cependant, pour travailler à intensifier la lutte, il sera nécessaire de rompre avec le rôle d'activistes dans toute la mesure du possible — d'essayer constament de passer au-delà des frontières de nos limites et contraintes.

Historiquement, ces mouvements qui ont réussi à déstabiliser, supprimer ou à dépasser le capitalisme n'ont pas tous pris la forme de l'activisme. L'activisme est essentiellement une forme politique et une méthode d'action adaptée à un réformisme libéral poussé au-delà de ses propres limites et utilisé à des fins révolutionnaires. Le rôle de l'activiste, en soi, devrait être problématique pour tous ceux qui désirent la révolution sociale.

Andrew X.
SDEF ! - c/o Prior House - Tilbury Place -
Brighton BN2 2GY - Royaume Uni

Notes :

1 *Squatting up to the Square Mile : A Rough Guide to the City of London*, J18 Publications (UK), 1999, p. 8
2 Voir « *Direct Action : Six Years Down the Road* », *Do or Die* n°7, p. 3
3 Raoul Vaneigem, *The Revolution of Everyday Life*, traduction Donald Nicholson-Smith (Left Bank Books/Rebel Press, 1994) - première publication en 1967, pp. 131-3. [*Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes génération* ; nous avons rétabli dans les citations le texte original chaque fois que nous l'avons retrouvé].
4 Voir « *The Day they Drove Twyford Down* », Do or Die n°1, p. 11
5 Voir « *Personality Politics : The Spectacularisation of Fairmile* », Do or Die n°7, p. 35
6 voir note 2, p. 128
7 voir note 2, p. 107
8 voir note 2, p. 109
9 voir note 2, p. 108
10 voir note 2, p. 109
11 voir note 2, p. 111
12 voir note 2, p. 143
13 Jacques Camatte — « *On Organization* » (1969) dans *This World We Must Leave and Other Essays* (New York, Autonomedia, 1995).
14 voir note 2, p. 110

[Ce texte a pour titre original « *Give up activism* ». Il est paru après le carnaval anticapitaliste du 18 juin 1999 à Londres qui a viré à l'émeute, dans une brochure intitulée « *Reflections on J18* » éditée en octobre 1999 par *Reclaim the Street*. Il a été traduit en français dans *Je sais tout* de décembre 1999 pp. 1 & 18-23 et dans *Echanges* n°93, printemps 2000, pp. 7-14. Nous avons ajouté l'introduction et la conclusion, qui n'avaient pas été traduites, ainsi que les notes et un petit bout qui avait été omis]

Nice déc. 2000 — « Sois pas branque, casse ta banque »

Nice déc. 2000 — « Ce que l’œil convoite, que la main s’en empare »

De la nécessité et de l‘impossibilité d’abandonner l’activisme

Pour ma part, je ne pense pas qu’il y ait une seule solution aux problèmes sociaux mais un millier de solutions différentes et en constante évolution, de la même manière que l’existence sociale est différente et variée dans le temps et l’espace.

Errico Malatesta ,1924

La révolution c’est la communisation de la société mais ce processus est plus qu’une somme d’actions directes.

Gilles Dauvé 1973

Cet article répond aux problèmes soulevés dans « *Abandonnez l’activisme* », une critique des protestations du J18 [18 juin 1999] écrite par Andrew X. Il a récemment suscité de l’intérêt de ce coté-ci de l ‘Atlantique (ndt : les USA) : l'éditeur des *Red and Black Notes* a attiré mon attention sur cet article, peu après qu’il ait été envoyé sur la page web qui recueille les critiques et les infos sur le J18. Il fut aussi réimprimé dans les dernières *Collective Action Notes* (1).

Il y a à mon avis deux raisons principales qui font que l’article arrive au bon moment. La première est le sentiment de perte de vitesse qui a résulté des actions qui suivirent celles de Seattle, de l’A16 à Washington [16 avril 2000, réunions du FMI et de la Banque Mondiale], aux conventions nationales des partis démocrate et républicain, à Philadelphie et à Los Angeles. Actuellement, on a le sentiment que les événements de Seattle sont peut-être en train de vieillir et de passer — et ce, sans parler du fait que ce type d’actions est maintenant minutieusement anticipé par l’appareil répressif de l’état capitaliste. La deuxième raison qui est plus pertinente tient à la formation de la fédération Anarcho-communiste des pays du Nord-Est, NEFAC, qui opère sur le mode plus ou moins conventionnel de l’action directe. Est-ce que les tentatives du type NEFAC seront en mesure d’offrir quelque chose d’utile à ceux qui sont en lutte, ou de tels efforts ne conduisent ils qu’à l’impasse de l’activisme pour l’activisme et au spectacle du militantisme ?

Andrew X présente « *Abandonnez l’activisme* », je cite, « *dans le but d’inspirer une réflexion sur les combats qui nous attendent si nous sommes vraiment sérieux dans nos intentions de nous débarrasser du mode de production capitaliste* ». C’est une tentative d’ouvrir le débat et pas une prise de position définitive, et c’est dans ce même esprit que je présente les remarques qui suivent. Il est sûr que certains lecteurs trouveront mes positions ambivalentes et qu’il en résultera un sentiment de frustration, mais j’espère que ce ne sera pas uniquement le résultat de ma propre confusion mentale. Je pense plutôt qu’un degré élevé d’ambivalence et la capacité de vivre avec la tension de contradictions appa-

remment insolubles est essentielle à la formulation d'un « anti-activisme » et d'une « anti-politique ». En bref, il me semble qu'il nous faut considérer à la fois la nécessité et l'impossibilité « d'abandonner l'activisme ».

Les limites de l'activisme

Il y beaucoup de choses intéressantes dans les critiques d'Andrew X, et plus particulièrement les points soulevés dans la partie *Forme et contenu*. Dans cette partie, l'auteur fait voir les limites de l'activisme conventionnel lorsqu'il est appliqué en dehors du contexte d'une campagne qui vise un problème particulier. Un tel activisme, écrit Andrew X, est complètement inutile à la destruction du capitalisme en tant que totalité. « *L'activisme peut ruiner une entreprise avec beaucoup de succès, mais détruire le capitalisme requiert beaucoup plus que de simplement étendre ce genre de méthode à chaque entreprise dans chaque secteur* ». Autrement dit, le capitalisme ne sera pas détruit par la simple addition quantitative d' « actions » ou du nombre d'activistes, une forme de transformation qualitative est nécessaire.

Andrew X. montre aussi comment les « succès » de campagnes qui visent un problème particulier sont ouvertes à une récupération par le capitalisme. Par exemple en aidant les dirigeants à imaginer de meilleures méthodes pour étouffer l'opposition, ou en renforçant « les règles du marché » et en poussant à la faillite des entreprises moins puissantes. La conclusion de cette partie mérite une citation complète :

« *La forme de l'activisme a été conservée alors que le contenu de son activité s'est transformé au-delà de la forme qui le contenait. Nous continuons à penser en termes d' « activistes » faisant une « campagne » sur un « thème », et parce que nous sommes des activistes pratiquant l' « action directe », nous allons « faire une action » contre notre cible. La méthode de campagne contre des développements spécifiques ou des entreprises isolées a été transplantée telle quelle sur ce nouvel objet qu'est l'attaque du capitalisme. Nous tentons d'attaquer le capitalisme et de conceptualiser ce que nous faisons dans des termes complètement inappropriés, en utilisant des méthodes qui sont celles du réformisme libéral. On a ainsi le spectacle bizarre de « faire une action » contre le capitalisme — une pratique profondément inadéquate* ».

Dans l'ensemble cependant, " *Abandonnez l'activisme* " est constitué d'une critique de ce que l'auteur étiquette sous le nom de « mentalité d'activiste » et c'est là que se trouvent les plus grandes faiblesses de son argumentation. A mon avis, l'activisme a à la fois une dimension « objective » et une dimension « subjective », et les deux doivent être prises en compte. Andrew X reconnaît le coté « objectif » de l'activisme au début de sa critique lorsqu'il fait les remarques suivantes :

« *L'activisme, comme tout rôle d'expert, est basé sur la division du travail — c'est une tâche séparée et spécialisée. La division du travail est le fondement de la société de classes, la division fondamentale étant celle entre le travail manuel et le travail intellectuel. La division du travail est par exemple présente dans la médecine et l'éducation : guérir et élever des enfants, au lieu d'être des savoirs communs et des tâches auxquelles chacun participe, deviennent la propriété spécialisée de médecins et d'enseignants — des experts sur lesquels nous devons nous reposer et qui effectuent ces choses pour nous. Les experts gardent jalousement les capacités qu'ils ont et les mystifient Cela maintient les gens séparés et dépossédés de leur pouvoir, tout en renforçant la société de classes hiérarchisée* ».

Cependant, après ce passage, la face objective de l'activisme en tant que phénomène concret social et historique est reléguée à l'arrière plan (au moins jusqu'à ce que l'auteur s'y retrouve à nouveau confronté dans les paragraphes de conclusion), et la partie subjective, l'état d'esprit, les attitudes et les croyances de « l'individu activiste » , la mentalité de l'activiste, se retrouvent sur le devant de la scène.

Going Mental

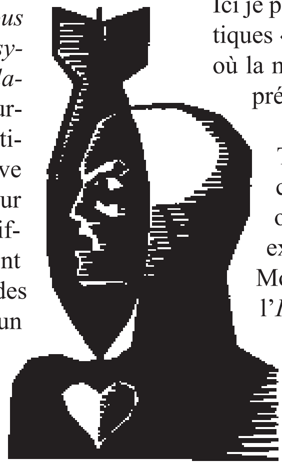
L'activiste d'après Andrew X. « *s'identifie à ses actions et les conçoit comme le rôle qu'il doit jouer dans la vie, comme un travail ou une carrière... cela devient une part essentielle de leur image* ». De l'avis de l'auteur, cette image mentale que l'activiste a de lui même est tellement spécialisée qu'elle porte en elle l'idée de « *se considérer comme privilégié ou plus avancé que les autres dans l'appréciation du besoin de changement social et de la manière d'y parvenir ; se considérer comme l'avant-garde de la lutte concrète pour créer ce changement* ».

Plus loin, l'auteur écrit que le plus grand problème auquel l'activiste doit faire face « *c'est ce sentiment de séparation du reste des gens " ordinaires " que l'activisme implique. Les gens s'identifient à d'étranges subcultures ou à des clans, ils se voient en tant que " nous " opposé au "eux " sous lequel est regroupé le reste du monde* ». Il poursuit, « *le rôle d'activiste est un isolement volontaire par rapport à tous les gens avec lesquels nous devrions communiquer. Endosser le rôle de l'activiste vous sépare du reste du genre humain, comme quelqu'un de spécial ou de différent* ».

L'auteur semble plus s'intéresser à comment les individus activistes se voient et se représentent, qu'à la position qu'ils occupent réellement dans la société. Les activistes souffrent de se sentir différents, ils s'identifient à des clans, leur isolement est volontaire, ils jouent un rôle etc. Cette rhétorique continue tout au long de la critique, et en constitue le point de vue prédominant. Andrew X parle des conséquences de telles attitudes, comme la tendance au recrutement intéressé, pour monter en grade à l'intérieur du groupe, la reproduction à l'intérieur du groupe des structures d'oppression propres aux plus grandes sociétés , à l'isolement des activistes de la communauté plus large des opprimés, et finalement de la récupération des luttes dans des relations sociales capitalistes. Mais vu le poids que l'auteur accorde au coté subjectif de l'équation, ces conséquences se comprennent comme l'effet secondaire d'une cause première : des individus qui jouent de manière stéréotypée et élitiste le rôle d' « activistes ».

La faiblesse principale de la critique réside dans l'emphase qui est mise sur le coté « subjectif » du phénomène social de l'activisme. Cette emphase amène une conclusion évidente et implicite tout au long de l'argumentation d'Andrew X : si l'activisme est une attitude mentale ou un « rôle », il peut être changé de la même manière qu'il est possible de changer d'avis, voire enlevé comme un masque ou un costume. L'auteur nous prévient que « *plus nous nous accrochons à un rôle et à la notion de ce que nous sommes, plus nous empêchons en fait le changement que nous désirons* ». Les implications en sont claires : arrêtons de nous accrocher, laissons le rôle, « abandonnons l'activisme », et une barrière sera levée sur la route qui mène au changement désiré.

Cette emphase subjective conduit l'auteur à avancer des formulations plutôt douteuses, en particulier les suivantes : « *Le rôle de l'activiste est un rôle que nous adoptons tout comme celui du policier, du parent ou du prêtre — une forme psychologique étrange que nous utilisons pour nous définir et pour définir notre relation à l'autre* ». Je ne doute pas que faire partie du bras armé armé de l'Etat bourgeois porte en soi un « rôle » psychologique auquel l'individu policier s' « identifie », mais ceci reste une considération triviale si l'on se place dans la perspective sérieuse où l'on veut se débarrasser des flics et de l'Etat. L'auteur a dérapé ici sur une manière bourgeoise et individualiste de voir la question, dans laquelle les différents groupes sociaux comme les parents, les policiers ou les curés existeraient simplement parce que des agrégats d'individus auraient « décidé » de devenir des parents, des policiers ou des curés (dans le " libre marché des rôles ", sans aucun doute).



Se heurter aux murs

Ce sont des processus sociaux complexes qui génèrent les groupes sociaux quels qu'ils soient — flics, curés, parents ou anarchistes et activistes. Il y a un élément puissant de nécessité historique dans l'existence des flics (tout les Etats ont besoin de police, seule une société sans Etat n'en aurait pas besoin). Le « choix » individuel joue un rôle dans ces processus, mais ces choix sont toujours faits dans des circonstances hautement contraignantes, et soumises à de multiples conditions. On ne peut pas se débarrasser des flics en faisant un appel moral, en demandant aux policiers d'abandonner leurs " rôles " de policiers.

Je suis convaincu qu' Andrew X ne croit pas que cela fonctionnerait pour la police ; je pense qu'il perd ce fait de vue lorsqu'il parle de l'activisme et des activistes. J'ai aussi bien compris qu'Andrew X, n'affirme pas naïvement que tous les problèmes de l'activisme seront résolus comme par magie par un simple « changement de point de vue ». En effet, vers la fin de son article, Andrew X reconnaît les difficultés objectives liées au point de vue qu'il défend, mais d'une manière qui n'est tout simplement pas en accord avec l'argumentation « subjectiviste » qui était au cœur de son discours jusque là.

Dans les paragraphes qui concluent l'auteur émet les spéculations suivantes :

« *Nous vivons une époque dans laquelle les politiques radicales sont souvent le produit de faiblesses mutuelles et d'isolation. Si tel est le cas , il ne nous est peut être même pas possible de nous débarrasser de ce rôle d'activiste. Il se peut que dans des temps d'affaiblissement de la lutte, ceux qui continuent à travailler à la révolution sociale soient marginalisés et en viennent à être perçus (et à se percevoir eux-mêmes) comme un groupe séparé des gens. Il est possible aussi que ce phénomène ne puisse être inversé que par un déferlement général de la lutte, lorsque nous ne serons plus considérés comme des freaks et des weirdos (ndt des semi-clochards et des marginaux), nous serons l'expression des idées de tout un chacun* ».

Ici je pense que le « peut-être » n'est pas de mise et que les groupes qui épousent des politiques « révolutionnaires » se retrouvent bien évidemment marginalisés dans les périodes où la marée est basse en matière de lutte des classes. C'est quelque chose que l'on peut prévoir et aborder sans trop d'états d'âmes et sans trop tourner autour du pot.

Telle a été par exemple la position de nombreux communistes des conseils et de communistes de gauche [ndt : ultra-gauche germano-hollandaise de Rühle, Gorter ou Pannekoek], qui reconnaissaient le caractère nécessairement minoritaire de leur existence durant les décennies du milieu de ce siècle. Un article publié par Sam Moss qui a pour titre " *L'impotence du groupe révolutionnaire* " et publié dans l'*International Council Correspondence* dans les années 30, est représentatif de ce point de vue. Dans cet article, Moss écrit :

« La classe ouvrière à elle seule peut lancer la lutte révolutionnaire, tout comme aujourd'hui elle démarre seule la lutte des classes non révolutionnaire, et la raison pour laquelle les travailleurs conscients de la lutte des classes se réunissent dans des sphères extérieures à celle de la véritable lutte des classes, est qu'il n'y a pas encore de mouvement révolutionnaire. Leur existence en tant que petit groupe reflète non pas une situation révolutionnaire mais plutôt une situation non révolutionnaire. Lorsque viendra la révolution, leur nombre sera submergé par la masse, et ils le seront non pas en tant qu'organisations en fonctionnement, mais en tant que travailleurs individuellement ».

Des lunettes à rayons X

Reste néanmoins la question de savoir quelles sont ces choses qui constituent « la lutte ». D'un point de vue « activiste », des événements plus grands et avec plus de chahut que le « carnaval contre le capital », et des manifestations publiques plus militantes et théâtrales sont des exemples de ce qu'Andrew X appelle des « *extensions généralisées de la lutte* ». Mais ce point de vue ne prend pas en considération toute une série de formes « quotidiennes » de résistance — du travail au ralenti en passant par l'absentéisme et le sabotage, le *counter-planning* et d'autres formes organisées « non officielles » et autonomes —

que les activistes conventionnels et les gauchistes (sans oublier la plupart des anarchistes) ont du mal à reconnaître. Sans parler non plus de ces modes de lutte qui se déroulent en dehors des lieux de travail, comme les formes variées que peuvent prendre les révolutions sexuelle et culturelle. Peut-être est-ce dans ces lieux que nous pouvons trouver les bases de la puissance et de la solidarité de classe qui explosent durant ces « extensions généralisées de la lutte ».

De plus, pour différents groupes de travailleurs, il existe des formes d'organisation autonome et de résistance « quotidienne » qui sont en relation étroite avec la manière spécifique dont la plus value est extraite de leur travail. Peut être, alors, que le premier pas vers un anti-activisme consisterait à se tourner vers ces luttes quotidiennes et spécifiques. De quelle manière les travailleurs « ordinaires » résistent-ils au capitalisme aujourd'hui ? Quelles opportunités existent déjà dans ces luttes concrètes ? Quels réseaux ont déjà été créés grâce à ces efforts ?

L'adoption d'un tel point de vue qui reconnaîtrait ces formes de lutte et qui s'orienterait dans cette direction nécessiterait quelque chose qui n'est presque pas mentionné dans l'article d'Andrew X : la nécessité d'une théorie pour accompagner la pratique, une théorie qui penserait simultanément le « subjectif » et l' « objectif », en voyant comment l'un et l'autre s'articulent et s'influencent mutuellement. Tout au long de sa critique du J18 , Andrew X ne semble jamais prendre en compte le fait que son inadéquation puisse être attribuée en partie ou totalement à la faiblesse (ou à l'absence totale) de l'analyse (2).

Nous savons tous que l'une des caractéristique des activistes traditionnels est leur mépris de la théorie — ce n'est quand même pas pour rien qu'on les appelle des activistes. Nous avons tous entendu la voix de ceux qui veulent « agir », et « construire quelque chose », ou « faire quelque chose » plutôt que de perdre leur temps à se creuser la cervelle et à couper les cheveux en quatre sur quelque chose d'aussi stupide que la théorie. C'est une position qui est particulièrement prévalante aux Etats-Unis où l'anti-intellectualisme de tradition (une force idéologique profondément ancrée dans la société) fait croire aux activistes qu'ils vont avoir l'air élitistes ou de petits bourgeois lettrés s'ils s'engagent dans la réflexion théorique et dans le débat. Et puis, de toute manière, les travailleurs « ordinaires » ne théorisent pas, n'est-ce pas ?

C'est du moins l'idée que les activistes se font des travailleurs. Mais Marx fut content lorsqu'il apprit que la première traduction française du *Capital* allait être publiée sous forme de feuilleton parce qu'il pensait que cela allait le rendre plus abordable pour les travailleurs « ordinaires » qui auraient donc ainsi plus de chances de le lire. A l'évidence, Marx ne pensait pas que cela dépasserait leurs capacités de compréhension, ni que son contenu n'avait aucun rapport avec leurs luttes quotidiennes.

Peut être que l'incapacité d'Andrew X à identifier la théorie comme le réel point faible du mouvement activiste donne la mesure de sa propre incapacité à s'échapper de la « mentalité activiste ». Cette timidité par rapport à la théorie est un boulet caché de l'activisme qui se transpose et qui continue à affliger beaucoup de ceux qui essayent de se libérer de l'activisme.

Le genre de théorie que j'ai en tête se trouve par exemple dans des exemples divers d'analyse de « composition des classes » qui incluent les travaux de Sergio Bologna, les premiers travaux de Tony Negri, ceux du collectif Midnight Notes, le *Remaking of the U.S. Working Class* de Loren Golner ou plus récemment les enquêtes de Kolinko sur les centres d'appels (ndt : call centers) en Allemagne et l'article de Curtis Price *Fragile Prosperity ? Fragile Social Peace ? Notes on the U.S.* (les deux derniers sont publiés dans *Collective Action Notes*) (3). Un des premiers exemples de théorie sur la « composition des classes » a peut être été *La condition de la classe ouvrière en Angleterre en 1845* par Friedrich Engels.

On ne peut faire exploser un lien social

Ces analyses sont loin du déterminisme économique de la « théorie » marxiste. Et c'est en prenant le point de vue de cette analyse de la composition des classes que je parle de la « nécessité historique » qui conditionne l'existence des groupes sociaux. Cette nécessité est en dernière instance générée par l'humain, mais elle apparaît sous une forme aliénée parce qu'elle est court-circuitée par le système de production capitaliste des marchandises. Nous ne sommes pas les esclaves de forces impersonnelles — l'économie ou que sais-je encore .Mais pourtant la dynamique humaine collective par laquelle les groupes sociaux et les professions (flics, curés, activistes) émergent de la division du travail ne peut être niée ou renversée par des actes de volonté individuelle, ce qui correspond au niveau auquel Andrew X situe le problème.

Je crois entièrement en la capacité que les gens ont de changer collectivement leurs conditions de vie de manière radicale. Mais l'abolition des groupes sociaux spécifiques comme les activistes nécessite de sérieuses tentatives à la fois sur le plan théorique et sur le plan pratique de s'attaquer et d'intervenir dans les processus qui sont à l'origine de leurs existence ; il ne suffit pas de dire aux activistes qu'il est urgent de laisser tomber leurs rôles. Le travail collectif des opprimés agissant dans leur propre intérêt permettra que les flics, les curés, les intellectuels et les activistes cessent d'exister comme groupes sociaux. Les « activistes » peuvent aider ou freiner ce processus à divers degrés (mais il ne faut ni surestimer leurs capacités à faire l'un ou l'autre), néanmoins ce qu'ils ne peuvent pas faire c'est de simplement décréter ou souhaiter ne pas former une catégorie sociale.

Le « rôle » de l'activiste n'est pas seulement « auto-imposé », il est aussi socialement imposé. La société capitaliste produit les activistes tout comme elle produit d'autres spécialistes comme ce cousin germain de l'activiste, l'intellectuel. Les efforts d'un individu activiste pour se défaire de son rôle n'ouvriront pas une brèche importante dans l'existence des activistes en tant que groupe social. Tout au long de sa démonstration Andrew

X revient à plusieurs reprises à l’idée centrale qui affirme que le capital est une relation sociale. Et comme quelqu’un l’a dit un jour, on ne peut pas faire exploser (ndt avec des bombes) une relation sociale. Et si on ne peut pas la faire exploser, on ne peut pas non plus la faire disparaître avec de simples souhaits ou par une simple volonté. Les activistes comme les autres spécialistes ne disparaîtront pas de la société avant que la division du travail n’ait elle même disparue.

Je ne suis pas en train de dire que nous devrions juste nous asseoir sagement et attendre « l’après révolution ». Un tel « objectivisme » ne serait rien de plus que le revers du subjectivisme d’Andrew X. Il n’entraînerait que le fatalisme et la passivité , l’attente de l’aube de la révolution pour pouvoir espérer accéder à la moindre parcelle de dignité humaine, et la nécessité de supporter toute la gamme des saloperies aliénantes jusqu’à cette révolution (qui par voie de conséquence n’arriverait jamais).

Au lieu de cela, je pense que nous devons essayer de dépasser les « objectivismes » et les « subjectivismes » simplistes. Je crois qu’il est nécessaire de garder à l’esprit les deux pôles de ce problème et de supporter la contradiction (c.a.d. de vivre avec cette contradiction dans toute son ambiguïté et son antagonisme quelque douloureux qu’ils soient) plutôt que de supprimer unilatéralement l’un ou l’autre lorsque nous nous engageons dans des activités théoriques ou pratiques.

Personne d’autre ici à part nous les travailleurs ?

Je pense que l’approche volontariste d’Andrew X pour l’abandon de l’activisme (faire disparaître par « la volonté / le souhait » une relation sociale) mène à un faux débat qui oppose l’activisme « non authentique » à une forme imaginaire d’authenticité — fantasme de non aliénation — qui porte en lui une dimension élitiste. Ce n’est en fait rien d’autre qu’une revanche que ceux qui subissent la répression essayent de reprendre sur l’élitisme qu’Andrew X essayait d’exorciser au départ.

Si cela n’était qu’un « tic » de l’auteur il n’y aurait aucune raison de se faire du souci. Mais la prise de position anti-théorique ou au moins a-théorique de beaucoup d’anti-activistes va de pair avec ce concept sentimentaliste de la « véritable vie populaire », une croyance déplacée que quelque part, de l’autre coté du grand fossé, les vrais travailleurs vivent d’une manière ou d’une autre des vies moins aliénées et plus authentiques.

La démonstration d’Andrew X repose sur cette dichotomie entre les gens « réels » ou « ordinaires » d’un coté, et les activistes « aliénés » de l’autre. Il écrit : « *notre activité devrait être l’expression immédiate de la vraie lutte, pas l’affirmation de notre existence en tant que groupe distinct et séparé* ». Citant Raoul Vaneigem, Andrew X affirme qu’ « *en tant qu’acteur jouant un rôle nous vivons dans l’inauthenticité* ». Plus loin il adapte une des idées centrales des situationnistes : « *On ne peut combattre l’aliénation avec des moyens aliénés* ».

Beaucoup de ce qu’il dit provient de la critique situationniste des militants prêts au sacrifice. Placé dans le contexte adéquat, cet aspect du travail des situationnistes a une grande valeur. Cela critique utilement les résidus de christianisme que l’on retrouve dans une grande partie de la gauche, le syndrome du martyr qui crée en l’autre un sentiment de culpabilité qui l’incite à devenir un mouton passif. La critique inclut un refus de l’éthique du travail dans lequel le moi est auto-renié et tente de formuler (nécessairement avec un succès limité) une forme de résistance à la spécialisation, la séparation, et l’aliénation qui sont endémiques dans la société du spectacle.

Il m’apparaît comme certain que les personnes engagées dans la lutte pour mettre à bas le capitalisme ne « devraient » pas agir par devoir, comme s’ils devaient remplir « une mission », ni non plus « pour le bien d’autrui ». Ils devraient s’engager dans ce combat surtout et d’abord pour eux mêmes, pour leur propre plaisir radical, et comme une manière d’exprimer leur amour et leur rage.

Je voudrais ajouter deux remarques sur cet aspect de la théorie situationniste. La première est que cette partie était un des éléments d’une critique et d’une pratique totale (et totalisante), qui respectait l’unité de la théorie et de l’action et la nécessité de la théorie en même temps que de la pratique (avec laquelle elle était en constante interaction) (4). La deuxième est que lorsque sorti de ce contexte que je nomme « critique totale », le refus de Vaneigem du rôle de militant aliéné peut devenir puéril et élitiste (c’est d’ailleurs ce que Vaneigem est devenu).

Je voudrais attirer l’attention des lecteurs sur quelque chose que Vaneigem a écrit dans *Basic banalities (I)* (Internationale situationniste #7,1962) plusieurs années avant la publication de *Revolution in Everyday Life*. Dans ce passage (“thèse” #12), Vaneigem parle de l’aliénation et de la fausseté de la « vie privée » des individus dans les sociétés capitalistes :

« *La vie “privée“ se définit avant tout dans un contexte formel. Certes, elle prend naissance dans les rapports sociaux nés de l’appropriation privative, mais c’est l’expression de ces rapports qui lui donne sa forme essentielle. Universelle, incontestable et à chaque instant contestée, une telle forme fait de l’appropriation un droit reconnu à tous et dont chacun est exclu, un droit auquel on n’accède qu’en y renonçant. Pour autant qu’il ne brise pas le contexte où il se trouve emprisonné (rupture qui a nom révolution), le vécu le plus authentique n’est pris en conscience, exprimé et communiqué que par un mouvement d’inversion de signe où sa contradiction fondamentale se dissimule. En d’autres termes, s’il renonce à prolonger une praxis de bouleversement radical des conditions de vie — conditions qui, sous toutes leurs formes, sont celles de l’appropriation privative, — un projet positif n’a pas la moindre occasion d’échapper à une prise en charge par la négativité qui règne sur l’expression des rapports sociaux ; il est récupéré comme l’image dans le miroir, en sens inverse.*»

Je voudrais souligner plus particulièrement l’importance de cette dernière phrase. Si l’on ne réussit pas à renverser « les conditions de l’appropriation privée », toutes les tentatives

d'existence « authentique » et « non-aliénée » deviendront juste une autre partie du spectacle. Nos « projets positifs » — pour utiliser les termes de Vaneigem — doivent « contenir une praxis de bouleversement radical des conditions de vie », sous peine de ne pas pouvoir échapper à l'aliénation. La « rupture » qui permettra à chacun de s'emparer de son moi authentique n'est donc pas conditionné par l' « abandon de l'activisme », c'est au contraire « une rupture qui a nom révolution » — et qui est nécessairement un projet collectif des opprimés. L'activisme ne peut être « abandonné » par l'individu ; il doit se diluer dans le processus collectif de renversement du capitalisme et d'instauration du communisme.

Dans sa meilleure version, l' « anti-activisme » situationniste était intégré dans une perspective holistique de révolution globale. Vaneigem s'est de plus en plus écarté de cette perspective intégrée pour se rapprocher de quelque chose qui ressemble à l'anarchisme individualiste (ce qui explique pourquoi ses travaux coupés de leur contexte ont pris le statut d'écritures sacrées dans des publications comme *Anarchy! Journal of the Desire Armed*).

Critique de la critique

C'est pour cette raison que les critiques de l'Internationale Situationniste (IS) les plus clairvoyants ont vu dans la critique du militant un des aspects les plus faibles de l'ensemble de la théorie situationniste. Gilles Dauvé, dans sa *Critique de l'Internationale Situationniste* est particulièrement sensible à l'élitisme implicite de la critique du militant par l'IS. Dans *The Revolution in Everyday Life*, écrit Dauvé, Vaneigem a produit « *un traité qui explique comment vivre différemment dans le monde actuel tout en mettant en avant ce que les relations sociales pourraient être. C'est un manuel qui explique comment violer les lois du marché et le système de rétribution à chaque fois qu'on peut réussir à le faire* ». Mais de l'avis de Dauvé ce point de vue se transforme en une forme de moralisme.

« *Le livre de Vaneigem est une œuvre qui fut difficile à produire parce qu'elle ne peut être réalisée, menacée qu'elle est , d'un côté de tomber dans un possible marginal, et de l'autre dans un impératif irréalisable et par la même moral. Ou l'on s'immisce dans les fissures de la société bourgeoise, ou alors on y oppose sans cesse un autre mode de vie que seule la révolution pourrait transformer en réalité. L'IS a mis le pire d'elle même dans le pire de ces textes, celui qui révèle toutes ses faiblesses. L'utopie positive est révolutionnaire en tant qu'exigence et en tant que tension, parce qu'elle ne peut être réalisée dans notre société : elle devient dérisoire lorsqu'on essaye de la vivre aujourd'hui* ».

Au lieu de la critique révolutionnaire, observe Dauvé, Vaneigem verse dans le moralisme et « *comme toute les autres morales, la position de Vaneigem se devait d'exploser lors de son premier contact avec la réalité* ».

Dauvé énumère les causes et les conséquences de ce moralisme. La première cause c'est que le point de vue situationniste s'est petit à petit limité au domaine des apparences et de la consommation au dépend du domaine de la production. Dans sa théorisation du mouvement



révolutionnaire, nous dit Dauvé, « *l'IS part bien des conditions réelles d'existence, mais les réduit à des relations intersubjectives. C'est le point de vue du sujet qui essaye de se redécouvrir, pas un point de vue qui prendrait en compte à la fois l'objet et le sujet* ». Je pense que c'est précisément le problème de la critique de l'activiste par Andrew X, qui elle aussi adopte « le point de vue du sujet qui se redécouvre » plutôt que de considérer le sujet dans le contexte complexe des médiations sociales objectives.
De l'avis de Dauvé les conséquences de ce point de vue exclusivement subjectif ont conduit l'IS a soutenir l'individualisme jusqu'à en devenir élitistes. « *Contre le moralisme militant* » écrit Dauvé, « *l'IS a dressé une autre forme de moralité : celle de l'autonomie des individus par rapport aux groupes sociaux et révolutionnaire. Aujourd'hui seule une activité intégrée dans le mouvement social permet une véritable pratique autonome* ».

Ce que je retiens de la position de Dauvé c'est que dans notre société actuelle, « l'utopie positive » peut rester révolutionnaire « en tant que tension ou en tant qu'exigence ». Pour moi, cela signifie qu'il est encore possible de « vivre différemment » sans avoir à attendre « les lendemains de la révolution », et qu'il est possible de ne pas se résigner à « combattre l'aliénation avec des moyens aliénés » (5). Ainsi nous ne devons pas nous contenter de lever le poing et de jouer le rôle de l'activiste conventionnel, ni non plus avaler toutes les couleuvres et devenir des cadres de la *Workers Revolutionary Communist Vanguard League of Bolshevik-Leninist Internationalists* [la Ligue de l'avant-guarde communiste révolutionnaire des travailleurs bolchéviks-léninistes internationalistes] !

Il faut continuer d'essayer de vivre différemment, de fonctionner différemment et de manière « non aliénée » et de façon anti-hiérarchie dans la pratique. Mais il faut le faire pour créer « une tension » en préfiguration, comme un essai, tout en acceptant l'impossibilité de réussir à le faire exactement comme on le souhaiterait au présent, sans « aucune aliénation ».

En d'autres termes, je pense que nous avons beaucoup à apprendre en nous jetant, encore et encore, contre les barreaux de notre cage. C'est dans nos nécessaires échecs et dans nos succès partiels, modestes et fragiles, que nous apprenons comment la société nous a rendus infirmes, et comment elle nous ote notre dignité sans nous permettre de réaliser nos désirs. Mais nous ne devons pas prétendre être libérés alors que nous ne le sommes pas, ce qui nous transformerait en une aristocratie puante « authentique et non aliénée ».

Le fait est que même les gens des groupes variés qui essayent de développer une approche de la révolution anticapitaliste « anti-activiste » et « anti-politique » — que ce soit le collectif KK à Faribadad en Inde, ou le collectif *Insubordinate* de Baltimore — sont à la fois des travailleurs et des « non-travailleurs », des « activistes », et — oh ! horreur ! — des intellectuels. Et la chose la plus dangereuse pour les gens qui se retrouvent dans cette position, ce serait de perdre de vue leur nature fondamentalement clivée, leur existence sociale « duelle », et de prétendre qu’ils sont « uniquement » des travailleurs. Parce qu’alors, ils n’arriveront plus à retenir les dérives élitistes vers lesquelles ils auraient alors tendance à se tourner. A ce moment ils commenceraient à constituer une nouvelle couche de l’élite sociale que l’on regrouperait sous l’étiquette d’ « anti-activistes », d’ « authentiques », de « non-aliénés » et de « vrais » prolétaires. Et tout recommencerait, les vieilles conneries remonteraient à la surface.

J Kellstadt

(1) Le texte « Give up activism » est disponible sur internet à : http://www.infoshop.org/octo/j18_reflections.html
(2) Cela a été décrit dans un bon article d’un autre publication de Brighton, Undercurrent #8, dans leur article « Practice and Ideology in the Direct Action Movement ». Disponible sur leur site : http://www.snpc.co.uk/undercurrent/
(3) NDT : Le texte de Curtis Price, « *Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis* » est désormais disponible sous forme de brochure éditée en février 2001 par *Échanges et mouvement*. Kolinko (Kollectiv in kommunistischer Bewegung — c/o Archiv Am Förderturm 27 — 46049 Oberhausen — Allemagne) est un groupe allemand qui a lancé une étude sur les centres d’appel téléphoniques en rédigeant un questionnaire envoyé aux employés de ces entreprises. L’article cité de Loren Goldner date de 1981 et a été remanié en 1999, on peut le trouver sur son site, placé en lien à celui de *Collective Action Notes* (http://www.geocities.com/CapitolHill/Lobby/2379).

Nous n’avons pas traduit les notes 3 à 5. La note (3) concerne Curtis Price, la note (4) parle de la question de penser la « totalité » et la note (5) est une citation de la préface de la première édition texte de Dauvé, «Eclipse et ré-émergence du mouvement communiste ». Par ailleurs, nous n’ignorons pas la polémique sur Dauvé à propos de la question du révisionisme, ce qui ne nous a pas empêché de traduire le présent texte qui se réfère aux positions de cet auteur issu de l’ultra-gauche à propos de l’IS [positions que nous ne partageons d’ailleurs pas]. On retrouvera l’article de Kellstadt en anglais avec les notes sur http://www.infoshop.org/rants/antiactivism.html

[Cette réponse, traduit de l’anglais pour cette brochure par S., a été publiée le 18 janvier 2001 sur le site anarchiste infoshop.org]



LE MILITANTISME
STADE SUPREME DE L'ALIENATION

A la suite du mouvement des occupations de mai 68 on a vu se développer à la gauche du Parti Communiste et de la C.G.T un ensemble de petites organisations qui se réclament du trotskisme, du maoïsme et de l'anarchisme. Malgré le faible pourcentage de travailleurs qui ont rejoint leurs rang, elles prétendent disputer aux organisations traditionnelles le contrôle de la classe ouvrière dont elles se proclament l'avant - garde.

Le ridicule de leurs prétentions peut faire rire, mais en rire ne suffit pas. Il faut aller plus loin, comprendre pourquoi le monde moderne produit ces bureaucrates extrémistes, et déchirer le voile de leurs idéologies pour découvrir leur rôle historique véritable. Les révolutionnaires doivent se démarquer le plus possible des organisations gauchistes et montrer que loin de menacer l'ordre du vieux monde l'action de ces groupes ne peut entraîner au mieux que son reconditionnement. Commencer à les critiquer, c'est préparer le terrain au mouvement révolutionnaire qui devra les liquider sous peine d'être liquidé par eux.

La première tentation qui vient à l'esprit est de s'attaquer à leurs idéologies, d'en montrer l'archaïsme ou l'exotisme (de Lénine à Mao) et de mettre en lumière le mépris des masses qui se cache sous leur démagogie. Mais cela deviendrait vite fastidieux si l'on considère qu'il existe une multitude d'organisations et de tendances et qu'elles tiennent toutes à bien affirmer leur petite originalité idéologique. D'autre part cela revient à se placer sur leur terrain. Plus qu'à leurs idées il convient de s'en prendre à l'activité qu'ils déploient au " service de leurs idées " : le MILITANTISME.

Si nous nous en prenons globalement au militantisme ce n'est pas parce que nous nions les différences qui existent entre l'activité des diverses organisations. Mais nous pensons que malgré et même justement à cause de leur importante ces différences ne peuvent bien s'expliquer que si on prend le militantisme à la racine.

Les diverses façons de militer ne sont que des réponses divergentes à une même contradiction fondamentale dont aucune ne détient la solution.

En prenant parti de fonder notre critique sur l'activité du militant nous ne sous estimons pas l'importance du rôle des idées dans le militantisme. Simplement à partir du moment où ces idées sont mises en avant sans êtres reliées à l'activité il importe de savoir ce qu'elles cachent. Nous montrerons le hiatus qu'il y a entre les deux, nous relierons les idées à l'activité et dévoilerons l'impact de l'activité sur les idées : chercher derrière le mensonge la réalité du menteur pour comprendre la réalité du mensonge.

Si la critique et la condamnation du militantisme est une tâche indispensable pour la théorie révolutionnaire, elle ne peut être faite que du "point de vue " de la révolution. Les idéologues bourgeois peuvent traiter les militants de voyous dangereux, d'idéalistes manipulés, leur conseiller d'occuper leur temps à travailler ou à le passer au Club Méditerranée ; ils ne peuvent pas s'attaquer au militantisme en profondeur car cela revient à mettre en lumière la misère de toutes activités que permet la société moderne. Nous ne cachons pas notre parti pris, notre critique ne sera pas " objective et valable de tous les points de vue ".

Cette critique du militantisme est inséparable de la construction des organisations révolutionnaires, non seulement parce que les organisations de militants devront être combattues sans relâche, mais aussi parce que la lutte contre la tendance au militantisme devra être menée au sein même des organisations, révolutionnaires. Cela sans doute parce que ces organisations, tout au moins au départ, risquent d'être composées pour une part non négligeable d'anciens militants " repentis ", mais aussi parce que le militantisme se base sur l'aliénation de chacun d'entre nous. L'aliénation ne s'élimine pas d'un coup de baguette magique et le militantisme est le piège particulier que le vieux monde tend aux révolutionnaires.

Ce que nous disons des militants est dur et sans appel. Nous ne sommes prêts effectivement à aucun compromis avec eux, ce ne sont pas des révolutionnaires qui se trompent ou des semi - révolutionnaires, mais des gens qui restent en deçà de la révolution. Mais cela ne veut nullement dire que 1° nous nous mettons en dehors de cette critique, si nous tenons à être clairs et nets, c'est d'abord à l'égard de nous même, et que 2° nous condamnons le militant en tant qu'individus et faisons de cette condamnation une affaire de morale. Il ne s'agit pas de retomber dans la séparation des bons et des méchants. Nous ne sous estimons pas la tentation du : " plus je gueule contre les militants, plus je prouve que je n'en suis pas et plus je me mets à l'abri de la critique ! "

LE MASOCHISME

Faisons l'effort de surmonter l'ennui que secrète naturellement les militants. Ne nous contentons pas de déchiffrer la phraséologie de leurs tracts et de leurs discours. Interrogeons - les sur les raisons qui les ont poussés, eux, personnellement, à militer. Il y n'a pas de question qui puisse embarrasser plus un militant. Au pire ils vont partir dans des baratins interminables sur l'horreur du capitalisme, la misère des enfants du tiers monde, les bombes à fragmentation, la hausse des prix, la répression....Au mieux ils vont expliquer que ayant pris conscience - ils tiennent beaucoup à cette fameuse " prise de conscience " - de la véritable nature du capitalisme ils ont décidé de lutter pour un monde meilleur, pour le socialisme (le vrai pas l'autre). Enthousiasmés par ces perspectives exaltantes ils n'ont pas résister au désir de se jeter sur la manivelle de la ronéo la plus proche. Essayons d'approfondir la question et portons nos regards non plus sur ce qu'ils disent mais sur ce qu'ils vivent.

Il y a une énorme contradiction entre ce qu’ils prétendent désirer et la misère et l’inefficacité de ce qu’ils font.

L’effort auquel ils s’astreignent et la dose d’ennui qu’ils sont capables de supporter ne peuvent laisser aucun doute : ces gens là sont d’abord des masochistes. Non seulement au vu de leur activité on ne peut croire qu’ils puissent désirer sincèrement une vie meilleure, mais encore leur masochisme ne manifeste aucune originalité. Si certains pervers mettent en œuvre une imagination qui ignore la pauvreté des règles du vieux monde, ce n’est pas le cas des militants ! Ils acceptent au sein de leur organisation la hiérarchie et les petits chefs dont ils prétendent vouloir débarrasser la société, et l’énergie qu’ils dépensent se moule spontanément dans la forme du travail . Car le militant fait partie de cette sorte de gens à qui 8 ou 9 heures d’abrutissement quotidien ne suffisent pas.

Lorsque les militants tentent de se justifier ils n’arrivent qu’à étaler leur manque d’imagination. Ils ne peuvent concevoir autre chose, une autre forme d’activité que ce qui existe actuellement. Pour eux, la division entre le sérieux et l’amusant, les moyens et les buts n’est pas liée à une époque déterminée. Ces catégories sont éternelles et indépassables : on ne pourra être heureux plus tard que si on se sacrifie maintenant. Le sacrifice sans récompense de millions de militants ouvriers, des générations de l’époque stalinienne ne fait rien bouger dans leurs petites têtes. Ils ne voient pas que les moyens déterminent les fins et qu’en acceptant de se sacrifier aujourd’hui ils préparent les sacrifices de demain.

On ne peut qu’être frappé par les innombrables ressemblances qui rapprochent militantisme et activité religieuse. On retrouve les mêmes attitudes psychologiques : esprit de sacrifice, mais aussi intransigeance, volonté de convertir, esprit de soumission. Ces ressemblances s’étendent au domaine des rites et des cérémonies : prêches sur le chômage, processions pour le Vietnam, références aux textes sacrés du marxisme - léninisme, culte des emblèmes (drapeaux rouges). Les églises politiques n’ont - elles pas aussi leurs prophètes, leurs grands prêtres, leurs convertis, leurs hérésies, leurs schismes, leurs pratiquants - militants et leurs non - pratiquants - sympathisants ! Mais le militantisme révolutionnaire n’est qu’une parodie de la religion. La richesse, la démence, la démesure des projets religieux lui échappent ; il aspire au sérieux, il veut être raisonnable, il croit pouvoir gagner en échange un paradis ici - bas. Cela ne lui est même pas donné. Jésus Christ ressuscite et monte au ciel Lénine pourrit sur la Place Rouge.

Si le militant peut être assimilé au croyant en ce qui concerne la candeur de ses illusions il convient de le considérer tout autrement en ce qui concerne son attitude réelle. Le sacrifice de la carmélite qui s’emprisonne pour prier pour le salut des âmes a des répercussions très limitées sur la réalité sociale. IL en va tout autrement pour le militant. Son sacrifice risque d’avoir des conséquences fâcheuses pour l’ensemble de la société.

LE DESIR DE LA PROMOTION

Le militant parle beaucoup des masses. Son action est centrée sur elles. Ils s’agit de les convaincre, de leur faire " prendre conscience ". Et pourtant le militant est séparé des masses et de leurs possibilités de révolte. Et cela parce qu’il est SEPARE DE SES PROPRES DESIRS.

Le militant ressent l’absurdité de l’existence que l’on nous impose. En " décidant " de militer, il tente d’apporter une solution à l’écart qui existe entre ses désirs et ce qu’il a réellement la possibilité de vivre. C’est une réaction contre la misère de sa vie. Mais il s’engage dans une voie sans issue.

Bien qu’ insatisfait, le militant reste incapable de reconnaître et d’affronter ses désirs. IL EN A HONTE. Cela l’entraîne à remplacer la promotion de ses désirs par le désir de sa promotion. Mais les sentiments de culpabilité qu’il entretient sont tels qu’il ne peut envisager une promotion hiérarchique dans le cadre du système, ou plutôt il est prêt à lutter pour une bonne place si il gagne en même temps la garantie que ce n’est pas pour son propre compte. Son militantisme lui permet de s’élever, de se mettre sur un piédestal, sans que cette promotion apparaisse aux autres et à lui - même pour ce qu’elle est. (Après tout, le pape n’est lui aussi que le serviteur des serviteurs de Dieu !

Se mettre au service de ses désirs ne revient nullement à se réfugier dans sa coquille et n’a rien à voir avec l’individualisme petit bourgeois. Tout au contraire cela ne peut passer que par la destruction de la carapace d’égoïsme dans laquelle nous enferme la société bourgeoise et le développement d’une véritable solidarité de classe. Le militant qui prétend se mettre au service du prolétariat (" les ouvriers sont nos maîtres " Geismar) ne fait que se mettre au service de l’idée qu’il a des intérêts du prolétariat. Ainsi par un paradoxe qui n’est qu’apparent, en se mettant véritablement au service de soi - même on en revient à aider véritablement les autres et cela sur une base de classe, et en se mettent au service des autres on en vient à protéger une position hiérarchique personnelle.

Militer, ce n’est pas s’accrocher à la transformation de sa vie quotidienne, ce n’est pas se révolter directement contre ce qui opprime, c’est au contraire fuir ce terrain. Or ce terrain est le seul qui soit révolutionnaire pourvu que l’on sache que notre vie de tous les jours est colonisée par le capital et régie par les lois de la production marchande. En se politisant, le militant est à la recherche d’un rôle qui le mette au - dessus des masses. Que ce " au - dessus " prenne des allures " d’avant - gardisme " ou " d’éducationnisme " ne change rien à l’affaire. Il n’est déjà plus le prolétaire qui n’a rien d’autre à perdre que ses illusions; il a un rôle à défendre. En période de révolution, quand tous les rôles craquent sous la poussée du désir de vivre sans entrave, le rôle de " révolutionnaire conscient " est celui qui survit le mieux.

En militant, il donne du poids à son existence, sa vie retrouve un sens. Mais ce sens, il ne le trouve pas en lui - même dans la réalité de sa subjectivité, mais dans la soumission à des nécessités extérieures. De même que dans le travail il est soumis à un but et à des règles qui lui échappent, il obéit en militant aux " nécessités de l'histoire. "

Evidemment , on ne peut pas mettre tous les militants sur le même plan. Tous ne sont pas atteints aussi gravement. On trouve parmi eux quelques naïfs qui, ne sachant comment utiliser leurs loisirs, poussés par la solitude et trompés par la phraséologie révolutionnaire se sont égarés ; ils saisiront le premier prétexte venu pour s'en aller. L'achat de la télévision, la rencontre de l'âme sœur, la nécessité de faire des heures supplémentaires pour payer la voiture déciment les rangs de l'armée des militants !

Les raisons qui poussent à militer ne datent pas d'aujourd'hui. En gros elles sont les mêmes pour les militants syndicalistes, catholiques et révolutionnaires. La réapparition d'un militantisme révolutionnaire de masse est liée à la crise actuelle des sociétés marchandes et au retour de la vielle taupe révolutionnaire. La possibilité d'une révolution sociale apparaît suffisamment sérieuse pour que les militants misent sur elle. Le tout est renforcé par l'écroulement des religions.

Le capitalisme n'a plus besoin des systèmes de compensation religieux. Parvenu à maturité, il n'a pas à offrir un supplément de bonheur dans l'au - delà mais tout le bonheur ici - bas, dans la consommation de ses marchandises matérielles, culturelles et spirituelles (l'angoisse métaphysique fait vendre !). Dépassées par l'histoire, les religions et leurs fidèles n'ont plus qu'à passer à l'action sociale ou au ....maoïsme.

Le militantisme gauchiste touche essentiellement des catégories sociales en voie de prolétarisation accélérée (lycéens, étudiants, enseignants, personnels socio - éducatifs....) qui n'ont pas de possibilité de lutter concrètement pour des avantages à court terme et pour lesquels devenir véritablement révolutionnaire suppose une remise en question personnelle très profonde. L'ouvrier est beaucoup moins complice de son rôle social que l'étudiant ou l'éducateur. Militer est pour ces derniers une solution de compromis qui leur permet d'épauler leur rôle sociale vacillant. Ils retrouvent dans le militantisme un importance personnelle que la dégradation de leur position sociale leur refusait. Se dire révolutionnaire, s'occuper de la transformation de l'ensemble de la société, permet de faire l'économie de la transformation de sa propre condition et de ses illusions personnelles.



Dans la classe ouvrière le syndicalisme a le quasi - monopole du militantisme, il assure au militant des satisfaction immédiates et une position dont l'avantage peut se mesurer concrètement. L'ouvrier tenté par le militantisme se tournera très probablement vers le syndicalisme. Même les comités de lutte antisyndicaux ont tendance à devenir un syndicalisme nouvelle manière. L'activité politique n'est pour les militants ouvriers que le prolongement de l'action syndicale. Le militantisme tente peu les ouvriers et notamment les jeunes ouvriers parce que ce sont les prolétaires les plus lucides en ce qui concerne la misère de leur travail en particulier et de leur vie en général. Déjà peu tentés, dans leur ensemble, par le syndicalisme, ils le sont encore moins par un gauchisme aux avantages fumeux.

Ceci dit, quand dans la tourmente révolutionnaire le règne des marchandises et de la consommation s'écoulera, le syndicalisme dont le sérieux se basait sur la revendication sera prêt pour survivre à passer au militantisme révolutionnaire. Il reprendra les mots d'ordre les plus extrémistes et sera alors beaucoup plus dangereux que les groupes gauchistes. Déjà ne voit - on pas, à la suite de mai 68, la CFDT mêler le mot d'autogestion à son charabia néo - bureaucratique !

LE TRAVAIL POLITIQUE

Le temps " libre " que lui laissent ses obligations professionnelles ou scolaires, le militant va le consacrer à ce qu'il appelle lui - même " le travail politique ". Il faut tirer et distribuer des tracts, fabriquer et coller des affiches, faire des réunions, prendre des contacts, préparer des meetings...Mais ce n'est pas telle action considérée isolement qui suffit à caractériser le travail militant. Le simple fait de composer un tract dans le but de le tirer et le distribuer ne peut être considéré en soi comme un acte militant. Si il est militant c'est parce qu'il s'insère dans une activité qui a une logique particulière.

C'est parce que l'activité du militant n'est pas le prolongement de ses désirs, c'est parce qu'elle obéit à une logique qui lui est extérieure, qu'elle se rapproche du travail. De même que le travailleur ne travaille pas pour lui, le militant ne milite pas pour lui. Le résultat de son action ne peut donc pas être mesuré au plaisir qu'il retire. Il va donc l'être suivant le nombre d'heures dépensées, le nombre de tracts distribués. La répétition, la routine dominent l'activité du militant. La séparation entre exécution et décision renforce le côté fonctionnaire du militant.

Mais si le militantisme se rapproche du travail il ne peut pas lui être assimilé. Le travail est l'activité sur laquelle se fonde le monde dominant, il produit et reproduit le capital et les rapports de production capitalistes ; le militantisme lui n'est qu'une activité mineure. Si le résultat du travail et son efficacité, par définition, ne se mesurent pas à la satisfaction du travailleur ils ont l'avantage d'être mesurables économiquement. La production marchande, par le biais de la monnaie et du profit crée ses étalons et ses instruments de mesure. Elle a sa logique et sa rationalité qu'elle impose au producteur et au consommateur. Au contraire, l 'efficacité du militantisme, " l'avancée de la révolution ", n'ont pas encore trouvé leurs instruments de mesure. Leur contrôle échappe aux militants et à leurs

dirigeants. Dans l’hypothèse, évidemment, où ces derniers se soucient encore de la révolution ! On en est donc réduit à comptabiliser le matériel produit et distribué, le recrutement, les actions menées ; ce qui évidemment ne mesure jamais ce que l’on prétend mesurer. Tout naturellement on en vient à considérer que ce qui est mesurable est une fin en soi. Imaginez le capitaliste qui ne trouvant pas de moyen d’évaluer la valeur de sa production déciderait de se rabattre sur la mesure des quantités d’huile consommées par des machines. Très consciencieux, les ouvriers videraient de l’huile dans le caniveau pour faire progresser .... la production. Incapable de poursuivre le but proclamé, le militantisme ne fait que signer le travail.

S’appliquant consciencieusement à imiter le travail, les militants sont fort mal placés pour comprendre les perspectives ouvertes d’un côté par le mépris de plus en plus répandu à l’égard de toutes les contraintes et de l’autre par les progrès du savoir et de la technique. Les plus intelligents d’entre eux se rangent aux côtés des idéologues de la bourgeoisie moderniste, pour demander que l’on réduise les horaires ou que l’on humanise la répugnante activité. Que ce soit au nom du capital ou de la révolution , tous ces gens - là se montrent incapables de voir au - delà de la séparation entre temps de travail et temps de loisirs, entre activité consacrée à la production et activité consacrée à la consommation.

Si nous sommes obligés de travailler, la cause n’est pas naturelle, elle est sociale. Travail et société de classe vont de pair. Le maître veut voir l’esclave produire parce que seul ce qui est produit est appropriable. La joie, le plaisir que l’on trouve dans une activité quelconque, cela ne peut être capitalisé, accumulé, traduit en argent par le capitaliste, alors il s’en fout. Lorsque nous travaillons nous sommes entièrement soumis à une autorité, à une loi extérieure, notre seule raison d’être c’est ce que nous produisons. Toute usine est un racket, où l’on pompe notre sueur et notre vie pour les transformer en marchandises.

Le temps passé à travailler est un temps où nous devons non pas satisfaire directement nos désirs mais sacrifier en attendant cette réparation ultérieure qu’est le salaire. C’est exactement le contraire du jeu, où le déroulement et le rythme de ce qu’on fait a pour maître le plaisir que l’on y prend. Le prolétariat en s’émancipant abolira le travail. La production des denrées nécessaires à notre survie biologique ne sera plus alors que le prétexte à la libération de nos passions.

LA REUNIONITE

Une caractéristique significative du militantisme est le temps passée en réunions. Laissons de côté les débats consacrés à la grande stratégie : où en sont nos camarades de Bolivie, à quand la prochaine crise économique mondiale, la construction du parti révolutionnaire avance - t - elle ...

Contentons nous de nous pencher sur les réunions concernant le " travail quotidien ". C’est peut - être là que s’étale le mieux la misère du militantisme. A part quelques cas désespérés,

les militants eux - mêmes se plaignent du nombre de ces " réunions qui n’avancent pas ". Même si les militants aiment se réchauffer entre eux ils ne peuvent pas ne pas souffrir de la contradiction évidente entre d’une part leur volonté d’agir et d’autre part le temps perdu en de vaines discussions, en des débats sans issue. Ils sont condamnés à rester dans une impasse car ils s’en prennent à la " réunionnite " sans voir que c’est tout le militantisme qui est en cause. La seule façon d’éliminer la réunionnite revient à fuir dans un activisme de moins en moins en prise sur la réalité.

QUE FAIRE ? COMMENT S’ORGANISER ? Voilà les questions qui sous tendent et provoquent les réunions. Or ces questions ne peuvent jamais, être réglées, leur solution n’avance jamais, parce que lorsque les militants se les posent, ils se les posent comme séparées de leur vie. La réponse n’est pas un rendez - vous parce que la question n’est pas posée par celui qui possède la solution concrète. On peut se réunir pendant des heures, se triturer le cerveau, cela ne fera pas surgir le support pratique qui manque aux idées. Alors que les questions sont des bagatelles pour le prolétariat révolutionnaire, parce que pour lui les problèmes de l’action et de l’organisation se posent concrètement, font partie de sa lutte, ils deviennent le PROBLEME pour les militants. La réunionnite est le complément nécessaire de l’activisme. En fait, le problème posé est toujours celui - là : comment fusionner avec le mouvement des masses tout en restant séparé de lui . La solution de ce dilemme est soit de fusionner réellement avec les masses en retrouvant la réalité de ses désirs et les possibilités de leur réalisation, soit de renforcer leur pouvoir en tant que militants, en se rangeant au côté du vieux monde contre le prolétariat. Les grèves sauvages montrent qu’il y a des risques ! Dans ses rapports avec les masses, le militantisme reproduit ses tares internes, notamment ses tendances à la réunionnite. On rassemble des gens et on les compte. Pour certains du genre AJS (1) , se montrer et se compter devient même le summum de l’action !

Ces questions de l’action et de l’organisation, séparées déjà du mouvement réel, se trouvent mécaniquement séparées entre elles. Les diverses orientations du gauchisme concrétisent cette séparation. On trouve d’un côté avec les maos et l’ex - GP le pôle de l’action, et de l’autre avec les trotskistes et la Ligue Communiste le pôle de l’organisation. On fétichise soit l’action, soit l’organisation pour sortir de l’impasse où en se séparant des masses le militantisme s’est plongé. Chacun protège sa crétinerie particulière en se gaussant de l’orientation des groupes concurrents.

LA BUREAUCRATIE

Les organisations de militants sont toutes hiérarchisées. Certaines organisations non seulement ne s’en cachent pas mais auraient même plutôt tendance à s’en vanter. D’autres se contentent d’en parler le moins possible. Enfin certains petits groupes essaient de le nier.

De même qu’elles reproduisent ou plutôt singent le travail les organisations militantes ont besoins de " patrons ". Ne pouvant bâtir leur union à partir de leurs problèmes concrets,

les militants sont naturellement portés à considérer que l'unification des décisions ne peut découler que de l'existence d'une direction. Ils n'imaginent pas que la vérité commune puisse jaillir des volontés particulières de sortir de la merde, elle doit être balancée et imposée du haut. Ils se représentent donc nécessairement la révolution comme un choc entre deux appareils d'état hiérarchisés, l'un étant bourgeois, l'autre prolétarien.

Ils ne savent rien de la bureaucratie, de son autonomie et de la façon dont elle résoud ses contradictions internes. Le militants de base croit naïvement que les conflits entre dirigeants se réduisent à des conflits d'idées et que là, où on lui dit qu'il y a unité il y a effectivement unité. Sa grande fierté est d'avoir su discerner l'organisation ou la tendance pourvu de LA bonne direction. En adhérant à telle ou telle chapelle il adopte un système d'idées comme on enfile un costume. N'en ayant vérifié aucune base il sera prêt à en défendre toutes les conséquences et à répondre à toutes les objections avec un dogmatisme incroyable. A une époque où les curés sont déchirés par les crises spirituelles, le militant conserve la foi.

Forcé de tenir compte du mépris de plus en plus répandu à l'égard de toute forme d'autorité le militantisme a produit des rejetons d'un type nouveau. Certaines organisations prétendent qu'elles n'en sont pas et surtout dissimulent leur direction. Les bureaucrates se cachent pour mieux pouvoir tirer les ficelles.

Certaines organisations traditionnelles essaient de mettre en place des formes d'organisation parallèles permanentes ou pas. Elles espèrent, au nom de " l'autonomie prolétarienne ", récupérer ou tout au moins influencer des gens qui leur auraient autrement échappé. On peut citer le Secours Rouge, l' O.J.T.R. et les Assemblées Ouvriers Paysans du PSU...De même, certains journaux indépendants ou satellites d'organisations prétendent n'exprimer que le point de vue des masses révolutionnaires ou de groupes autonomes de la base. Mentionnons les " Cahiers de Mai ", "Le technique en Lutte " , "L'outil des travailleurs "...Là où on refuse de poser clairement et les questions d'organisation et les questions de théorie sous le prétexte que l'heure de la construction du parti révolutionnaire n'est pas encore venue ou au nom d'un spontanéisme de pacotille (nous ne sommes pas une organisation, mais un rassemblement de braves mecs, une communauté " etc.) , on peut être sûr qu'il y a de la bureaucratie et même souvent du maoïsme. L'avantage du trotskisme, c'est que son fétichisme de l'organisation le contraint à afficher la couleur ; il récupère en le disant. L'avantage du maoïsme (nous ne parlons pas de maoïsme pur et archéo - stalinien du genre Humanité Rouge) c'est qu'il crée les conditions de son propre débordement ; à force de jouer les équilibristes de la récupération il va se casser la gueule.

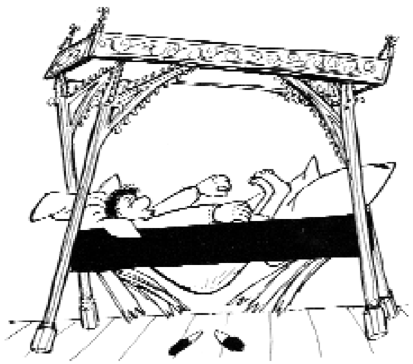
OBJECTIVITE ET SUBJECTIVITE

Les systèmes d'idées adoptés par les militants varient suivant les organisations, mais ils sont tous minés par la nécessité de masquer la nature de l'activité qu'il cachent et la séparation des masses. Aussi retrouve - t - on toujours au cœur des idéologies militantes la séparation entre objectivité et subjectivité conçue de façon mécanique et ahistorique.

Le militant qui se dévoue au service du peuple, même si il ne nie pas que son activité a des motivations subjectives, refuse de leur accorder de l'importance. De toute façon ce qui est subjectif doit être éliminé au profit de ce qui est objectif. Le militant refusant d'être mu par ses désirs en est réduit à invoquer les nécessités historiques considérées comme extérieures au monde des désirs. Grâce au " socialisme scientifique ", forme figée d'un marxisme dégénéré, il croit pouvoir découvrir le sens de l'histoire et s'y adapter.

Il se grise avec des concepts dont la signification lui échappe : forces productives, rapports de production, loi de la valeur, dictature du prolétariat etc. Tout cela lui permet de se rassurer sur le sérieux de son agitation. Se mettant en dehors de " sa critique " du monde, il se condamne à ne rien comprendre à la marche de celui -ci.

La passion qu'il n'arrive pas à mettre dans sa vie quotidienne, il la reporte dans sa participation imaginaire au " spectacle révolutionnaire mondial ". La terre est ravalée au rang d'un théâtre de polichinelle où s'affrontent bons et méchants, impérialistes et anti - impérialistes. Il compense la médiocrité de son existence en s'identifiant aux stars de ce cirque planétaire. Le comble du ridicule a certainement été atteint avec le culte du " CHE ". Economiste délirant, piteux stratège, mais beau gosse, Guévara aura eu au moins la consolation de voir ses talents hollywoodiens récompensés. Un record dans la vente des posters.



Qu'est - ce que la subjectivité, sinon le résidu de l'objectivité, ce qu'une société fondée sur la reproduction marchande ne peut intégrer ? La subjectivité de l'artiste s'objective dans l'œuvre d'art. Pour le travailleur séparé des moyens de production et de l'organisation de sa propre production, la subjectivité reste à l'état de manies, de fantasme...Ce qui s'objective le fait par la grâce du capital, et devient lui même capital. L'activité révolutionnaire comme le monde qu'elle préfigure dépasse la séparation entre objectivité et subjectivité. Elle objective la subjectivité et investit subjectivement le monde objectif. La révolution prolétarienne c'est l'irruption de la subjectivité !

Il ne s'agit pas de retomber dans le mythe d'une " vraie nature humaine ", de l' " essence éternelle " de l'homme qui, réprimé par la Société, chercherait à revenir au grand jour. Mais si la forme et le but de nos désirs varient, ils ne se réduisent nullement au besoin de consommer tel ou tel produit. Déterminée historiquement par l'évolution et les nécessités de la production marchande, la subjectivité ne se pli nullement aux besoins de la consommation et de la production. Pour récupérer les désirs des consommateurs la marchandise doit s'adapter sans cesse. Mais elle reste incapable de satisfaire la volonté de

vivre en réalisant totalement et directement nos désirs. A l’avant - garde de la provocation marchande, les vitrines subissent de plus en plus souvent la critique du pavé !

Ceux qui refusent de tenir compte de la réalité de LEURS désirs au nom de la " Pensée matérialiste " risquent de ne pas voir le poids de Nos désirs leur retomber sur la gueule.

Les militants et leurs idéologues, même diplômés de l’université, sont de moins en moins aptes à comprendre leur époque et à coller à l’histoire. Incapables de sécréter une pensée un tant soit peu moderne, ils en sont réduits à aller fouiller dans les poubelles de l’histoire pour y récupérer des idéologies qui ont fait, déjà depuis un certains temps, la preuve de leur échec : anarchisme, léninisme, trotskisme....Pour rendre le tout plus digeste ils l’assaisonnent d’un peu de maoïsme ou de castrisme mal compris. Ils se réclament du mouvement ouvrier mais confondent son histoire avec la construction d’un capitalisme d’état en Russie ou l’épopée bureaucratique - paysanne de " la longue marche " en Chine. Ils se prétendent marxistes, mais ne comprennent pas que le projet marxiste d’abolition du salariat, de la production marchande et de l’état, est indissociable de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Les penseurs " marxistes" sont de plus en plus incapables de reprendre l’analyse des contradictions fondamentales du capitalisme qu’avait inaugurée Marx . Ils vont s’engluer sur le terrain de l’économie politique bourgeoise, tout en rabâchant des bêtises sur la loi de la valeur travail, la baisse tendancielle du taux de profit, la réalisation de la plus - value. Malgré leurs prétentions, ils ne comprennent rien à la marche du capitalisme moderne. Se croyant obligés d’utiliser un vocabulaire marxiste, dont ils ne connaissent pas le mode d’emploi, ils se coupent des quelques possibilités d’analyse qui restent à l’économie politique. Leurs " recherches " ne valent pas celles du premier disciple de Keynes venu..

MILITANTS ET CONSEILS OUVRIERS

Les organisation militantes s’autonomisent au - dessus des masses qu’elles ont la prétention de représenter. Elles sont naturellement amenées à considérer que ce n’est pas la classe ouvrière qui fait la révolution mais " les organisations de la classe ouvrière ". Il convient donc de renforcer ces dernières. Le prolétariat devient à la limite une matière brute , du fumier sur lequel va pouvoir s’épanouir cette rose rouge qu’est le Parti Révolutionnaire. Les nécessités de la récupération exigent qu’on ne parle pas trop de ça à l’extérieur ; c’est là que commence la démagogie.

L’autonomie des buts des organisations militantes doit - être dissimulée. L’idéologie sert à ça. L’on proclame bien haut que l’on est au service du peuple, que l’on n’agit pas pour son bien propre et que si jamais pendant un court moment on est obligé de prendre le pouvoir on n’en abusera pas. Une fois que la classe ouvrière aura été bien éduquée on se dépêchera de lui rendre.

L’histoire des conseils ouvriers montre que systématiquement les organisations dites ouvrières ont cherché à jouer leur propre jeu et tirer les marrons du feu ; cela pour les meilleurs motifs évidemment. Pour assurer leur pouvoir, elles ont cherché à limiter, à récupérer et a détruire les formes d’organisation que le prolétariat s’était données : soviets territoriaux, comités d’usine.

Les soviets russes ont été magouillés, puis liquidés par le parti et l’état bolchevique. En 1905 Lénine ne leur accorde pas d’importance. En 1917, au contraire, on proclame : " tout le pouvoir au soviets". En 1921 les soviets qui ont servi de marchepied pour prendre le pouvoir deviennent gênants ; les ouvriers et les marins de Cronstadt qui réclament des soviets libres sont écrasés par l’armée rouge.

En Allemagne, le gouvernement social - démocrate des " commissaires du peuple " se charge de liquider les conseils ouvriers au nom de la révolution.

En Espagne, de nouveau les communistes s’occupent de faire disparaître les formes de pouvoir populaire. Cela devait permettre de mieux développer la lutte contre le fascisme ! Ce n’est pas la peine d’accumuler les exemples. Toutes les expériences historiques ont confirmé l’antagonisme qui oppose prolétariat révolutionnaire et organisation militante. L’idéologie la plus extrémiste peut cacher la position la plus contre - révolutionnaire. Si certaines organisations ont pu cependant se battre à coté du prolétariat jusqu'à la défaite commune comme la Ligue Spartacus et la CNT - FAI anarcho-syndicaliste, rien ne prouve que ces organisations n’aurait pas commencé à lutter pour leur propre pouvoir une fois l’adversaire vaincu.

Les militant pour s’être cloîtrés en politique n’en restent pas moins des individus sociaux, soumis à l’influence de leur milieu. Lorsque ça chauffe, beaucoup peuvent passer dans le camp de la révolution. On a bien vu des délégués syndicaux prendre la tête de séquestrations ! Mais la désertion massive des militants sera d’autant plus probable que les conseils et les révolutionnaires conseillistes seront plus forts. Le mouvement peut être aidé dans ses succès par le renfort de nombreux militants, mais en cas d’erreurs ou de flottements le balancier jouera dans l’autre sens. Les organisations militantes seront renforcées par l’apport de prolétaires cherchant à se rassurer.

La liquidation des conseils ouvriers a été rendu possible par leur faiblesse, leur incapacité de faire appliquer en leur sein les règles de la démocratie directe et à prendre effectivement tout le pouvoir en écrasant tous les pouvoirs qui leur étaient extérieurs. Les organisations militantes ne sont en fait que la propre faiblesse extériorisée du prolétariat qui se retourne contre lui.

Les travailleurs feront de nouveau des erreurs. Ils ne trouveront pas immédiatement la forme adéquate de leur pouvoir. Moins les masses auront d’illusions sur le militantisme, plus le pouvoir des conseils aura de chance de se développer. Discréditer et ridiculiser les

militants, voilà la tâche qui revient dès maintenant aux révolutionnaires. Cette tâche sera parachevée par la critique en acte que constituera la naissance d'organisations conseillistes. Ces organisations sauront très bien se passer d'une direction et d'un appareil bureaucratique. Produit de la solidarité de travailleurs combatifs, elles seront de libres associations d'individus autonomes. Elles montreront par leurs idées, mais surtout par leur comportement dans les luttes, qu'elles ne risquent jamais de poursuivre des intérêts distincts de ceux de l'ensemble du prolétariat.

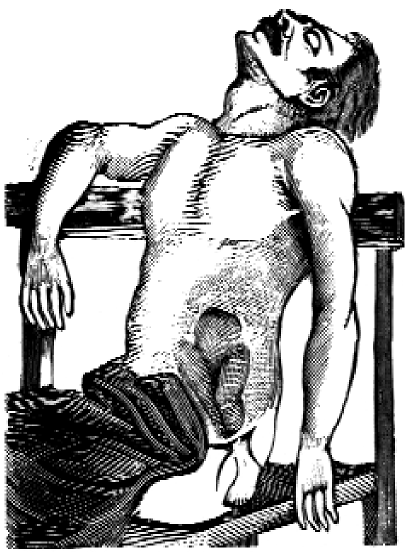
Le développement du capitalisme moderne qui se traduit par l'occupation de tout l'espace social par les marchandises, par la généralisation du travail salarié, mais aussi par la dégradation des valeurs morales, le mépris du travail et des idéologies, augmentera la violence du choc. Les prolétaires iront beaucoup plus vite et beaucoup plus loin que par le passé. Si des organisations de militants ont pu jadis jouer un rôle révolutionnaire pendant un certains temps, cela ne sera plus possible. Ces organisations ne pourront être rapidement que de plus en plus contre - révolutionnaires lors des prochaines grandes batailles de la lutte.

Organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires (1972)

Notes :

(1) Alliances des Jeunes pour le Socialisme :organisation de jeunesse des trotskistes lambertistes de l'époque (Note de l'Editeur).

[Ce texte, sorti à l'époque en brochure, est à nouveau disponible. On peut le trouver sur un site qui met en ligne de nombreux textes de l'ultra-gauche : http://www.cite-web/adel/]



On entend souvent, tant du côté des partisans de la réforme du capitalisme que dans la bouche de celles et ceux tentent de l'analyser pour mieux le détruire, que l'Etat voit sont rôle diminer dans l'économie au profit des multinationales. L'article ci-dessous montre au contraire qu'il ne peut être réduit au rôle de simple garant de la production à travers le maintien armé de la paix sociale mais, au contraire, qu'il est indissociable du capital.

L'hydre à deux têtes

Ils sont nombreux, parmi les démocrates radicaux et le « peuple de gauche », ceux qui attribuent à l'Etat un rôle purement décoratif dans les décisions prises sur nos têtes. On définit, en somme, une hiérarchie mondiale dont le sommet est représenté par les grandes puissances financières et les multinationales, et dont la base est constituée par les Etats nationaux ; ceux-ci deviendraient de plus en plus des valets, simples exécutants de décisions sans appel.

Tout cela conduit à une illusion qui est déjà porteuse des pires conséquences. Nombreux, en effet, sont ceux qui essaient d'imposer un tournant réformiste et en quelque sorte nostalgique aux luttent qui se développent un peu partout contre les aspects particuliers de la « mondialisation » : la défense du « bon » vieux capitalisme national et parallèlement celle du vieux modèle d'intervention de l'Etat dans l'économie. Personne ne remarque, pourtant, que les théories ultra-libérales à la mode ces temps-ci et celles keynésiennes, à la mode il y a quelques années encore, proposent simplement deux formes différentes d'exploitation.

Certes, on ne peut pas nier, en l'état actuel des choses, que toute notre vie soit déterminée en fonction des nécessités économiques globales, mais cela ne signifie nullement que la politique ait perdu sa nocivité. Penser l'Etat comme une entité désormais fictive, ou exclusivement comme le régulateur des conflits sociaux (magistrature et police, pour ainsi dire), c'est limitatif. L'Etat, au sein des capitalistes, est celui qui assure des fonctions vitales pour tous les autres. Néanmoins, sa bureaucratie, liée mais subordonnée aux cadres des entreprises, tend avant tout à reproduire son propre pouvoir.

L'Etat, en préparant le terrain au capital, se développe lui-même. Ce sont les structures étatiques qui permettent l'abattement progressif des barrières du temps et de l'espace — condition essentielle pour la nouvelle forme de domination capitaliste —, en fournissant les territoires, les fonds et la recherche. La possibilité de faire circuler toujours plus rapidement les marchandises, par exemple, est garantie par les autoroutes, les voies aériennes et maritimes, le réseau du TGV : sans ces structures, organisées par les Etats, la « mondialisation » ne serait même pas concevable. De la même manière, les réseaux informa-

tiques ne sont rien d'autre qu'un emploi différent des vieux câbles téléphoniques : toute innovation dans ce secteur (communication satellitaire, fibres optiques, etc.) est assurée, encore une fois, par les appareils étatiques. C'est de cette façon, donc, que l'autre nécessité de l'économie planétarisée (la circulation des données et des capitaux en quelques instants) est satisfaite. Même du point de vue de la recherche et des avancées technologiques, les Etats jouent un rôle central. Du nucléaire à la cybernétique, des études sur les nouveaux matériaux au génie génétique, de l'électronique aux télécommunications, le développement de la puissance technique est lié à la fusion des appareils industriel, scientifique et militaire.

Comme tout le monde le sait, le capital de temps en temps a besoin de se restructurer, c'est-à-dire de changer les implantations, les rythmes, les qualifications et donc les rapports entre les travailleurs. Souvent ces changements sont tellement radicaux (licenciements de masse, cadences infernales, réduction brutale des garanties, etc.) qu'ils mettent en crise la stabilité sociale, au point de rendre nécessaires des interventions de type politique. Parfois les tensions sociales sont tellement fortes, la police syndicale si impuissante et les restructurations si urgentes, que les Etats ne trouvent pas d'autres solutions que la guerre.

A travers cette voie, non seulement on détourne la rage sociale vers de faux ennemis (les Autres au sens ethnique ou religieux, par exemple), mais on relance l'économie : la militarisation du travail, les commissions d'armements et la baisse des salaires font rentabiliser au maximum les restes du vieux système industriel, tandis que les destructions généralisées cèdent leur place à un appareil productif plus moderne et aux investissements étrangers. Pour les indésirables — les exploités inquiets et en surnombre — l'intervention sociale devient plus expéditive : l'extermination.

L'une des caractéristiques de cette époque est le flux de plus en plus massif de migrants vers les métropoles occidentales. Les politiques de l'immigration — l'alternance d'ouverture et de fermeture des frontières — ne sont pas déterminées par le degré de sensibilité des gouvernants, mais elles découlent des tentatives de faire face à une situation toujours plus difficile à gérer, et d'en tirer profit. D'une part, ce n'est pas possible de fermer hermétiquement les frontières, d'autre part un petit pourcentage d'immigrés est utile — surtout si clandestins et donc corvéables à merci — puisqu'il représente une bonne réserve de force de travail à bas prix. Mais la clandestinité de masse provoque des conflits sociaux difficilement contrôlables. Les gouvernements doivent naviguer entre ces nécessités, le bon fonctionnement de la machine économique en dépend.

Tout comme le marché mondial unifie les conditions d'exploitation sans pour autant éliminer la concurrence entre capitalistes, de même il existe une *puissance pluriétatique* qui coordonne les projets de domination sans effacer la compétition politique et militaire entre les différents gouvernements. Les accords économiques et financiers, les lois sur la flexibilité du travail, le rôle des syndicats, la coordination des armées et des polices, la gestion écologique des nuisances, la répression de la dissidence — tout cela est défini au niveau international. La mise en pratique de ces décisions revient néanmoins à chaque Etat, qui doit se

révéler à la hauteur. Le corps de cette Hydre sont les structures technobureaucratiques. Non seulement les exigences du marché se fondent avec celles du contrôle social, mais elles utilisent les mêmes réseaux. Par exemple, les systèmes bancaire, médical, policier et d'assurance s'échangent continuellement leurs données. L'omniprésence des cartes magnétiques réalise un fichage généralisé des goûts, des achats, des déplacements, des habitudes. Tout cela sous les yeux des caméras de surveillance toujours plus diffuses, et parmi des téléphones portables qui assurent la version virtuelle et elle-même *fichée* d'une communication sociale qui n'est plus.

Néolibéralisme ou pas, l'intervention de l'Etat sur le territoire et dans nos vies est chaque jour plus totalitaire, sans pour autant être séparée de l'ensemble des structures de production, distribution et reproduction du capital. La hiérarchie présumée entre le pouvoir des multinationales et celui des Etats, de fait, n'existe pas, car ils opèrent en symbiose mutuelle pour cette puissance inorganique qui est en train de mener une seule guerre : celle contre l'autonomie des hommes et la vie de la Terre.

[Texte extrait de la revue *Les Indésirables*, numéro unique, février 2000, pp. 5-7. A commander à *Sans Patrie*.]



Troisième partie

C'est arrivé près d'chez nous

Cette dernière partie porte plus spécifiquement sur les aspects français du débat. On trouvera donc deux articles, l'un à propos du *Monde Diplomatique* et le second à propos de José Bové et de la messe dont il fut le grand prêtre à Millau. Mais, plus généralement, c'est la question du « citoyennisme » qui est au cœur de la contestation factice de l' « antimondialisation » en france.

Ce mouvement qui pose comme sujet central « le citoyen » en lieu et place de l' « ouvrier » (nous ne regrettons pas cette perte), qui remplace à la suite l'adjectif « social » par celui de « citoyen » émerge dans les années 80 avec l'apparition de SOS-Racisme — créé par l'Etat — venu saborder un mouvement autonome de banlieue, puis avec des associations comme Droit au Logement (DAL) ou AC! (Agir ensemble contre le chômage). Ce qu'elles ont en commun, c'est de poser l'Etat en interlocuteur privilégié sur lequel faire pression, pour qu'il applique la loi ou pour qu'il crée de nouveaux droits sous la pression de ces lobbies. Le cadre posé est donc la démocratie, au sein de laquelle on ne conteste ni l'Etat ni le Capital, qui est censée permettre tout dialogue et dans laquelle il n'y a plus de classes antagonistes mais des « regroupements de citoyens » abstraits qui agissent pour le bien commun.

A notre avis, le citoyennisme vient à la fois s'engouffrer dans l'absence de lutte de classe ouvertes et plus générales (au lieu d'être sectorisées), dans la demande des « classes moyennes » d'obtenir une légitimité politique et dans l'effondrement de médiations comme celles du parti communiste ou des syndicats, qui portaient auparavant cette pratique pacifiée des conflits sociaux. Ce « mouvement citoyen », et c'est là sa nouveauté, a su également récupérer des formes de luttes plus radicales — comme les occupations, certaines atteintes aux biens, les grèves sans préavis, les blocages de sites ou d'infrastructures publiques — tout en se limitant bien sûr à du symbolique et à un arrêt immédiat en cas de dialogue avec les autorités.

Pour les contrer, il y a bien sûr le nécessaire travail de critique (les deux derniers textes de cette partie y reviennent), mais il y a aussi la pratique. Quand tout discours est neutralisé de fait, ce sont les pratiques antagonistes qui montrent les limites « des citoyens » et surtout leur rôle au service de la paix sociale et des classes moyennes propriétaires. Lorsque la Confédération Paysanne souhaite contrôler les ravages de champs de plantes transgéniques, voire même dénoncer les coupables implicitement comme à Longué, c'est l'extension de pratiques sauvages de destructions revendiquées de façon claire qui font la différence et permettent de les dépasser. Lorsque le DAL et le CDSL (Comité des sans logis) tentaient de récupérer un mouvement auto-organisé de sans-abris en les faisant entrer dans un processus de contrôle individualisé (le traitement au cas par cas), c'est l'ouverture de squats sauvages (« *on y est, on y reste !* ») qui fut tenté pour les dépasser.

A Nice ou à Prague, les « citoyens » se sont immédiatement dissociés des pratiques plus radicales d'affrontement avec les flics ou de la casse, comme ils ont invité à Porto-Alegre un ministre socialiste français en exercice et un Chevènement, ancien ministre de l'Intérieur. Mais, si leurs pratiques deviennent plus évidentes, ce n'est pas pour autant que l' « esprit citoyen » qui se traduit par une défense de la démocratie (dialogue, délégation, régulation) et la gestion de la guerre sociale, va disparaître de si tôt. C'est plutôt l'affirmation de pratiques liées aux conditions de survie de la classe des exploités, qui a bien moins à perdre que les « citoyens » et leur « mouvement social », qui non seulement posera le cadre de la lutte sur le terrain où nous vivons — celui de la guerre de classe —, mais aussi opposera fondamentalement ceux/celles qui entendent perpétuer ce monde et ceux/celles qui entendent le détruire.

Ignacio Ramonet est à la fois le directeur du *Monde Diplomatique* et l'un des initiateurs d'ATTAC.

Lettre ouverte à Mr Ramonet

Habituellement, je n'écris jamais à un journaliste. À 50 ans passés, j'ai appris depuis longtemps que la condition du journaliste était avant tout celle d'un salarié (fut-il de luxe) consentant et obéissant aux ordres d'un patron de presse tirant ses profits pour moitié des subsides accordés par les politiciens (nos maîtres) et pour l'autre du marché par l'intermédiaire de la publicité. Un journaliste n'est qu'un illusionniste appointé, chargé de transformer la vie en faits divers, l'indignation en résignation, et la vérité en silence. Non, je n'écris jamais à un journaliste, ni à un juge, ni à un flic. Mais il m'est de plus en plus pénible de supporter le spectacle d'ATTAC (cette gauche virtuelle), et les litanies pleureuses quotidiennes de votre disciple Daniel Mermet-on-n'y-peut-rien sur France Inter et surtout les multiples interventions de vos collègues du *Monde diplomatique* et d'ATTAC dans tout ce que les villes de province comptent comme soirées bourgeoises et polies, où l'on débat en de prétentieux monologues sur l'avenir du peuple ou de l'humanité, cette fange miséreuse incapable de démocratie (le chômage, le Nord-Sud, le racisme, les OGM, les banlieues...). Nous pourrions vous ignorer, vous laisser faire salon, lectures et causeries, entre vous, entre gens biens, parvenus et assis. Mais le succès médiatique aidant, le " concept " du citoyen (cet extrémiste du consensus qui n'a d'opinion ferme et précise sur rien d'essentiel et n'en tire par conséquent aucune conclusion sur quoi que ce soit qui puisse l'engager) se révélant porteur politiquement et financièrement (à propos, comment va le Diplo ?), voilà que vous venez vendre votre boniment dans la rue. Il n'y a plus de manifestation sans que l'on voit pointer un tract d'ATTAC ou une banderole glorifiant le citoyen, plus un problème social sans que l'on voit un de vos disciples ânonner vos propos sur un écran de télévision entre un écrivain d'un jour et un économiste " propre ". On vous présente comme la belle gôche, la pure, la responsable, l'honnête, celle qui parle de l'Afrique et des banlieues, qui dénonce la misère, qui fustige la corruption politique et financière... La nouvelle gôche ! Quelle tristesse, quel mensonge, quelle duperie, monsieur Ramonet !

Ah certes, vous avez du talent pour compter les cadavres, peser les fortunes, mesurer les profits, énumérer les dictateurs, estimer les morts, les mourants et les mortels. Vous et vos disciples êtes les champions de l'économie de la souffrance et de la misère. Vos livres de compte sont à jour. C'est votre première fonction. Énumérer le chaos, la douleur, l'injustice, le vol et le pillage [sic]. Faire peur ! Il faut que le message passe : Le monde est un vaste chaos cruel et sanguinaire, et l'Europe de l'Ouest est un maigre havre de paix, vert et fragile, parfois blessé mais préservé jusqu'à ce jour des pires avanies venues de ces démons éternels qui hantent la nature humaine.

Votre seconde fonction, c'est d'éviter le désordre, de contenir la révolte, de calmer les troupes. Pire encore, de policer la contestation. À grands cris de *Citoyens, aux urnes citoyens*, vous défendez tout ce qui participe au pillage de ce monde et à son aliénation.

Les élections d'abord. À chaque fois, c'est le même refrain. Face au détournement de la démocratie et des biens publics par les clans de politiciens, vous en appelez aux urnes et au contrôle citoyen. Vous rêvez même d'un contrôle citoyen de l'OMC, les volés négociant avec leurs voleurs pour que le vol soit moins cruel. Quelle foutaise ! De la démocratie plein la bouche, vous n'avez de cesse que de vanter les mérites des élections, de l'élu et de la représentativité. Comme tout bourgeois installé, vous avez peur de la colère de ceux qui triment, de ceux qui en bavent, de ceux qui paient de leur vie leur combat pour un monde sans classes.

La marchandise ensuite, pierre angulaire du système capitaliste. Avec votre taxe Tobin, Monsieur Ramonet, vous me faites penser à ces dames de charité qui, le dimanche après la messe, vont jeter du mauvais pain à leurs bons pauvres. La semaine, ces maudits pauvres travaillent dans l'usine de leur banquier de mari. La taxe Tobin, c'est ça et pire encore. Car, aussi infime que soit le taux de taxation des profits boursiers, leur coût finira toujours par être répercuté sur le citoyen consommateur... pardon... par le citoyen marchandise. Vous parlez de la mondialisation avec résignation, du profit avec résignation, de l'exploitation avec résignation. Mais dites-moi, Monsieur Ramonet, le soleil a-t-il besoin de tant de fric pour briller ?

C'est pour tout cela que je vous écris. Pour vous dire haut et fort que vous êtes, vous et vos disciples, les plus précieux alliés du capitalisme. Dénoncer l'exploitation, c'est bien. Expliquer que c'est inexorable, c'est défendre le capitalisme. Appeler aux urnes, c'est participer activement au maintien de ce système, c'est en assurer la sécurité, la pérennité. Vous n'êtes pas un progressiste, ni un contestataire, pas même un réformiste, vous êtes un serviteur du capitalisme, un illusionniste... un journaliste.

Vive la Sociale, Monsieur Ramonet, vous pourrez toujours compter nos morts !

Étienne D. - CNT/AIT

[Ce texte est paru dans *Le Combat syndicaliste* de la CNT-AIT n°63 de juillet-août 2000, puis dans *Alternative Libertaire* Belgique n°229, juin 2000, p12]

Cette lettre a été écrite par Venant Brisset, membre de la Confédération Paysanne, suite à l’incarcération de plusieurs militants de ce syndicat, dont le fameux José Bové, après le démontage d’un Mc Donald’s en août 1999.

Lettre à José Bové,

JE SUIS DE CEUX qui ont été plutôt agacés que satisfaits par le battage médiatique entretenu cet été autour de ton incarcération après le démontage du MacDo de Millau. Si la notoriété de la Confédération paysanne s'en est trouvée artificiellement grandie, en revanche la force de sa critique de l'agriculture moderne en a pâti. Les quelques lignes qui vont suivre vont indéniablement aller à l'encontre du sentiment de bon nombre de fondateurs de la Confédération paysanne pour qui l'affaire Bové aura fait croire que le moment était enfin venu de la consécration dans l'opinion publique de leur obscur travail militant ; à l'opposé, je suis, sans doute avec quelques autres, de ceux pour qui tout reste à faire pour casser la concentration de l'agriculture, l'ouvrir aux émigrés des villes, et lui faire renouer les fils du vivant.

Une chose est que le piège médiatique enrobe tout acte d'une image dont on ne peut plus se défaire; une autre est de se prêter à ce jeu de la célébrité. Pour satisfaire sa clientèle, le personnel des médias doit lui fournir la pâture qu'elle désire; tu as été, l'espace de quelques semaines, intronisé en héros paysan correspondant aux attentes de ces masses urbaines coupées de tout et désespérant d'un peu d'égard pour leur pitance; on t1a fait, avec ton concours, le chevalier de la bonne bouffe contre l'industrialisation de l'agriculture - c'est comme si la Confédération paysanne s'alignait subitement sur le poujadisme culinaire du bouffon médiatique Jean-Pierre Coffe.

Tu as cru, comme tant d'autres avant toi, utiliser les médias alors que ce sont les médias qui t'ont utilisé: comme toujours, pour mieux passer, les opposants à ta façon se rabattent sur des thèmes porteurs et soi disant réalistes qui font les délices des managers de l'information; c'est une sorte de double langage: tu sais très bien que la lutte contre la " mal bouffe " n'évoque que de très loin la nuisible concentration des moyens de production aux mains de quelques-uns - pourtant, en s'opposant à cette tendance capitaliste permanente, la Confédération paysanne avait fait mieux que du syndicalisme qui protégerait sa base sociale, elle reprenait le flambeau du programme révolutionnaire contre la dépossession des moyens d'existence. Je veux bien admettre que la construction d'un rapport de forces suppose le passage obligé par des étapes intermédiaires, encore faut-il choisir soi-même ses étapes et ne pas être de connivence pour agiter un chiffon rouge et étourdir le troupeau.

Le comble est atteint quand tu fais croire faussement à l'opinion que le conflit dans la production agricole peut déboucher à moindre frais, tout le monde étant en fait d'accord pour

préserver l'exception française de la « bonne bouffe » du coup tu fais perdre le nord à tes propres complices, qui, eux, savent qu'il n'en est rien. Tu as ainsi prétendu que " paysans et consommateurs réunissaient 120 % de la société ", y noyant les antagonismes évidents. Tu as poursuivi en tendant la main à Luc Guyau, président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, cogestionnaire de l'anéantissement de la paysannerie.

Quant aux couleurs contestatrices présentes quand même sur ta palette, elles ont suscité l'euphorie 3e gauche (ATTAC, les Verts, CFDT, SUD, etc.). Cet énième replâtrage réformiste nous joue l'air du " serrons les rangs, le pire est à venir " (la mondialisation, Seattle, etc.) comme si ce mode de vie capitalisée n'était pas déjà parvenu à des extrémités à faire vomir; et la perspective de lutte... La revendication de la taxation des capitaux (!), comme si une production marchande débarrassée comme par magie des acrobaties financières devenait le moindre mal. Est-on à ce point frappé d'impuissance qu'on ne sait plus appeler un chat un chat, et mettre en avant la possibilité d'une autre organisation sociale dont la Confédération paysanne -c'était son avantage - détenait la clé en affirmant nécessaire l'inversion de la marche de l'agriculture et la rupture d'avec la fuite en avant dans la surenchère de productivité. Les collectivités agricoles d'Aragon dans l'Espagne antifasciste de 1936 à 1938 n'ont-elles pas donné cette leçon au monde qu'une autre agriculture était même possible sans rapport d'argent ni État ?

Il y va d'une singulière hypocrisie partagée par les consommateurs, les responsables professionnels agricoles et les politiques pour croire que l'activité nourricière puisse reposer sans dommage sur aussi peu de producteurs. Comment chaque producteur peut-il gérer le vivant devenu masse (têtes de bétail, hectares) sans puiser dans l'arsenal chimique (nitrates, fongicides, antibiotiques) ?

Comment ne pourrait-il pas y avoir une alimentation aussi trafiquée puisqu'elle concerne aussi; peu les producteurs eux-mêmes : on est ainsi passé d'une situation où le paysan échangeait directement le surplus de ce qui était déjà bon pour lui-même, à cette autre démente, où l'exploitant agricole se garde bien le plus souvent de consommer ne serait-ce qu'un échantillon de cette production spécialisée destinée aux masses urbaines anonymes. Évidemment tout se conjugue pour condamner l'agriculture paysanne puisque, d'un côté, la pression du capitalisme pousse à ce que de moins en moins de producteurs prélèvent leur part sur la production tandis que de l'autre, les contraintes agricoles (régularité, durée, spécificité du vivant) vont à l'encontre de la conception moderne d'une liberté sans attache où tout est toujours possible. La recherche de temps libre et l'allégement du fardeau productif qui font que l'on se débarrasse des tâches vitales en les expédiant à toute vitesse puis en les reléguant au fin fond d'ateliers à haute productivité sont devenus frénétiques avec la fin des communautés élargies. L'agriculture paysanne avait connu son apogée avec la ferme de polyculture-élevage, synonyme de famille élargie, dont les produits ont formé la base de la gastronomie française. Il ne saurait y avoir de renouveau de l'agriculture paysanne sans casser la spécialisation des exploitations, sans renouer avec l'activité collective.

Or, dans la Confédération paysanne, la revendication d'une agriculture paysanne est source de confusion : pour certains, que j'appellerai les innovant, tirant leur épingle du jeu à partir de niches de produits à haute valeur ajoutée, elle serait généralisable dès maintenant en restant une affaire de professionnels (ce que tu avances dans ton article du Monde diplomatique sans plus de précision), tandis que pour d'autres, qui perdent pied, qui résistent ou qui n'y ont que difficilement accès, l'agriculture, pour se sauver, doit casser les grilles professionnelles conçues pour éliminer " les petits " et s'attaquer à la concentration des moyens de production, notamment la monopolisation des terres agricoles mise en œuvre par l'affectation des primes aux surfaces.

Pour en revenir à la "malbouffe" la vérité est que l'industrialisation de l'alimentation est déjà consommée et que les produits paysans n'existent plus qu'à l'état résiduel : une agriculture saine ne pourrait prendre la place de l'agriculture empoisonneuse qu'à condition qu'il y ait beaucoup de paysans. Évidemment, nourrir une population stockée majoritairement en ville et coupée de tout, paraît chose délicate et la supériorité de l'agriculture-productivité est qu'elle l'assure avec une haute productivité et sans état d'âme. On ne peut remettre en question ce monopole sur la question du ravitaillement des villes en quantité - et tout ce qui va avec : brebis laitières, et lutte pour garder le caractère paysan à une vallée menacée par un projet de chasse commerciale falsification de la nourriture à partir de cocktails toujours plus étonnants, manipulations génétiques, dénaturation des ressources en eau, etc. - que si on met en avant la possibilité que beaucoup d'individus, en rupture avec le salariat, renouent avec l'activité paysanne assurent leur auto-subsistance, dégagent des surplus de véritables produits fermiers et cassent ainsi le diktat de l'agro-alimentaire. Le développement du mouvement "Droit paysan, témoigne de la force de ce besoin social.

Il était tout à l'honneur de la Confédération paysanne d'avoir inscrit comme priorité l'installation progressive - ou dite hors la norme de la dotation jeune agriculteur (DJA) et de l'enchaînement au crédit et au gigantisme - . de paysans supplémentaires : par là, la Confédération paysanne manifestait publiquement que le monde agricole cesse de se comporter comme un ghetto professionnel et puisse renouer avec l'antique aspiration à se nourrir soi-même avant toute chose et avant les exigences du marché. On l'aura compris, la prise en otage des individus par les multinationales de l'agro-alimentaire a commencé bien avant le sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce de Seattle. En France, la politique agricole relayée par l'action sur le terrain des Safer a établi une main mise sur le foncier qui dépossède les individus d'un accès à l'auto-subsistance et à l'échange de vrais produits fermiers. La revendication d'une agriculture paysanne passe donc nécessairement par la suppression de la surface minimale d'exploitation (SMI) et le maintien de tous les équipements locaux favorisant l'échange direct (abattoirs, marchés de pays), afin que les pauvres, les volontaires, les dégoûtés puissent un peu se nourrir eux-mêmes.

Cette lettre un peu longue aura servi, j'espère, à recentrer le débat : le cours économique des choses va accentuer la diminution du nombre des vraies (?) exploitations agricoles. Si elle sait ne pas céder au chant des sirènes d'un pseudo-réalisme, la Confédération paysanne peut former le creuset le plus étonnant ou éclopés des villes et éreintés du productivisme forgeraient une autre agriculture pour une autre alimentation.

Jeudi 21 octobre 1999
Venant BRISSET

Membre de la Confédération paysanne de la Haute-Loire depuis 1995. A quitté Paris en 1976 et après des années de conflit avec le salariat, s'est installé hors norme, élève des brebis laitières, et lutte pour garder le caractère paysan à une vallée menacée par un projet de chasse commerciale.

[Cette lettre a été publiée dans *Karoshi* mural n°1 et par http://tranquillou.free.fr/]

Bové à Millau, sa tête sur un billot...

Millau — 30 juin/1er juillet 2000.

La grande foire aux gauchistes a bien eu lieu. Et sa star, José Bové, a rempli le rôle qu'on attendait de lui : le gentil syndicaliste anti-mondialisation face à une justice briefée d'avance. Il avait dès le départ mis tous les atouts de son côté. Dans Télérama, il expliquait que l'opération démontage de Mc Do s'était faite en collaboration avec les keufs (voir ci-dessous). Quelques jours avant, il posait pour la postérité à Montpellier main dans la main avec Charles Pasqua [1] tout comme il avait serré la pogne du président de l'OMC, Mike Moore, avant Seattle. Des trains spéciaux et 540 cars furent réservés d'avance par les syndicats avec tarifs préférentiels tandis que des chanteurs engagés (à défaut d'être enragés) du show-biz firent la claque pour ratisser plus large. Enfin, la chorégraphie fut parfaite lorsque Bové et ses acolytes sont arrivés au tribunal sous les clameurs de la foule dans une charrette comme on va à la guillotine. On attend encore le billot pour le bouffon.

La CNT-AIT avait lancé quelques jours avant un appel à boycott et a distribué sur place un petit questionnaire plutôt marrant (voir ci-dessous) tandis que ce procès était le rendez-vous incontournable de toutes les chapelles gauchistes sur fond de «refus de la mondialisation». Quelques copains/copines ont tenu à s'y rendre, histoire de passer le temps.

Dans une gare parisienne, première frite avec le service d'ordre syndical (en l'occurence SUD Etudiant) afin de prendre le train gratuitement. Sur place, c'est la grand'foire. Les citernes d'eau du camping situé à plusieurs km sont sponsorisées par une marque de Roquefort, les bus pour s'y rendre sont payants et irréguliers, la ville est devenue le lieu d'échange de la marchandise-Bové déclinée sous toutes ses formes : tee-shirts, bobs, affiches, bibelots divers. Certains magasins affichent un logo signalant qu'ils participent pour l'occasion à la kermesse, incitation à consommer chez eux plutôt que chez le méchant mondialiste d'à côté.

Les médias ont dépêché leurs envoyés spéciaux qui multiplient les directs tandis que quelques socialistes sont réprimandés par une petite partie de la foule. Les Verts, eux, n'ont aucun problème, pas parce que leur ministre Voynet a autorisé la culture des plantes transgéniques ou se fait complice des expulsions de sans-papiers. Puis vint Bové dans sa charrette, le service d'ordre (dont la CGT) se chargeant de repousser ceux/celles qui ont voulu le suivre dans le Palais de justice. Tant pis pour eux/elles. Le spectacle atteint enfin son apogée lorsque le héros du jour fait reprendre par la foule rassemblée pour le concert, poing levé, « liberté, égalité, fraternité » à plusieurs reprises [2].

Alors que le capitalisme est mondialisé depuis bien longtemps [3], cette découverte permet d'attirer des citoyens en évitant surtout le mot «capitalisme» pour le remplacer par celui de

«mondialisation» dans la lignée d'ATTAC. L'alternative proposée va ainsi du vieux capitalisme national (rencontre Pasqua-Bové) à un capitalisme plus ceci ou cela (moins financiarisé ou plus étatique par exemple). Dans tous les cas, il n'est jamais question de lutte pour le mettre à bas, encore moins en dehors des formes tolérées par la « démocratie ». Car l'un des objectifs les plus évidents du démontage du McDo de Millau le 12 août 99 fut de présenter cet acte comme une action directe de sabotage, le nec plus ultra du radicalisme (« *voyez comme on a été réprimés !* »)... en partenariat avec flics et médias sur un symbole consensuel. Bové et trois autres co-inculpés — sur les dix — n'ont ainsi pas hésité à se revendiquer anarcho-syndicalistes [4]. Mais leur action mène surtout à l'insertion de la contestation dans le carcan démocrate. Inutile d'évoquer des sabotages de la production, des pillages de magasins ou des incendies de chantiers. Ainsi, pendant qu'un Black Bloc attaquait la propriété privée à Seattle le 30 novembre 99, Bové se vantait d'avoir passé «son roquefort» à la douane et ses amis américains partisans de l' « action directe » protégeaient le magasin Nike et tentaient de livrer des camarades à la police anti-émeutes.

Enfin, maintenant que le 13 septembre dernier le tribunal de Millau l'a condamné à 3 mois fermes [ce qu'on ne lui souhaite pas de faire, à lui ni à personne] en attendant l'appel en février 2001, on se souvient de ses mots émus pour les prisonniers, il y a un an, à sa sortie de taule, avant que des élus ne se penchent sur ces lieux d'extermination pour les réformer en faisant de la société une vaste prison. Tout le monde en cage, gardés par des syndicats revendicatifs et bien sûr responsables, l'objectif des chefs de la Confédération Paysanne [5] d'aller vers une agriculture raisonnable dans une société policée a réussi à rassembler plus de 50 000 personnes à Millau. Avec 19 % des voix au niveau national en 1995, ce qui représente 5,8 millions de francs de subventions par le Fond national de développement agricole, la Conf' fera certainement mieux aux prochaines élections en 2001.

Christophe Charon

1 Voir *Libé* du 21/6/00
2 Sur cette même grande scène, les femmes de la Confédération Paysanne n'ont pas eu droit à la parole qu'elles demandaient.
3 Si l'on suit Braudel, cela remonte au XIIIe siècle, sinon on pourra se contenter des colonisations à partir du XVe.
4 Il s'agit de Jean-Emile Sanchez, Gilbert Fenestraz et Léon Fabrègues.
5 Sur la logique politique de ce syndicat, on lira notamment une lettre d'octobre 1999 rédigée par un adhérent, Venant Brisset, parue dans *Karoshi* mural n°1 (disponible au 21ter rue Voltaire - 75011 Paris) et René Riesel, *Déclarations sur l'agriculture transgénique et ceux qui prétendent s'y opposer*, éd. Encyclopédie des nuisances, 2000, 112 p.

[Article paru dans *Cette Semaine* n°81, octobre-novembre 2000, p. 14]

L'IMPASSE CITOYENNISTE

CONTRIBUTION A UNE CRITIQUE DU CITOYENNISME

“ Si la logique de la fausse conscience ne peut se connaître elle-même véridiquement, la recherche de la vérité critique sur le spectacle doit aussi être une critique vraie. Il lui faut lutter pratiquement parmi les ennemis irréconciliables du spectacle, et admettre d'être absente là où ils sont absents. Ce sont les lois de la pensée dominante, le point de vue exclusif de l'actualité, que reconnaît la volonté abstraite de l'efficacité immédiate, quand elle se jette vers les compromissions du réformisme ou de l'action commune de débris pseudo-révolutionnaires. Par là le délire s'est reconstitué dans la position même qui prétend le combattre. Au contraire, la critique qui va au delà du spectacle doit savoir attendre. ”

Guy Debord.
La Société du Spectacle.

Les thèses rassemblées ici n'ont pas la prétention de dire le dernier mot sur le sujet dont elles traitent. Elles sont plutôt un ensemble de pistes dont certaines pourront être suivies, approfondies, et d'autres peut-être simplement abandonnées. Si nous parvenons à donner quelques points de repères (historiques, entre autres) à une critique qui se cherche encore, nous aurons pleinement atteint notre but.

Nous pensons également que ni ce texte ni aucun autre ne pourra, par la seule force de la théorie, abattre le citoyennisme. La véritable critique du citoyennisme ne se fera pas sur le papier, mais sera l'œuvre d'un mouvement social qui devra forcément contenir cette critique, ce qui ne sera pas, loin s'en faut, son seul mérite. A travers le citoyennisme, et parce que le citoyennisme y est contenu, c'est l'ordre social présent tout entier qui sera remis en cause.

Le moment nous semble bien choisi pour commencer cette critique. Si le citoyennisme a pu, à ses débuts, entretenir un certaine confusion autour de ce qu'il était réellement, il est aujourd'hui contraint par son succès même à s'avancer de plus en plus à découvert. A plus ou moins court terme, il devra montrer son vrai visage. Ce texte vise à anticiper sur ce démasquage, pour qu'au moins certains ne soient pas alors pris de court, et sachent peut-être réagir de manière appropriée.

I. Définition préalable

Nous ne donnerons ici qu'une définition préalable du citoyennisme, c'est à dire ne portant que sur ce qu'il est le plus évidemment. L'objet de ce texte sera de commencer à le définir de façon plus précise.

Par citoyennisme, nous entendons d'abord une idéologie dont les traits principaux sont 1°) la croyance en la démocratie comme pouvant s'opposer au capitalisme 2°) le projet

d'un renforcement de l'Etat (des Etats) pour mettre en place cette politique 3°) les citoyens comme base active de cette politique.

Le but avoué du citoyennisme est d'humaniser le capitalisme, de le rendre plus juste, de lui donner, en quelque sorte, un supplément d'âme. La lutte des classes est ici remplacée par la participation politique des citoyens, qui doivent non seulement élire des représentants, mais agir constamment pour faire pression sur eux afin qu'ils appliquent ce pour quoi ils sont élus. Les citoyens ne doivent naturellement en aucun cas se substituer aux pouvoirs publics. Ils peuvent de temps en temps pratiquer ce qu'Ignacio Ramonet a appelé la “ désobéissance civique ” (et non plus “ civile ”, qui rappelle trop fâcheusement la “ guerre civile ”), pour contraindre les pouvoirs publics à changer de politique.

Le statut juridique de “ citoyen ”, compris simplement comme ressortissant d'un Etat, prend ici un contenu positif, voire même offensif. Pris comme adjectif, “ citoyen ” décrit en général tout ce qui est bon et généreux, soucieux et conscient de ses responsabilités, et plus généralement, comme on disait autrefois, “ social ”. C'est à ce titre qu'on peut parler “ d'entreprise citoyenne ”, de “ débat citoyen ”, de “ cinéma citoyen ”, etc.

Cette idéologie se manifeste à travers une nébuleuse d'associations, de syndicats, d'organes de presse et de partis politiques. Pour la France on a des associations comme ATTAC, les amis du Monde Diplomatique, AC!, Droit au Logement, l'APOC (objecteurs de conscience), la Ligue des Droits de l'Homme, le réseau Sortir du nucléaire, etc. Il est à noter que la plupart du temps les personnes qui militent au sein de ce mouvement font partie de plusieurs associations à la fois. Côté syndicats on a la CGT, SUD, la Confédération Paysanne, l'UNEF, etc. Les partis politiques sont représentés par les partis trotskistes, et les Verts. Les partis politiques ont toutefois un statut à part dans le citoyennisme, mais nous y reviendrons. A l'extrême gauche du citoyennisme, on peut inclure la Fédération Anarchiste, la CNT et les anarchistes antifascistes, qui se mettent le plus souvent à la remorque des mouvements citoyennistes pour y rajouter leur grain de sel libertaire, mais se trouvent de fait sur le même terrain.

A l'échelle mondiale on a des mouvements comme Greenpeace, etc., et tout ce qui s'est retrouvé à Seattle en fait de syndicats, associations, lobbies, tiers-mondistes, etc.

La liste complète serait fastidieuse à donner. L'important est que tous ces groupements se retrouvent idéologiquement sur le même terrain, avec des variantes locales. Le citoyennisme est désormais un mouvement mondial, qui repose sur une idéologie commune. De Seattle à Belgrade, de l'Equateur au Chiapas, on assiste à sa montée en force, et il s'agit donc maintenant, pour lui comme pour nous, de savoir au juste quel chemin il prendra, et jusqu'où il pourra aller.

II. Prémisses et fondements

Les racines du citoyennisme sont à chercher dans la dissolution du vieux mouvement ouvrier. Les causes de cette dissolution sont à la fois l'intégration de la vieille communauté ouvrière et l'échec manifeste de son projet historique, lequel a pu se mani-

fester sous des formes extrêmement diverses (disons du marxisme-léninisme au conseillisme). Ce projet se ramenait, dans ses diverses manifestations, à une reprise du mode de production capitaliste par les prolétaires, mode de production duquel ils sont les enfants et donc les héritiers. L’accroissement des forces productives, dans cette vision du monde, était également la marche vers la révolution, le mouvement réel à travers lequel le prolétariat se constituait comme future classe dominante (la dictature du prolétariat), domination qui menait ensuite (après une très problématique “ phase de transition ”) au communisme. L’échec réel de ce projet a eu lieu dans les années 1920, et en 1936-38 en Espagne. Le mouvement international des années 1968 a souvent été nommé “ deuxième assaut prolétarien contre la société de classe ”, venant après celui de la première moitié du XXème siècle.

Les années 70, puis les années 80, avec la crise et la mise en place de la mondialisation sous sa forme moderne, marquent le déclin et la disparition de ce projet historique. Cette mondialisation se caractérise par l’automation croissante, donc par le chômage de masse, et les délocalisations dans les pays les plus pauvres, qui jettent hors de l’usine le vieux prolétariat industriel des pays les plus développés. On observe ici une tendance des entreprises à se “ débarrasser ” au moins formellement d’une bonne partie leur secteur productif pour le reléguer dans la sous-traitance, pour idéalement ne plus s’occuper que de marketing et de spéculation. C’est ce que les citoyennistes nomment la “ financiarisation du capital ”. Une entreprise comme Coca-Cola ne possède aujourd’hui directement quasiment plus aucune unité de production mais se contente de “ gérer la marque ”, de faire fructifier son capital boursier, et “ réinvestir ” en rachetant des concurrents plus petits auxquels elle fait également subir une délocalisation forcenée, etc. On a un double mouvement de concentration du capital et d’émiettement de la production. Une voiture peut se composer de parechocs fabriqués au Mexique, de composants électroniques taïwanais, le tout étant assemblé en Allemagne, tandis que les bénéfices transitent par Wall-Street.

Les Etats quant à eux accompagnent cette mondialisation en se défaisant du secteur public hérité de l’économie de guerre (dénationalisations), en “ flexibilisant ” et en réduisant autant qu’il est possible le coût du travail. Cela donne en France la loi sur les 35 heures que réclamait a cor et à cri le très citoyenniste (dans ses manifestations officielles du moins) mouvement des chômeurs de 1998, et le PARE.

L’arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et le mouvement des étudiants et des cheminots en 1986 sont des repères qui nous permettent de situer les progrès de cette dissolution et le remplacement progressif du vieux mouvement ouvrier par le citoyennisme, dans le cadre de la mondialisation.

Le mouvement de 1968, en France comme dans le monde, a bien été le “ dernier assaut contre la société de classes ”. Son échec marque la liquidation historique de ce qu’a été jusqu’à ce moment-là le vieux rêve de la révolution prolétarienne, à savoir le rêve de l’assomption historique du prolétariat comme prolétariat, c’est à dire comme classe du travail. L’autogestion et les conseils ouvriers ont été la limite extrême de ce mouvement. Nous ne le regrettons pas. C’est aussi toute une contestation sociale beaucoup plus large et multiforme qui a été liquidée au sortir de ces années-là, lorsque s’est abattue sur le monde la chape de plomb des années quatre-vingt.

Même si on l’entend encore dans des manifestations, le slogan “ tout est à nous,

rien n’est à eux ” est l’exact contraire de la réalité, et l’a toujours été. Bien entendu, il fait aujourd’hui allusion à une illusoire “ répartition des richesses ” (et de quelles “ richesses ” peut-on aujourd’hui parler ?), mais il provient en droite ligne du vieux mouvement ouvrier, qui entendait gérer par lui-même le monde capitaliste. On voit à travers ce slogan à la fois une résurgence, une continuité et un détournement des idéaux du vieux mouvement ouvrier (naturellement dans ce qu’il avait de moins révolutionnaire) par le citoyennisme. C’est ce qu’on appelle l’art d’accommoder les restes. Nous y reviendrons plus loin.

La disparition de la conscience de classe et de son projet historique, rendus caducs par l’éclatement et la parcellarisation du travail, par la disparition progressive de la grande usine “ communautaire ”, et également par la précarisation du travail (tout ceci résultant non d’un complot visant à museler le prolétariat mais du processus d’accumulation du capital qui l’a mené jusqu’à la mondialisation actuelle), ont laissé le prolétariat aphone. Il en vient même à douter de sa propre existence, doute qui fut encouragé par nombre d’intellectuels et par ce que Debord a défini comme “ spectaculaire intégré ”, qui n’était que l’intégration au “ spectacle ”.

Privée de perspectives, la lutte des classes ne pouvait que s’enfermer dans des luttes défensives, parfois d’ailleurs très violentes comme en Angleterre. Mais cette énergie était surtout l’énergie du désespoir. On peut aussi noter que cette perte de perspectives positives s’est souvent manifestée, chez les individus qui avaient connu les années 60-70, par un désespoir personnel très réel, parfois poussé jusqu’à ses dernières conséquences, suicide ou terrorisme.

Le citoyennisme vient s’inscrire dans ce cadre. Le deuil de la révolution ayant été fait, plus aucune force ne se sentant en mesure d’entreprendre à nouveau de transformer radicalement le monde, il fallait bien, l’exploitation suivant son cours, que s’exprime une contestation. Ce fut le citoyennisme.

Son acte officiel de naissance peut être situé en décembre 1995. Ce mouvement, sur la base très réelle de l’opposition à la privatisation du secteur public et donc de l’aggravation des conditions de travail et de la perte de sens de ce travail lui-même, ne pouvait dans la situation présente se manifester que comme défense du service public, et non comme remise en question de la logique capitaliste en général, telle qu’elle se manifeste dans le service public. Cette défense du service public implique logiquement que l’on considère que le service public soit ou plutôt doive être en dehors de la logique capitaliste. C’est un mauvais procès que l’on a fait à ce mouvement lorsqu’on lui a reproché d’être un mouvement de privilégiés, ou simplement d’égoïstes corporatistes. Mais on peut constater que même les actions les plus radicales et les plus généreuses de ce mouvement en portaient la limite. Alimenter gratuitement en électricité des foyers est une chose, réfléchir sur la production et l’emploi de l’énergie en est une autre. On peut voir à travers ces actions que l’Etat est ici conçu comme une communauté parasitée par le capital, lequel viendrait s’intercaler entre les citoyens-usagers et l’Etat. Le citoyennisme ne dit pas autre chose.

On peut constater que le citoyennisme ne récupère pas un mouvement qui serait plus radical. Ce mouvement est simplement absent, pour l'heure. Le citoyennisme se développe comme l'idéologie nécessairement produite par une société ne concevant plus de perspectives de dépassement.

L'autre constatation que l'on peut faire, c'est que le mouvement de 1995, acte de naissance du citoyennisme, fut un échec, même dans ses objectifs limités. La privatisation du secteur public continue de plus belle, et il peut même se situer en avant-garde de l'idéologie du privé, comme entreprise participative, implication dans la gestion, etc. On y dégraisse également, et on y crée des emplois précaires, les " emplois-jeunes ". On y supprime des postes et surcharge de travail les postes restants. Le secteur public est également en première ligne pour l'application de la loi sur les trente-cinq heures, et donc la flexibilisation. Une fois de plus, s'il en était besoin, on peut voir que la logique de l 'Etat et celle du capital ne s'opposent en rien, et c'est là une des limites internes du citoyennisme.

(...)

IV. Citoyennisme et citoyens



Lorsque Ignacio Ramonet parle de désobéissance " civique " et non plus de désobéissance " civile ", il marque une distinction révélatrice du rapport du citoyennisme avec sa propre base. Le mot " civil " se rapporte objectivement, de façon neutre, au citoyen d'un Etat, celui qui n'a pas choisi d'y naître. " Civique " est ce qui est le propre du bon citoyen, c'est à dire celui qui manifeste activement son appartenance à ce même Etat. On voit ici que la distinction est essentiellement d'ordre moral.

Et en effet, une des forces du citoyennisme est bien d'être un mouvement essentiellement moral, pour ne pas dire moralisateur. On voit avec quelle aisance il passe au-dessus des faits et ne s'embarrasse pas d'analyses lorsqu'il s'agit de passer de la dénonciation de la " crise " à la " répartition des fruits de la croissance ". C'est qu'il s'agit à chaque fois d'avoir la position la plus " civique ", c'est à dire la position la plus généreuse, la plus morale. Et en effet, tout le monde est pour la paix, contre la guerre, contre la " mal-bouffe ", pour la " bien-bouffe ", contre la misère, pour la richesse. En somme, il vaut mieux vivre riche et en bonne santé en temps de paix, que pauvre et malade en temps de guerre.

Rien ne se vend mieux que la morale, en ce monde qui se situe résolument, un siècle après Nietzsche, par delà bien et mal. Mais ce besoin de consolation est impossible à rassasier.

On peut voir par exemple l'embarras qu'a causé dans les rangs citoyennistes la triste affaire de Givers. Cette révolte avait la particularité d'être à la fois une résurgence archaïque de l'action ouvrière, et la manifestation d'un désespoir bien moderne. Un citoyenniste pendant cette affaire se demandait dans Le Monde si on pouvait qualifier l'action des ouvriers de CELLATEX " d'action citoyenne ". Nous pouvons lui répondre. Le couteau sur la gorge, absolument déboussolés, et sans le recours de cet optimisme soucieux propre aux

lecteurs du Monde Diplomatique, les salariés de Givers n'étaient pas des citoyens, et ils n'ont pas agi en tant que tels. L'impuissance des citoyennistes à réagir dans cette circonstance montre quel type de réactions ils pourront avoir dans d'autres circonstances, à une échelle plus grande. Ils ne tarderont naturellement pas à en appeler à la répression des mauvais citoyens, au nom de la démocratie, de L'Etat de Droit, et de la morale. C'était d'ailleurs bien le propos du citoyenniste du Monde, qui entendait par son insidieux questionnement (tout à fait objectif, bien sûr) couper l'herbe sous le pied d'une sympathie naissante, et rappeler les citoyens à la raison, pour préparer l'éventuelle répression qui naturellement n'a pas eu lieu, puisque, dans la situation actuelle, les salariés ne pouvaient que négocier. Il est en tout cas intéressant de constater comment, dans cette mini-crise, un citoyenniste va s'empresser de proposer à l'Etat ses services de médiateur. Le citoyennisme est potentiellement un mouvement contre-révolutionnaire.

Cet exemple montre également l'incapacité du citoyennisme à trouver une réaction face à un mouvement qu'il n'a pas lui-même créé.

Il faut aussi souligner que la base sociale du citoyennisme est considérablement plus large et aussi plus floue que les seuls militants associatifs et syndicaux.

Le citoyennisme est l'expression des préoccupations d'une certaine classe moyenne cultivée et d'une petite bourgeoisie qui a vu ses privilèges et son influence politique fondre comme neige au soleil, en même temps que disparaissait la vieille classe ouvrière. La restructuration à l'échelle mondiale du capitalisme a laissé sur le carreau l'ancien capital national, et donc la bourgeoisie qui en était détentrice et les classes moyennes qu'elle employait. La vieille société bourgeoise du XIXème siècle, aux relents persistants d'Ancien Régime, a bel et bien disparu. La consolidation de l'Etat et la critique de la mondialisation jouent ici comme nostalgie du vieux capital national et de la société bourgeoise, la critique des multinationales comme nostalgie de l'entreprise familiale. Encore une fois, ils se lamentent sur un monde perdu.

Et deux fois perdu, puisque le terme de citoyen veut aussi se référer à la vieille appellation républicaine, sans doute plus celle des premiers temps de la révolution bourgeoise que celle de la Commune de Paris (encore qu'un film interminable et volontairement anachronique tourné récemment sur ce sujet semble indiquer que l'on voudrait récupérer cela aussi). Mais cette révolution, justement, a été faite, et nous vivons dans le monde qu'elle a créé. Les sans-culottes seraient sans doute étonnés de voir ce qu'est devenue la République qu'ils ont contribué à établir, mais les morts ne reviennent pas plus qu'on ne se baigne deux fois dans le même fleuve. Il n'est par contre pas impossible que de futurs sans-culottes traînent en Nike sur le parking d'une très moderne cité.

Les classes moyennes en déshérence se reconstituent à travers le citoyennisme une identité de classe perdue. Un salon " bio " peut ainsi se déclarer " vitrine des modes de vie et de pensée citoyenne ". Que ceux qui ne mangent pas " bio " se le disent : ils ne sont pas " citoyens ". Un jeune citoyenniste peut alors synthétiser de façon fulgurante ses doutes sur le prolétariat : " Que veux-tu attendre d'eux ? Ils font leurs courses chez Auchan. "

Les citoyennistes ne peuvent en tout cas, sur les bases qu'ils occupent actuellement, récupérer un éventuel mouvement social plus radical, duquel il sont viscéralement coupés. Ils ne pourront à ce moment-là qu'offrir à l'Etat qu'ils défendent une caution morale à la répression. Les pseudo-solutions qu'ils avancent, face à une crise réelle, apparaîtront alors comme ce qu'elles sont, à savoir un moyen de maintenir l'ordre des choses existant. On ne peut se contenter d'opposer abstraitement et à perte de vue l'Etat au capital, la " vraie " démocratie à la démocratie telle qu'elle est, " l'économie solidaire " au libéralisme, lorsque des masses de gens commencent à chercher des réponses à leur situation concrète. Un mouvement né d'une crise majeure, c'est à dire de la remise en question des conditions d'existence mêmes ne saurait se satisfaire durablement de telles amusettes.

Ils pourront tout de même, puisqu'ils sont là, occuper un moment la révolte, qui pourra aussi se manifester par un nationalisme exacerbé, qu'ils auront auparavant contribué à entretenir et développer (on en voit actuellement les prémisses à travers l'anti-américanisme développé par Bové et bien d'autres). Mais la critique du capital mondialisé n'a pas face à elle l'alternative d'un retour au capital national, défendu par l'Etat. Si cette alternative très hautement improbable est mise en jeu, on aura plutôt la guerre.

Nous voyons là que rien ne nous garantit que le prochain mouvement social soit révolutionnaire. Il contribuera en tout cas à démasquer définitivement le citoyennisme, et laissera peut-être le champ libre à une remise en jeu du très vieux projet d'une transformation du monde, au delà de l'Etat et du capital.

V. Citoyennisme et révolution

Tout l'ancien mouvement révolutionnaire reposait sur la reprise en main par les ouvriers du mode de production capitaliste, dont ils se sentaient virtuellement possesseurs en raison de la place effective qu'ils occupaient dans la production. Cette place effective, ce rapport réel du prolétariat avec la production a été laminé dans les années 70 par l'automation et la précarisation. Certains radicaux, comme ceux de l'Encyclopédie des Nuisances ou Camatte (Invariance) on senti ou théorisé cette transformation, mais ils ne pouvaient sortir de cette conception ancienne de la révolution sans abandonner la révolution elle-même, et c'est bien ce qui se passa. L'I.S. après tout ne préconisait qu'un " meilleur emploi des forces productives ", pour la création de situations, par le biais des conseils ouvriers. Ils ne voyaient pas (mais à ce moment-là qui pouvait le voir ?) en quoi le mode de production capitaliste était capitaliste, en quoi l'automation qu'ils vantaient n'était pas un moyen de libérer du temps pour " vivre sans temps mort et jouir sans entraves ", mais une façon de dégager du profit pour le capital. Et après la " contre-révolution " des années 70-80 ils ont simplement identifié cette même production, que les ouvriers avaient échoué à reprendre, comme source de tous les maux.

Au lieu de percevoir la disparition du vieux mouvement ouvrier comme nouvelle condition d'un mouvement révolutionnaire à venir, et surtout comme chance de ce mouvement, il l'ont perçue comme catastrophe. Et ce fut bien une catastrophe pour l'ancien mouvement ouvrier, son arrêt de mort. La plus grande partie de la génération post soixante-huitarde s'est ainsi engloutie dans le vide laissé par cette défaite. Et nous ne songeons certes pas à le leur reprocher, une conception vieille d'un siècle ne s'oublie pas en un jour, ni même en vingt ans.

Aujourd'hui ce bilan peut commencer à se faire. Nous avons eu, depuis 1995, le privilège douteux de voir une idéologie se rebâtir sur les ruines de la révolution. Si nous l'avons assez rapidement identifiée dans ce qu'elle avait de nouveau, il a été un peu plus long pour nous de la percevoir dans ce qu'elle avait d'archaïque, c'est à dire d'historiquement déterminé.

Nous avons indiqué plus haut que cette idéologie, le citoyennisme, pratiquait l'art " d'accommoder les restes " du vieux mouvement révolutionnaire. C'est parce qu'au fond le vieux mouvement révolutionnaire ne constituait pas un dépassement du capitalisme, mais une gestion de celui-ci par la " classe montante " qu'était censé être le prolétariat, que le citoyennisme se veut aujourd'hui " réformiste ". La " gestion ouvrière " du capital s'est simplement aujourd'hui transformée en " répartition des richesses ", en " taxation du capital ", la production disparaissant derrière le profit, derrière le capital financier, derrière l'argent. " De l'argent, il y en a, dans les poches du patronat ", dit le slogan. Certes oui, mais au nom de quoi cet argent devrait-il atterrir dans les poches des prolétaires, pardon, des " citoyens " ?

Le vieux mouvement ouvrier n'ayant pu aboutir à la communauté humaine se change ainsi en simple intéressement aux profits capitalistes, de façon obscène et révélatrice (il faut toutefois noter que si on ne demande " que " de l'argent au capitalisme, c'est aussi parce que l'on sait ne rien pouvoir en attendre d'autre). Il y a certes là de quoi écœurer un vieux révolutionnaire, un de ceux qui pensaient pouvoir construire un monde meilleur. Mais s'il était déjà illusoire de penser pouvoir construire ce monde par la gestion ouvrière du capital, ils l'est tout à fait de penser pouvoir contraindre le capitalisme à partager ses profits pour le bonheur de tous les " citoyens ", à supposer même que leur argent puisse faire notre bonheur. Le citoyennisme touche au point central d'une illusion vieille d'un siècle, et cette illusion, déjà morte dans les faits, est sur le point d'être détruite.

" Tout est à nous, rien n'est à eux ", s'obstinent-ils à chanter dans leurs manifestations. Mais le capital, cette masse d'argent ne visant qu'à s'accumuler par la domination de l'activité humaine, et donc par la transformation de cette activité suivant ses propres normes, a créé un monde où " tout est à lui, rien n'est à nous ". Et il ne s'agit pas seulement de la propriété privée des moyens de production, mais également de leur nature et de leurs buts. Le capital ne s'est pas simplement approprié ce qui était nécessaire à la survie de l'humanité, ce qui n'était que le premier moment de sa domination, il l'a également transformé, par l'industrialisation et la technologie, de telle manière qu'aujourd'hui presque plus rien n'est produit pour être consommé, mais simplement pour être vendu. Produire pour nos besoins ne peut être le fait du capitalisme. Presque plus rien ne subsiste de l'activité humaine précapitaliste. Le monde est bel et bien devenu une marchandise.

Le capital n'est pas une force neutre qui, si on “ l'orientait ” convenablement, pourrait aussi bien faire le bonheur de l'humanité qu'il fait sa perte. Il ne peut pas “ dépolluer aussi bien qu'il pollue ”, comme l'a prétendu un citoyenniste écologiste, puisque c'est son mouvement même qui l'amène inéluctablement à polluer et à détruire, c'est à dire que le mouvement d'accumulation et de production pour l'accumulation passe par-dessus toute idée de “ besoin ”, et donc également du besoin vital qu'est pour l'humanité la préservation de son environnement. Le capital ne suit que ses propres fins, il ne peut être un projet humain. Il n'y a pas une “ autre mondialisation ”. Il n'a pas face à lui les besoins de l'humanité, mais la nécessité de l'accumulation. S'il se met à recycler, par exemple, la branche ainsi créée fera tout pour avoir toujours de quoi recycler. Le recyclage, qui n'est qu'une autre façon de produire de la matière première, crée toujours plus de déchets “ recyclables ”. En outre, il pollue bien autant que n'importe quelle autre activité industrielle.

Nous devons ici, pour éviter toute confusion, nous porter en faux contre cette idée quelque peu paranoïaque que véhiculent certains “ radicaux ”, selon laquelle le capital polluerait pour créer un marché de la dépollution, ou en tout cas que chaque dégât provoqué par le capitalisme engendrerait des marchés pour la réparation de ces dégâts, suivant le schéma du “ pompier incendiaire ”. Il y a des dégâts, et ils sont nombreux, que personne ne veut réparer, simplement parce que leur réparation ne constitue pas un marché. La preuve en est que ce sont la plupart du temps les Etats qui doivent assumer seuls le coût d'une dépollution, et le conflit peut se situer là, entre les Etats et les entreprises, et tout le débat sur les “ pollueurs-payeurs ” en est la manifestation. Limiter la casse, et surtout les frais, sans pour autant faire fuir les investisseurs, telle est la quadrature du cercle que le “ capitalisme écologique ” doit résoudre, tel est le véritable enjeu des “ règlementations écologiques ”.

Il ne s'agit en tout cas jamais de ne plus polluer, mais de savoir qui doit payer dans le cas où la pollution est par trop catastrophique et visible. Le prétendu “ marché de la dépollution ”, contrairement à celui du recyclage, n'existe pas vraiment, parce qu'il ne produit aucun bénéfice en retour, sinon celui très relatif de se mettre en conformité avec certaines réglementations, et n'est donc qu'une pure charge pour les entreprises, charge qu'elles ont intérêt à limiter au maximum. Personne ne veut dépolluer, et on l'a vu à la récente conférence de la Haye.

Nous pourrions développer plus longuement tout ceci, mais cela déborderait notre propos. Nous voyons en tout cas ici qu'il ne saurait être question d'une gestion “ humaine ” de la production capitaliste, et encore moins de reprendre telle quelle cette production. Tout est à reconstruire. La révolution sera aussi le moment du “ grand démantèlement ”, et de la reprise sur des bases inédites de l'activité humaine, aujourd'hui presque entièrement dominée par le capital.

Le vieux mouvement ouvrier manifestait le lien unissant capitalisme et prolétariat. Le plus exploité des ouvriers pouvait se sentir dépositaire, à travers son travail, d'un monde futur, où le travail dominerait le capital. Le Parti était à la fois une famille et un Etat ouvrier en germe, chaque chef syndical pouvait se sentir lié à la communauté ouvrière à la fois présente et à venir. Les transformations du mode de production capitaliste au cours des vingt dernières années ont laminé tout ceci, généralisant la séparation des individus.

Dans son expansion, le capitalisme a dû détruire les vieilles communautés de souche paysanne pour créer la classe ouvrière qui lui était nécessaire. A peine cette classe ouvrière créée, il doit de nouveau la détruire, et se trouve face au problème de l'intégration de millions d'individus à son monde.

Les citoyennistes apportent une réponse dérisoire en tentant de reconstituer le lien qui unissait autrefois la “ classe ouvrière ” par celui qui unirait les “ citoyens ”, c'est à dire l'Etat. Cette recherche de la reconstitution du lien à travers l'Etat se manifeste dans le nationalisme latent des citoyennistes. Le capital abstrait et sans visage est remplacé par des figures nationales, par la moustache de José Bové, ou la réhabilitation de l'hymne tsariste en Russie (il ne s'agit plus là de citoyennisme, bien sûr, mais de la manifestation d'un nationalisme bien plus général, et également sans issue). Mais l'Etat ne peut offrir que des symboles, des ersatz de lien, parce qu'il est lui même pour ainsi dire saturé de capital, et qu'il ne peut agiter ces symboles que dans le sens qui lui est dicté par la logique capitaliste à laquelle il appartient.

Le “ citoyen ” comme lien est la manifestation d'un vide, ou plutôt du fait qu'il appartient maintenant au capitalisme, et à lui seul, d'intégrer ces milliards de gens privés de la communauté. Et nous sommes obligés de constater qu'il le fait, jusqu'à présent, tant bien que mal.

Cependant, le capitalisme est toujours confusément perçu comme une force extérieure et hostile à l'humanité, soit qu'il la prive de pain, soit qu'il la prive de “ sens ”. Dans les sociétés capitalistes avancées, cela se manifeste par la fuite des individus séparés dans ce que les sociologues nomment la “ sphère privée ”, les loisirs, la famille ou ce qu'il en reste, la bande de copains, etc. Ceci développe très logiquement un marché de la séparation, qui se manifeste à travers les outils de communication-consommation, mais cette consommation de “ l'être ensemble ” se résout finalement, dans le monde de la marchandise, en un “ avoir tout seul ” qui replonge dans la séparation qu'elle était censée pallier.

Le travail lui-même, qui est toujours la principale force d'intégration du capital, est de plus en plus perçu comme une contrainte extérieure et il n'est plus que marginalement ce qui décrit l'identité d'individus toujours plus nivelés dans la masse. Et cela n'a rien d'étonnant, à l'heure de la disparition des métiers, remplacés par des fonctions ne réclamant aucune compétence particulière. Le “ monde du travail ” est aussi devenu celui de l'incompétence. Cette dynamique de déqualification peut-être perçue par certains comme une décadence (et la dynamique de l'intégration par le capital crée bien ses propres “ barbares ” de l'intérieur), mais elle est également une démoralisation du travail, où celui-ci apparaît réellement à chacun comme vide de sens, pur arbitraire, contrainte extérieure, exploitation. La morale du travail, autrefois partagée également par la bourgeoisie et le prolétariat, est en train de se dissoudre dans le mouvement de l'intégration capitaliste.

L'intégration capitaliste (problème central sur lequel il nous faudra revenir) se fait de plus en plus sentir comme artificielle, elle est en tout cas très problématique, et elle induit ce qu'on pourrait nommer une névrose de masse, liée au sentiment de n'avoir plus aucune prise sur sa vie. Le prochain mouvement révolutionnaire ne pourra faire l'écono-

mie de ce constat, puisque cette impuissance, qui est également ce que l’on nommait autrefois aliénation, fait partie intégrante de notre rapport au monde capitaliste.

(...)

VII. Conclusion provisoire

Nous nous sommes efforcés ici d’évoquer les principales limites et faiblesses du citoyennisme, et l’on voit que ce ne sont pas simplement des limites ou des faiblesses “ théoriques ”, mais qu’elles sont bien réelles et lui seront sûrement fatales, à plus ou moins court terme.

Pour autant, il n’est pas question de rester assis les bras croisés “ en attendant ” que le citoyennisme s’écroule, pour laisser magiquement la place à la révolution. Ce mouvement a bien des ressources encore, et il est sans doute capable de s’adapter à de nouvelles conditions. Nous avons cependant précisé ici à quelles “ conditions ” il ne saurait s’adapter. Nous n’avons en tout cas qu’à peine ébauché cette critique, qui sera poursuivie par d’autres.

La question à laquelle nous avons aussi voulu tenter de répondre, c’est celle de la manière dont il nous semble qu’il convient d’aborder la critique. Trop souvent, des révolutionnaires critiquent ceux qu’ils prétendent être les “ réformistes ”, sous le simple prétexte qu’ils ne seraient pas révolutionnaires. C’est présenter les choses comme s’il s’agissait au fond d’un simple débat d’opinions, au fond égales, c’est à dire également vides, paroles creuses face à la toute-puissante objectivité du monde. A ce compte-là, on peut défendre n’importe quoi, et préférer les Indiens de Zerzan aux cow-boys de Kaczynski, la Renaissance à la société industrielle, les prolétaires à casquette aux jeunes rapeurs en Nike.

Le prochain mouvement révolutionnaire devra aussi trouver son propre langage. Il ne s’exprimera sûrement pas dans les termes que nous employons ici, qui sont ceux d’une certaine tradition théorique. Le langage théorique que nous employons est un outil pour comprendre la révolution à venir, il n’est pas cette révolution elle-même. Il nous faudra cependant sortir de l’emploi magique-affectif du langage, qui est le langage de l’aliénation contemporaine, le langage de ceux qui n’ont aucune prise pratique sur le monde, et ne peuvent donc que le rêver. Seuls ceux qui n’ont aucun pouvoir sur le monde peuvent dire n’importe quoi, sans crainte d’être jamais démentis, puisqu’ils savent que leurs propos sont sans conséquences.

Dans le monde de l’intégration capitaliste, il n’y a plus ni vérité ni mensonge, juste des sensations éphémères ; il nous faut cesser d’avoir peur de la vérité. Si souvent nous voyons dans la prétention à dire la vérité une domination, un “ fascisme ”, une volonté d’hégémonie du discours, c’est que dans le monde capitaliste seuls ceux qui dominent peuvent prétendre à dire la “ vérité ”, puisqu’ils la créent eux-mêmes, et détiennent le monopole de la “ parole vraie ”. Mais cette “ vérité ” est si manifestement fausse, et notre impuissance à y répondre si écrasante, que nous finissons par être dégoûtés de toute tentative de rechercher la vérité, et doutons de la possibilité de dire quoi que ce soit de vrai, c’est

à dire de rendre, autant qu’il nous est possible, intelligible le monde où nous vivons.

Dans l’arbitraire du spectacle, tout est question de “ point de vue ”. Chacun, “ de son point de vue ”, peut avoir à la fois tort et raison, et l’indifférence libérale à autrui se manifeste dans le respect de toutes les “ opinions ”.

L’appel “ révolutionnaire ” à la subjectivité, résidu du surréalisme et du situationnisme vaneigemiste, est plus que jamais réactionnaire, à l’heure où le capitalisme lui-même en appelle à la séparation jouissive : “ rêvez, nous ferons le reste ”. C’est au contraire un langage commun qu’il nous faut retrouver. Notre subjectivité même ne peut se construire réellement que si nous sommes capables, avec d’autres, de saisir l’objectivité du monde que nous partageons. Comprendre, c’est dominer, et donc pouvoir changer le monde. Commencer à tenter de comprendre, c’est rétablir la communication avec ce qui nous entoure, fissurer la glace de la séparation.

Nous n’avons pas critiqué ici les citoyennistes parce que nous n’aurions pas les mêmes goûts ou les mêmes valeurs, pas la même subjectivité. Nous n’avons d’ailleurs pas critiqué les citoyennistes en tant que personnes, mais le citoyennisme, en tant que fausse conscience et en tant que mouvement réactionnaire, comme on disait autrefois, c’est à dire qui concourt à étouffer ce qui n’est encore qu’en germe. Nous l’avons critiqué historiquement, ou du moins avons tenté de le faire.

Nous ne doutons d’ailleurs pas que nombre d’individus qui sont aujourd’hui englués dans les contradictions du citoyennisme par louable désir d’agir sur le monde, n’en viennent un jour à rejoindre ceux qui désirent réellement le transformer.

Nous ne sommes ni plus ni moins “ radicaux ” que le moment dans lequel nous sommes.

Sur le même sujet, on peut se référer avec profit aux thèses sur le démocratisme radical de la revue Théorie Communiste (Roland Simon, B.P. 17, 84300 Les Vignères) et au texte Des Organismes Génétiquement Modifiés et du citoyen signé par “ Quelques ennemis du meilleur des mondes transgénique ” (c/o ACNM, B.P. 178, 75967 Paris Cedex 20).

[On peut obtenir ce texte sous forme de brochure contre un timbre à 3F50 à : “ en attendant ” — 5, rue du Four — 54000 Nancy — e mail : en_attendant@hotmail.com]

Bonjour !

L'action neutralisante d'ATTAC et de la « gauche de la gauche » commence à être publiquement dénoncée. Les voitures du ministère de l'Intérieur portent sur leur flanc, en caractères cursifs, le sous-titre « ministère de la citoyenneté ». Le sous-commandant Marcos marche sur Mexico avec le projet exorbitant de participer à la création d'un véritable Etat mexicain. Dans le même temps, toutes sortes d'organisations — AC!, DAL, etc. — qui avaient incarné une espèce de *revival* critique dans les années 90 parce qu'alors leurs «actions symboliques» étaient l'objet d'une large médiatisation sont soit intégrées au projet de modernisation « citoyenne » du Capital, soit laissées pour mortes. Et les contre-sommets sont éprouvés avec ennui par ceux-là mêmes qui y avaient d'abord pris goût ; la répétition les ayant ramenés au rang d'éléments pittoresques d'un nouveau folklore inoffensif.

Tout cela signifie que le moment est venu de desserrer l'étau dans lequel la fausse opposition du Capital et de sa contestation étouffait toute pratique d'un antagonisme violent. La solidarité entre le citoyennisme — qu'il conviendrait peut-être d'appeler " bovisme " tant il a des traits si spécifiquement français, mais aussi pour en souligner l'aspect inconsistant — et le Capital ne tient pas seulement au fait qu'ils partagent la même langue pluvieuse, celle de l'économie, ou que le mouvement boviste est en dernier ressort contrôlé par l'Etat capitaliste. Cela tient surtout au fait qu'ils forment ensemble un dispositif de contre-feu, de contre-feu *préventif* — le contre-feu consiste, pour circonscrire un incendie, à en allumer un autre, que l'on contrôle, sur la ligne de progression du premier. Au contact du contre-feu, l'incendie perd toute force dynamique et vient y mourir, ne trouvant dans cette zone rien dont il pourrait s'alimenter, cela ayant déjà été brûlé. Le contre-feu ATTAC, par exemple, est là pour prévenir toute expression radicale du mécontentement. Mais il ne fonctionne qu'à condition de rester masqué ; or il commence depuis quelques mois à venir au jour.

Dans ces conditions, la question est la suivante : comment faire pour nous agréger, pour créer une réalité offensive qui s'oppose à la fois au Capital et à sa pseudo-contestation citoyenne ? (...)

Un point de force sur lequel nous pouvons faire levier, et qui forme aussi la contradiction centrale d'un discours qui n'en manque pas, c'est que le citoyen n'existe pas. Ou plutôt qu'il n'y a pas de citoyen, mais seulement des *preuves* de citoyenneté. Preuves qu'il conviendra d'administrer quotidiennement et sans fin, dans l'espoir d'une impossible intégration au nouveau processus, cybernétique, de valorisation sociale. L'adjectif « citoyen » vient ici remplacer le vieux terme « social », quand l'existence de la société elle-même fait problème, ayant été *effectivement pulvérisée* par l'universelle incursion de la médiation marchande. Manifester l'existence d'un pôle non-citoyen serait alors le premier pas vers l'agrégation des multiples forces et des nombreuses existences qui tentent en permanence de sortir de l'état de choses présent, mais que leur isolement, invariablement, y ramène.

[Ce texte a tourné sur Paris et sa banlieue début mars 2001, comme une invitation à rédiger une brochure anti-citoyenne, qui n'est pas encore sortie à l'heure où nous sortons la présente brochure. Nous le reproduisons ici afin de donner quelques pistes de réflexion sur ce sujet. Enfin, la brochure anti-citoyenne serait notamment une des bases pour se rendre à Barcelone en juin 2001 contre la réunion de l'OMC]

RÉFÉRENCES DES JOURNAUX, INDIVIDUS ET GROUPES CITÉS :

• A-infos [http://www.ainfos.ca/fr/]

• Alternative Libertaire — BP 103 — 1050 Ixelles 1 — Bruxelles — Belgique [http://users.skynet.be/AL/]

• Andrew X. — SDEF ! — c/o Prior House — Tilbury Place — Brighton BN2 2GY — Royaume Uni

• Bad days will end — Merrymount Publications — PO Box 441.597 — West Sommerville — MA OZ 144 — Etats-Unis [bronterre@earthlink.com]

• Cette Semaine — BP 275 — 54005 Nancy cedex — France [http://cettesemaine.free.fr/]

• Courant Alternatif — OCL — c/o Clé des Champs — BP 8 — 44220 Couéron — France [http://oclibertaire.free.fr/]

• Echanges et Mouvement — BP 241 — 75866 Paris cedex — France

• En attendant — 5 rue du Four — 54000 Nancy — France [en_attendant@hotmail.com]

• Je sais tout — Association des 26 cantons — 8 rue Lissignol — 1201 Genève — Suisse

• **Joe Black** [joe.black@pmail.net]

• Loren Goldner [lgoldner@alum.mit.edu]

• Maloka — BP 536 — 21014 Dijon cedex — France [http://www.maloka.chez.com/]

• Paul Q. [paul@laa01.freeserve.co.uk]

• **Proletarian Gob** — écrire à *Cette Semaine*

• Les Indésirables — Sans Patrie — c/o TCP — 21ter rue Voltaire — 75011 Paris — France

• **Tranquille le chat** — c/o TCP — 21ter rue Voltaire — 75011 Paris — France [http://tranquillou.free.fr/]

• Undercurrent — Brighton and Hove Unemployed Worker's Centre — 4 Crestway parade — Hollingdean — Brighton — BN1 7BL — Royaume-Uni [http:// www.snpc.co.uk/undercurrent/]

• Union émeutière [unionemeutiere @anarchist.com]